Jacques Henripin
Département de démographie
Faculté des sciences sociales, économiques et politiques
Université de Montréal

(1998)

SOUVENIRS ET RÉFLEXIONS D'UN RONCHON

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Jacques Henripin (1964)

SOUVENIRS ET RÉFLEXIONS D'UN RONCHON.

Montréal : Les Éditions Varia, 1998, 243 pp. Collection Mémoires et souvenirs.

Autorisation accordée par l'auteur, démographe et professeur retraité du département de démographie de l'Université de Montréal, le 13 août 2004.

Courriel : jacques.henripin@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 février 2009 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jacques Henripin

Département de démographie

Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, Université de Montréal

**SOUVENIRS ET RÉFLEXIONS
D'UN RONCHON.**

Montréal : Les Éditions Varia, 1998, 243 pp. Collection Mémoires et souvenirs.

Données de catalogage avant publication (Canada) :

Henripin, Jacques, 1926-

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

(Collection Mémoires et souvenirs)

Autobiographie.

Comprend des réf bibliogr. et un index.

1. Henripin, Jacques, 1926- . 2. Université de Montréal. Département de
démographie - Histoire. 3. Démographes - Québec (Province) Biographies. 4.
Professeurs (Enseignement supérieur) - Québec (Province)
- Biographies. I. Titre II. Collection.

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre
programme de publication.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Présentation](#)

1. Lachinois de vieille souche

Tout commence par là
Ma famille proche : entre la bienséance, la piété et la pauvreté
Ma famille nucléaire
Indigence
Divertissements
Ma classe sociale d'origine
Morale d'avant-guerre

2. En guise d'adolescence : dans les bras de Marie l'Immaculée

Un appel de Dieu... vacillant
L'instillation de la sainteté
Place au profane
Quoi faire ?
L'Institut Mongeau et Saint-Hilaire, le savon Baby's Own et le Chanoine
Deniger
Cadeau des Jésuites

3. L'université à l'état sauvage

Relations industrielles
Dehem et le maquis de la science économique
Aux petits des humains, qui donne la pâture ?
De l'économie à la démographie
Paris, 1951-1954
Une Faculté de droit accueillante

4. L'INED, une corne d'abondance scientifique

Initiation parmi des géants aux mains nues
Louis Henry
Alfred Sauvy
Retour au Canada

5. Début de carrière : Université de Montréal et HEC

Nathan Keyfitz
 À cheval sur les HEC et la Faculté des sciences sociales
 La Faculté des sciences sociales
 Département de science économique, 1956-1964
 L'Afrique
 Contraception
 L'APUM et le dépoussiérage de l'Université
 En marge de ma tâche principale

6. Les premiers pas du Département de démographie (1964-1973)

Un débat permanent : quelle démographie ?
 Le concours des professeurs invités
 La France
 Roland Pressat
 La Belgique
 Le Canada

7. Enseignement

Tensions
 Professeur traditionnel
 Une certaine distance

8. Études et recherches depuis 1965

Fécondité
 Évolution des groupes linguistiques
 Politiques de population
 « Polipo »
 Fécondité
 La famille
 Vieillesse

9. Le métier et ses corollaires de 1954 à 1994

Fonctions mineures
 La Commission royale d'enquête sur la situation de la femme
 Comment se débrouiller avec un milliard de Chinois

10. Polémiques

Débat démolinguistique
Mon combat contre les pidgin-marxistes
Mes accrochages avec les féministes stridentes
À propos des vieux envahissants
Faut-il se battre ?

11. Retraite mitigée

Un panorama louangeur à l'enseigne de la fraternité
Libération et continuité
Mythologie de la recherche
Les camarades retraités et leur « boîte »

12. Dernières réflexions sur mon milieu

Le monde de l'enseignement
Les intellectuels
Les organes de l'information et de l'éducation de masse
La tribu franco-qubécoise
Le sécessionnisme
Vive le Canada... et l'Europe
Musique et pollution sonore

13. Et puis après ?

Sinuosités
Tâches accomplies
Autre chose à faire ?

14. Bibliographie

1. [Démographie générale](#)
2. [Pratique de la démographie](#)
3. [Évolution passée de la population](#)
4. [Évolution prospective de la population](#)
5. [Fécondité](#)
6. [Mortalité infantile](#)
7. [Démolinguistique](#) (et groupes ethniques)
8. [Économie et population](#)
9. [Politiques de population](#)

- a) Généralités
- b) Fécondité
- c) Immigration étrangère
- d) Famille
- e) Vieillesse

10. [Divers](#)

[Index](#)

[Publications de l'auteur](#)

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A	Dansereau, Pierre	Godin, Madeleine
Allais, Maurice	Dehem, Roger	Godin, Pierre
Angers, François-Albert	Deniger, Georges	
Arès, Richard, s.j.	Deschênes, Jules	H
	Dionne, Claude	
B	Domon, Henri	Harvey, Pierre
Beauchemin	Dot, Georges	Hecht, Jacqueline
Beaujot, Roderic	Duchêne, Josiane	Hélin, Étienne
Beausoleil, Armand	Dumas, Jean	Henripin, Adélar (ou
Béchar, Henri, s.j.	Duplessis, Maurice	Adelbert)
Bédard, Michel		Henripin, Alexis
Bégin, Monique	E	Henripin, Bernard
Bergson, Henri	Escarpit, Robert	Henripin, Catherine
Bérubé, Gaby		Henripin, Dosithée
Binette, Alexina	F	Henripin, Dosithée II
Biraben, Jean-Noël	Fellegi, Ivan	Henripin, François
Bird, Florence	Festy, Patrick	Henripin, Gérard
Bloom, Allan	Filion, Gérard	Henripin, Natalie
Bouchard, Lucien	Fortier, d'Iberville	Henripin, Olivier
Bourgault, Pierre	Frappier, Armand	Henripin, Raymond
Bourgeois-Pichat, Jean	Frenette, Sophie	Henripin, Sophie
Bouvier, Émile	Frinking, Gérard	Henry, Charles I
Brunet, Normand,		Henry, Charles II (aussi
Buist, Maurice, s.j.	G	Henrypin)
		Henry, Louis
C	Garigue, Philippe	Henry, Louis II (aussi
Carrel, Alexis	Gaudet, Sylvain	Henrypin)
Charbonneau, David	Gaudry, Roger	Henry, Pierre
Charbonneau, Françoise	Gauthier, Abel	Henry, Robert
Charbonneau, Hubert	Gauthier Hervé	Humphrey, John
Chasteland, Jean-Claude	Gautier, Étienne	Huot, Paul-Marie
Cousineau, Jacques, s.j.	Gemaehling, Paul	
	Gérard, Hubert	I
D	Gérard, Micheline	Irving, Colin
Daigle, Monique	Gervais, Michèle	
	Gervais-Henripin,	J
	Miakim	

Jacquard, Albert	Mertens, Walter	Rocher, Guy
Johnson, Pierre-Marc	Meublat, Guy	Rousselière, Jeanne
K	Minville, Esdras	S
	Moral, Quentin	
Keyfitz, Nathan	Morin, Rosaire	Saint-Onge, Frédéric,
Kuroda, Toshio	Murphy, Brian	s.j.
	0	Salaberry, Michel de
L		Samuelson, Paul
	Ogilvie, Doris	Sauvé, Maurice
Lachapelle, Réjean		Sauvé, Paul
Lange, Lola	P	Sauvy, Alfred
Langlois, Raynold		Senécal, Gilles
Lapierre-Adamcyk,	Parenteau, Roland	Simmons, Alan
Evelyne	Parizeau, Jacques	St-Pierre, Jacques
Lapointe, Jeanne	Pearson, Lester B.	Suffert, Georges
Laporte, Pierre-Etienne	Pelet, Jean-Marie	Sutter, Jean
LaSalle, Gérard	Pellerin, Jean	
Laurin, Camille	Pelletier, Gérard	T
Lavigne, Marie	Pelletier, Louis	
Lebourdais, Céline	Peltier, Roger	Tanguay, Cyprien
Lefebvre, Jean-Paul	Péron, Yves	Termote, Marc
Légaré, Jacques	Perroux, François	Torrado, Susana
Léger, Paul-Emile	Piché, Victor	Tremblay, Jacques, s.j.
Lemieux, Gérard	Pie IX	Tremblay, Michel
Locke, John	Pierre, abbé	Trudeau, Pierre Elliot
Loriaux, Michel	Pinel, Marthe	Trudel, Marcel
Lortie, Léon	Platon	
Lussier, Irénée	Poitras, Adéland	V
Lux, André	Poitras, Cécile	
	Poitras, Gertrude	Valère
M	Poitras, Hélène	Vanasse, Diane
	Poitras, Ovida	Vanier, Georges
MacGill, Elsie,	Pool, Ian	Vanier, Paul, s.j.
Malthus, Robert	Popovic, Pierre	Vézina, Émile
Marchand, Jean	Popper, Karl	Vilkin, Éric
Marcil-Gratton, Nicole	Pressat, Roland	Vincent, Paul
Marcotte, Gilles		
Maritain, Jacques	R	W
Mark, Deirdre A.		
Martin, Yves	Raynauld, André	Wattelart, Christiane
Mathews, Georges	Revel, Jean-François	Wolfson, Michael
Maurault, Olivier	Robinson, Warren C.	Wunsch, Guillaume

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Jacques Henripin est économiste de formation, mais c'est à ses travaux en démographie - discipline apprise sur le tas - qu'il doit sa réputation. Il a été pendant quarante ans un professeur convaincu et demeure un chercheur qui continue d'étonner par la diversité et l'importance des questions qu'il aborde : fécondité, transferts linguistiques, vieillissement, pensions... En cours de route, il a mis sur pied le Département de démographie de l'Université de Montréal.

S'appuyant sur ses analyses, Henripin a montré un entrain peu commun à s'engager dans des débats publics touchant des problèmes délicats, sinon dangereux. Il n'a jamais reculé devant ses engagements de citoyen, tâchant toujours de distinguer science et polémique, ce qui est rarement facile.

La présente autobiographie de Jacques Henripin constitue un autre exemple de la contribution de cet intellectuel engagé et critique de sa société : il y relate avec une verve stimulante des épisodes de notre histoire récente, dont il a été selon le cas un acteur privilégié ou un témoin lucide. On appréciera quelques pages pointues sur des sujets qui ne peuvent laisser indifférent.

Ce livre constitue une page de l'histoire sociale et intellectuelle du Québec. Une page admirablement écrite par un auteur à la plume alerte et colorée. Derrière le démographe, se cachait un écrivain. En outre, ce livre comprend une bibliographie complète des publications de l'auteur, instrument qui sera utile à plusieurs.

Jacques Henripin aime la franchise et les enfants, déteste la sottise et les mots creux et se laisse volontiers entraîner dans la polémique.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Je ne m'en cache pas, c'est d'abord parce que je suis assez fier de moi que j'ai écrit ces quelques pages. J'ai d'ailleurs la malice de soupçonner à peu près tous les conteurs de ce genre de répondre à la même pulsion. Pourquoi pas ? Cependant, comme eux, j'ai aussi des excuses. Depuis plusieurs années, ma femme, mon inestimable Michèle, insiste pour que je laisse à mes jeunes enfants, Alexis et Olivier qui ont quinze ans et Miakim qui n'en a que six, des traces écrites d'un père qu'ils risquent de perdre un peu jeunes. Et il m'est bien difficile de refuser quoi que ce soit à une épouse et mère aussi accomplie. En outre, ces souvenirs et réflexions adoucissent peut-être quelque peu l'image de ronchon que je me suis bien méritée, ronchon dont mes deux fils adolescents sont, sinon les seules, du moins les principales victimes. Quant à mes trois autres filles, Catherine, Natalie et Sophie, qui ont eu tout le temps de me connaître, elles découvriront peut-être aussi quelque morceau inconnu.

D'autre part, le cheminement social et scolaire un peu singulier que j'ai suivi a amusé quelques-uns de mes amis. L'un d'eux étant éditeur, j'ai été soumis à d'amicales pressions pour soigner un peu l'affaire et la publier. Je ne sais si cette incitation de Michel Bédard relève de sa sagesse habituelle, mais en tout cas, j'ai eu beaucoup de plaisir à fouiller ma mémoire et mettre en mots ces souvenirs et réflexions.

Ayant pris le parti d'être court, je n'en dirai pas plus pour me justifier. Pour la même raison, je ne répéterai pas ce qu'a rapporté Marcel Trudel de la vie et de l'esprit des collèges classiques et des universités canadiennes-françaises, du moins pour ce qui est commun à nos expériences, séparées par une dizaine d'années... et par trois cents kilomètres.

*À la mémoire de mes parents,
deux tenaces rameurs
qui ont conduit à quai quatre enfants
à travers la bourrasque
du deuxième quart de ce siècle*

*Tous ces maux ont même origine :
une immense lâcheté sociale :
peur d'agir, peur de dire, peur de voir
et même peur de penser*

Alfred SAUVY, *L'Économie du diable*,
Paris, Calmann-Lévy, 1976, p. 15

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 1

Lachinois de vieille souche

[Retour à la table des matières](#)

Vous sentez-vous plutôt québécois ou canadien ? À cette question un peu vaine, je réponds : montréalais. Et pour être plus précis : lachinois. C'est dans la petite ville de Lachine que je suis né, c'est là ou autour qu'ont vécu ou vivoté une bonne partie de mes ancêtres, et c'est de là que sont partis pour l'Acadie mon premier aïeul canadien né en France, Robert Henry, de même que sa femme Madeleine Godin, qui y vivait avec sa famille, celle de Pierre Godin et Jeanne Rousselière.

Curieux comme, en vieillissant, on se rapproche de ses ancêtres. On a envie de leur lancer des serpentins, comme naguère le faisaient ceux qui portaient en paquebots. À ces transmetteurs de chromosomes qui nous ont faits ce que nous sommes, qui nous ont donné notre cerveau, notre mémoire, qui nous ont transmis le courant de la vie, on a envie d'arracher encore un peu plus de cette étrange substance. Une vie qui, il faut bien l'admettre à mon âge, commencera bientôt à présenter quelque défaillance sérieuse.

Dans ce courant vital, j'ai déjà ressenti une rupture, une sorte de vif décrochage : la mort de mon père, le dernier décédé de mes deux parents, donc le dernier lien par lequel la vie m'avait été donnée. Avec sa mort, j'ai eu l'impression que je ne tenais plus à rien : par un bout de ma vie, le bout alimenteur, c'était le

vide. Et par l'autre bout... ? Par l'autre bout, j'ai bien donné la vie à cinq enfants, mais c'est une affaire faite : le courant, pour moi, s'arrêtera là. Dans sa Lettre ouverte à Dieu, Robert Escarpit dit à Dieu : « Vous ne savez pas ce que c'est, vous, que d'avoir une vie qui est ouverte aux deux bouts ! » Il me semble qu'il y a là toute l'angoisse de l'existence humaine.

Tout commence par là

J'ai, comme tout le monde, huit arrière-grands-parents, seize... etc. Et si je remonte à la huitième génération de mes ascendants, cela me donne 256 aïeux, probablement canadiens, qui ont dû vivre à cheval sur les 17^e et 18^e siècles. C'est beaucoup trop pour 23 paires de chromosomes et beaucoup de ces 256 ancêtres ne m'ont pas donné un seul gène. Il n'y en a pas un sur quatre qui m'a transmis un chromosome. Allez savoir lequel !

Si je me rapporte à la huitième génération, c'est que ma lignée paternelle, la seule que je connaisse, compte sept ancêtres nés au Canada ; le huitième, Robert Henry, est né dans la région de Dieppe vers 1644 et est arrivé à Trois-Rivières en 1665, comme « engagé » au service de Quentin Moral. Assez bourlingueur, l'ancêtre : il quitte Trois-Rivières trois ans après son arrivée pour aller à Boucherville, trafique pendant huit ans entre Lachine, Montréal et l'île Perrot, part en Acadie avec des amis, épouse à Beaubassin, à 34 ans, donc vers 1778, une fille de 13 ans, Madeleine Godin, dont la famille venait de Lachine. Celle-ci lui donne 17 ou 18 enfants, dont dix se marient et alignent 74 petits-enfants. Henry est donc le nom originel des futurs Henripin. Madeleine et Robert ont ainsi fourni pas mal de citoyens à l'Acadie, à la région de Montréal, probablement à la Louisiane, même à la France et sans doute aussi ailleurs.

Un de leurs fils, Pierre, né en 1700, doit affronter la déportation. Il a environ 55 ans et se sauve avec sa famille vers l'estuaire du Saint-Laurent, marie une de ses filles à L'Islet en 1763, continue jusqu'à Chambly, où il meurt à près de 90 ans. Tous les descendants de ma lignée vont ensuite vivre d'abord à Montréal même, puis, à partir de la fin du 18^e siècle, à Lachine, où je suis né, à Pointe-Claire, à l'Île-Perrot et à Sainte-Anne-de-Bellevue, où l'on trouve plusieurs porteurs de ce patronyme un peu curieux.

Ce n'est que vers 1810 que le quatrième Henry de la lignée, Charles deuxième, né à Montréal et devenu journalier à Lachine et à Pointe-Claire, a enrichi son patronyme d'une troisième syllabe : « pain » ou « pin ». D'après le généalogiste Sylvain Gaudet, il l'aurait empruntée à son frère Louis, célibataire établi à Saint-Benoît, près du lac des Deux-Montagnes, mort assez jeune et dont Charles deuxième aurait hérité. Ce Louis, en plus du surnom de « Cadien », aurait aussi été appelé « Pin » pour le distinguer d'autres Henry ou Henri du coin. Peut-être y avait-il des pins sur sa terre ? Quant au motif de mon ancêtre Charles deuxième, qui a singé son frère en adoptant cette troisième syllabe, on peut supposer que sa prétention à l'héritage de son frère paraîtrait plus convaincante s'il avait le même patronyme au complet ! L'ajout a été conservé depuis lors, mais il a vite perdu son « a ». Le père de ces deux frères, Charles premier, était né à Grand Pré et fut surnommé « Cadien » lui aussi.

À part l'histoire de la transformation de mon patronyme, je sais tout cela grâce à la curiosité et l'amitié de mon collègue Hubert Charbonneau, qui fut mon premier collaborateur dans la création du Département de démographie à l'Université de Montréal. Il a eu la gentillesse de me faire profiter de l'admirable fichier des registres paroissiaux de la vallée du Saint-Laurent, dont il est l'initiateur et auquel il a travaillé pendant presque toute sa carrière. Il a aussi puisé à d'autres sources pour l'époque acadienne.

En suivant la lignée paternelle seulement, grâce au relevé du nom des épouses et de celui de leur mère, on amasse pas mal d'autres patronymes. Grâce aux relevés de Charbonneau, je me sens des liens de parenté avec des gens qui portent 21 patronymes, y compris d'ailleurs celui de Charbonneau, que portait ma grand-mère paternelle, née à Québec en 1858.

Il y a un intervalle moyen de 36 ans entre les naissances successives de cette lignée. Il faut dire que le premier intervalle a été exceptionnellement long, puisque le chef de file, l'immigré Robert, a engendré Pierre, deuxième de ma lignée, à l'âge de 66 ans. L'histoire vient de se répéter un peu : j'ai adopté ma dernière fille, un admirable cadeau de la Chine, à 66 ans aussi ! Dans ce cas, les chromosomes des Henry ont cédé la place à la tenace et heureuse inspiration de ma femme Michèle.

Huit générations ont couvert plus de trois siècles. Le pionnier, Robert (1644-1710 ou plus tard), a été contemporain de Louis XIV et du philosophe anglais John Locke ; son fils Pierre (1700-1789) est mort à la Révolution française et il a connu, de même que ses enfants, la déportation des Acadiens et la cession du Canada à l'Angleterre. Donc, à elles seules, les vies de mes deux premiers ancêtres ont couvert tout ce qu'il y a de consistant dans le Régime français, mais principalement en Acadie. Charles premier, troisième de la lignée et dit Cadien (1736-1805), était contemporain de Haydn ; son fils Charles deuxième (1779-1816 environ), contemporain de Salaberry, suivait de neuf ans le génial Beethoven, mais il est décédé prématurément une dizaine d'années avant lui ; François (1812-1897), qui a parcouru presque tout le siècle, comme Verdi, a vu les premiers bateaux à vapeur et a dû entendre parler des premières automobiles ; le premier Dosithée (1839-1869) n'a eu que le temps de vivre sous l'Union des deux Canadas ; son fils, le deuxième Dosithée, mon grand-père (1864-1928) est né juste avant la Confédération et il était trop vieux pour participer à la Grande Guerre, mais son frère américain Adélard (ou Adelbert), l'a fait ; mon père, lui (1901-1978) était trop jeune, mais une autre épreuve l'attendait, la crise économique des années trente. J'y ai aussi goûté.

Je ne connais malheureusement pas grand-chose des ancêtres de ma mère, Gertrude, fille d'Alexina Binette et d'Ovida Poitras, commis de bureau à l'hôtel de ville de Lachine et chanteur de grand-messes aux petites heures, les jours de la semaine, à l'église des Saints-Anges. C'est bien fragmentaire pour rendre compte des 255 autres lignées !

Ma famille proche : entre la bienséance, la piété et la pauvreté

Je n'ai pas connu mes grands-parents paternels. Ma grand-mère, Françoise Charbonneau, qui n'a mis au monde que son fils Gérard, mon père, à l'âge de 43 ans, est disparue à l'âge de 66 ans, deux ans avant ma naissance. Elle était l'un des douze enfants de Sophie Frenette et David Charbonneau, maître-charretier de la ville de Québec, nés tous les deux un peu après 1820. Mon grand-père, plus jeune qu'elle, est mort quatre ans plus tard, à l'âge de 64 ans environ, mais je n'en ai

aucun souvenir. Je sais que mes parents l'ont hébergé avant sa mort et qu'il tenait boutique à Lachine. Il aimait beaucoup la bière et en a un peu abusé, m'a-t-on laissé entendre ; cela m'a peut-être valu d'avoir un père qui ne s'est jamais enivré. Dans ma famille et dans celle de mes grands-parents maternels, la consommation d'alcool se limitait à un ou deux verres de vin « St. George » que prenaient les adultes au repas familial du Premier de l'an.

Auparavant, mon grand-père paternel avait eu une échoppe au marché Bonsecours de Montréal, probablement au moins jusqu'en 1901, puisque mon père a été baptisé, cette année-là, à l'église Notre-Dame. Ils habitaient alors, d'après les souvenirs de mon père, dans le Faubourg de Québec, où il m'emmena un dimanche après-midi en pèlerinage. Je devais avoir cinq ou six ans. Il est probable que lui-même n'y a pas habité très longtemps, car en matière d'école, il ne m'a jamais parlé d'autre chose que de l'académie Piché de Lachine. Il y était d'ailleurs très attaché.

J'ai cependant bien connu mes grands-parents maternels. Ils habitaient un logement, loué depuis toujours me semblait-il et où ils ont terminé leur vie, sur la 17e Avenue, dans le « Bas de Lachine », presque au bord du lac Saint-Louis. Plus précisément au bord du « petit canal », qui était en fait le début du vieux canal Lachine et où circulaient autrefois des barques tirées par des chevaux, ce que j'avais bien du mal à croire. Leurs deux filles mariées, dont ma mère, Gertrude, habitaient à proximité ; mes grands-parents hébergèrent jusqu'à leur mort, dans ce logement de six petites pièces, leur fille cadette, Cécile, et leur seul fils, Adélar dit « Baby », célibataire endurci, amateur de musique classique et misanthrope, excellent instituteur de son métier par ailleurs. Il avait fait des études classiques, en vue d'une carrière ecclésiastique qu'il a abandonnée, et il donnait l'impression d'en savoir pas mal plus que les autres, mais sans prétention.

À l'écart, bien à l'écart, vivait l'aînée, Héléna, chez les sœurs de Sainte-Anne. On m'a raconté qu'elle était entrée en religion pour expier un écart de conduite d'un prêtre de la paroisse. Quelque trois ou quatre pour cent des jeunes filles de sa génération ont pris le voile. Y en eut-il beaucoup qui l'ont fait pour des motifs semblables ? Elle était la personnification de la piété, de la modestie, du dévouement, de l'obéissance, de la sérénité joyeuse. Nous ne la voyions que dans les couvents où elle enseignait, sauf au décès de ses parents et de ses soeurs,

occasions rarissimes de passer quelques heures dans sa famille, accompagnée d'une sœur chaperonne.

Les trois filles ont épousé de jeunes hommes du coin bien élevés et de bonne réputation, car il fallait passer l'examen du futur beau-père. Outre mon père, qu'on aurait pu prendre, sur ses photos de l'époque, pour quelque prince de la famille royale, il y avait, parmi les prétendants reçus et devenus maris, un instituteur, Henri Domon (trois enfants) et un dessinateur et bricoleur fort intelligent, Armand Beausoleil (deux enfants), amoureux de la nature et qui nous a initiés, mon frère cadet et moi, avant son mariage, aux charmes de la pêche et des bois environnants, de même qu'aux prouesses de son esprit inventif. Il était tout le contraire de mon père, dont ma mère disait souvent qu'il était incapable de faire autre chose que de tenir un crayon ! C'était un peu faux, car mon père a beaucoup jardiné.

Tout ce monde se fréquentait beaucoup, s'entraidait et partageait une bonne partie de ses loisirs, surtout l'été. Tous vivaient à Lachine, qui avait à l'époque quinze à vingt mille habitants. Je garde un souvenir assez vif des randonnées du dimanche en barque (en « chaloupe » comme on disait) sur le lac Saint-Louis et je suis un peu étonné après coup de la témérité avec laquelle quatre ou cinq adultes, dont la majorité ne savaient pas nager, partaient avec trois, quatre, ou cinq enfants de moins de six ans dans cet appareil, risquant le naufrage si le vent se levait. C'est d'ailleurs arrivé au moins une fois, je m'en souviens très bien. On échoua comme on put sur un rivage et il fallut vite sortir de la barque ; un homme sauta à terre, on lui lança un de mes cousins, presque bébé, pour aller plus vite. On finit par rescaper tout le monde.

L'entraide prenait bien des formes. Mon oncle célibataire et frère de ma mère m'a fait faire privément ma classe de préparatoire, une espèce de première année qu'on appelait ainsi. Mon autre oncle instituteur avait une auto et c'est lui qui transportait la famille lors des visites à la tante religieuse, à Saint-Rémi, à Napierville. J'ai déjà dit l'initiation à la nature dont j'ai été gratifié par mon oncle bricoleur. C'était avant qu'il n'épouse ma plus jeune tante, qu'il fréquentait assidûment. Comme ils étaient voisins et pouvaient se parler par la fenêtre de leur chambre, la règle des fréquentations le jeudi soir et le dimanche exclusivement ne s'appliquait pas. J'ai dû rendre à ce futur oncle, en retour de son initiation à la nature et sans le savoir, un service dont il se serait bien passé : je les

accompagnais très souvent, lui et ma tante, lorsqu'ils sortaient ensemble, chaperon absolument inconscient.

Lorsque ma mère accoucha, à la maison bien entendu, de mon plus jeune frère et de ma soeur, j'étais trop grand pour n'avoir pas conscience de ce qui se passait. On m'amenait passer la nuit chez ma grand-mère, sous un prétexte quelconque. Le lendemain, je retrouvais ma mère « malade », et un nouvel occupant, le bébé que les « sauvages » avaient apporté. Car dans ma famille, c'est ainsi qu'on expliquait aux enfants la naissance des bébés : ils étaient apportés par les Iroquois, qui habitaient en face, et ma mère était alitée parce qu'elle avait été battue par les sauvages ! Allez chercher ce que faisait son mari pendant ce temps ! Mais je ne me posais pas cette question.

À l'époque où je l'ai connu, mon grand-père devait avoir une cinquantaine d'années, mais je l'ai toujours perçu comme un très vieux monsieur, assez jovial, un peu bourru, se fâchant facilement et bourré d'habitudes : il fumait la pipe, se berçait sur son balcon de la 17^e Avenue à Lachine, fréquentait les Chevaliers de Colomb, calmait son irritation en lançant des « bârrière de bârrière ! » et chantait les « messes chantées » les jours de semaine. Chantées, c'est beaucoup dire ; il m'est arrivé de l'accompagner, car j'ai habité chez lui deux mois ; il fallait voir à quelle vitesse les mots latins, que personne ne comprenait, déferlaient sur les ondulations approximatives des mélodies grégoriennes. On était à cent lieues de la douceur lente des moines de Saint-Benoît ! Une messe n'attendait pas l'autre : aussitôt qu'un célébrant retournait à la sacristie, un autre le suivait et les mêmes ritournelles recommençaient. Certains vicaires étaient si pressés d'en finir qu'ils n'attendaient pas toujours la fin de l'antienne pour continuer avec le « Dominus vobiscum ».

Ma grand-mère, c'était l'humilité, la soumission et surtout la bonté, une qualité dont a hérité ma mère. Elle m'a gardé deux mois chez elle (mai et juin), pour me permettre de terminer ma première année à l'académie Piché, ma famille ayant dû s'expatrier à Montréal... un 1^{er} mai évidemment. Elle ne m'a même pas puni quand la police est venue la voir, un jour, parce que j'avais volé des pommes au marché.

Ma famille nucléaire

Ce devait être une idée de mon père, de me mettre en pension chez mes grands-parents, pour terminer mon année scolaire. Il vénérât presque cette « académie » et pendant ma première année, il m'a amené voir mon maître d'école, un jeune Frère des écoles chrétiennes, le dimanche, à plusieurs reprises. J'étais pourtant un bon élève, mais mon père prenait tout avec une certaine gravité et il aimait les rites. Il avait dû faire neuf ans d'études dans cette école et il en parlait toujours avec admiration et une bonne dose de respect. Il faut dire que mon père vouait un culte au passé, ancien ou récent. Cela comprenait les gens importants, la famille, l'histoire, les musées, les traditions et, bien sûr, tout ce qui concernait la religion : prêtres, croyances, vêpres du dimanche, ligue du Sacré-Cœur, premiers vendredis du mois, retraite du carême. Il a béni ses quatre enfants, le jour de l'an, jusqu'à sa mort. À titre d'aîné, c'est moi qui devais lui en faire la demande, du moins une fois que je fus devenu assez grand. Devenus adultes, nous en étions un peu gênés et nous faisions cela discrètement, dans quelque coin retiré. C'était émouvant. Mon père, lui, en tout cas, était ému. Je ne pense pas qu'à Montréal, en 1977, année qui a précédé sa mort, il y ait eu encore beaucoup de quadragénaires qui demandèrent à leur père sa bénédiction du jour de l'an.

Disons les choses comme elles le furent, mon père est loin d'avoir eu une vie professionnelle correspondant à ses aspirations. Il a été commis de banque au début de son mariage, peut-être depuis la fin de ses études. S'il avait persisté, il serait certainement devenu au moins « gérant » de succursale, ce qui l'aurait peut-être satisfait. Mais il a préféré vendre de l'assurance, ce qui lui convenait peut-être assez peu. La crise des années 30 a fait le reste : ma famille est tombée dans la pauvreté dès mes plus jeunes années. Ce fut une déchéance, car mon père avait hérité de quelques milliers de dollars, qu'il a perdus en jouant à la bourse « sur marge » (en ne payant qu'une fraction des valeurs achetées, d'après ce qu'on m'a expliqué). Le krach de 1929 a dû tout emporter, assurés éventuels et petite fortune, y compris une auto dont je n'ai qu'un très vague souvenir, car elle est disparue de mon paysage quand j'avais deux ou trois ans et elle a donc dû servir à payer les dettes de la bourse. Nous avons quitté Lachine en 1934 ; mon père s'était

trouvé, je ne sais comment, un emploi de teneur de livres dans une petite entreprise du quartier Hochelaga. La crise économique lui a enlevé cela aussi, de sorte que les quatre années passées à Montréal ont été partagées entre deux ou trois emplois de ce genre... et le chômage.

Ma mère a supporté ce chapelet de petites et grandes misères avec beaucoup de courage. Il y en eut d'autres qui l'affectèrent particulièrement, au début de ce séjour montréalais : le rhumatisme à un bras et la « grande opération ». La nature de la dernière épreuve relève de mon interprétation ultérieure : ma mère a bien fait un séjour d'une dizaine de jours dans une salle commune de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, où je suis allé la voir, mais ça n'était pas pour ses rhumatismes. Je suppose qu'un médecin compatissant a décidé que quatre enfants de deux à neuf ans, un rhumatisme tenace et un mari chômeur, cela suffisait.

Il n'y avait pas alors d'assurance chômage. Le gouvernement fédéral a fini par instituer une espèce d'aide financière aux chômeurs, appelée « secours direct », mais ce n'était sûrement pas suffisant pour faire vivre une famille de quatre enfants. Que faisait-on dans ces conditions ? On achetait à crédit, surtout les vêtements ; c'était plus facile, car des marchands se spécialisaient dans ce genre de commerce, des juifs surtout, équipés de moyens financiers et de la patience nécessaire pour relancer chez eux leurs débiteurs, vingt, trente fois s'il le fallait, pendant des années. Chez moi, il le fallait et cela a duré deux décennies. Mes parents passaient des heures à chercher le moyen de faire face à toutes ces dettes, dans la hantise de se faire saisir le peu de biens qu'ils avaient. Maman essayait de deviner le moment où le « collecteur » passerait, afin de ne pas lui ouvrir.

Si ma mère en a voulu à son mari d'avoir troqué un emploi stable contre une aventure dans l'assurance pour laquelle il était, je crois, peu doué, je n'en ai rien su. J'imagine que son ressentiment trouvait un autre exutoire : les commérages de balcon à balcon entre « épouses-ménagères ». La succession de logements collés les uns sur les autres constituait un véhicule tout désigné pour les épanchements libérateurs de ces mères de familles, qui n'avaient guère d'autres distractions.

Je pense que ce qui a sauvé ma mère du désespoir, c'est son humour, sa résignation courageuse et son intelligence. Elle avait peu d'instruction, mais beaucoup de perspicacité, de bon sens et assez de finesse pour répondre à la raideur de mon père par quelques flèches ironiques. Et qu'aurait pu faire, dans ces

circonstances, cette femme qui a toujours été avant tout une forteresse de sollicitude pour ses enfants ?

Nous sommes revenus à Lachine, bercail des Henripin et des Poitras, en 1938, parce que mon père venait de dénicher un travail de bureau lié à la construction de l'autoroute 20. Retour, pour deux mois seulement, à l'académie Piché - j'y ai terminé ma 5e année -, car nous déménagions de nouveau, à LaSalle cette fois, à un kilomètre de la limite de Lachine, je ne sais trop pourquoi. La guerre a remis l'économie en marche, mais mon père a passé encore quelques années à sauter d'un emploi à l'autre. Il y eut encore quelques périodes de chômage, qui nous ont forcés à recourir, pour quelques mois, à la charité de la paroisse. Ma mère, qui venait d'une famille modeste mais dont les filles ne travaillaient pas à l'extérieur, a dû, vers l'âge de quarante ans, rompre avec cette règle de bienséance et surtout surmonter sa fatigue. Après avoir fait de la couture en série à domicile, elle a fait le ménage, pendant quelques mois, dans des baraques temporaires situées à LaSalle. Il s'agissait d'un centre d'hébergement obligatoire, imposé à des immigrants que leur origine, allemande et italienne surtout, rendait suspects, pendant la guerre, aux yeux du gouvernement canadien.

Vers la fin de la guerre, enfin un emploi stable pour mon père, tenue de livres dans une usine, emploi qu'il a gardé jusqu'à sa retraite. Quelques années plus tôt, mon frère cadet Bernard commençait, vers l'âge de 16 ans, sa carrière de travailleur manuel. Il détestait l'école et cette aversion a apporté un revenu supplémentaire à la famille. Il a ainsi soulagé ma conscience d'aîné qui poursuivait ses études malgré la pauvreté de ses parents... et grâce au labeur de son cadet. J'étais déjà alors pensionnaire au juniorat des Oblats, à Chambly, aux frais des bienfaiteurs de l'établissement. Une bouche de moins pendant quatre ans et demi. Mais ma conscience n'était pas tout à fait limpide. Je me rappelle que, à la fin de l'été qui précédait la classe de méthode (troisième année du cours classique), j'ai décidé subitement de ne pas retourner au juniorat, sans donner d'avertissement et sans savoir ce que je ferais. Notre pauvreté avait une large part des motifs de cette décision. J'avais même commencé, en attendant de faire autre chose, à livrer des journaux aux petites heures du matin. Nous n'avions pas le téléphone. Trois jours après, mon directeur de conscience, que j'estimais beaucoup, s'amenait à l'improviste pour savoir ce qui se passait. Il devait le savoir : je n'étais pas le

premier à flancher et les oblats de la paroisse l'avaient, eux, le téléphone. Il me convainquit de retourner sur le chemin de ma vocation !

Quand je quittai ce pensionnat, à 18 ans, mes parents avaient encore pas mal de dettes à rembourser.

Indigence

Nous n'avons jamais eu faim et il me semble qu'il y a toujours eu de la viande deux fois par jour et un dessert quelconque. Mais on nous a coupé l'électricité à plusieurs reprises et j'ai fait quelques devoirs à la lumière d'une lampe à huile. Nous n'étions pas les seuls à nous faire « couper le courant » et la technique qui permettait de rétablir le circuit, sans passer par le compteur, était largement connue. Autre exemple de notre indigence : notre premier poste de radio fut un don de mon oncle célibataire, qui nous l'a refilé lorsqu'il s'en est procuré un nouveau. Je n'ai pas besoin d'ajouter que j'avais plus de vingt ans quand nous avons eu le téléphone pour la première fois.

Je n'ai donc connu que la pauvreté, pas la misère cependant, jusqu'à ce que je quitte ma famille à 25 ans. Cela s'est d'ailleurs un peu prolongé, car je partais alors pour terminer mes études à Paris. Mais ça, c'était une pauvreté joyeuse, normale, pourrait-on dire. La pauvreté de ma famille, cela voulait dire pour moi surtout deux choses désagréables.

D'abord, nous changions de logement, en moyenne, tous les ans. J'en compte 15 avant que je ne parte au collège comme pensionnaire à l'âge de 14 ans : quatre à Lachine entre ma naissance et mon septième anniversaire ; six à Montréal, dans trois quartiers différents et éloignés, entre mes sept et onze ans, ce qui fait un et demi par an ; cinq à Lachine et LaSalle (trois quartiers différents) entre mes onze et quatorze ans. Parfois, ce sont les emplois successifs de mon père qui obligeaient la famille à changer de ville ou de quartier ; mais j'imagine que la plupart du temps, ils ne pouvaient plus payer leur loyer, cherchaient un logement moins cher, ou se faisaient carrément chasser pour loyer impayé. Quatre changements d'écoles entre ma première et ma septième année. Quatre changements de groupes de camarades aussi.

Ces déménagements perpétuels étaient surtout pénibles pour mes parents. Car nous n'emménagions pas dans des logements à chauffage central ; chaque famille transportait son poêle et il fallait chaque fois installer les tuyaux qui le raccordaient à la cheminée, nomades eux aussi. Il faut avoir fait ça au moins une fois dans sa vie pour apprécier les joies de l'opération ! Peinture et pose de linoléum suivaient souvent. Une fois tous les six ou sept ans, passe encore, mais tous les ans ! La famille est devenue sédentaire en échouant dans un très joli coin de LaSalle, au bord du Saint-Laurent, mais dans un quasi-taudis, où elle est restée près de dix ans.

Ce nomadisme, conséquence de notre indigence, ne fut pas la facette la plus pénible de la pauvreté de ma famille. Pour mes parents non plus d'ailleurs, j'en suis sûr. Je m'amuse aujourd'hui à entendre des bourgeois bien pensants parler de la classe ouvrière, de socialisme et quoi encore. C'est très bien, mais les pauvres, eux, c'est d'argent qu'ils parlent. De celui qu'ils n'ont pas et dont la privation les condamne à la constante hantise de se faire chasser par le propriétaire, de faire saisir leurs meubles, de ne pas trouver le marchand qui acceptera de leur faire crédit pour que les deux garçons qui vont à l'école aient des bottes d'hiver, d'avoir à affronter le Juif qui viendra recouvrer son dû. Ces marchands abusaient-ils de la situation ? Je ne le sais pas, mais ils étaient bien utiles. Le cumul des dettes fut probablement le sujet de conversation le plus fréquent de mes parents, jusqu'à ce que j'atteigne l'âge de 25 ans environ. Et c'est le seul aspect de notre pauvreté qui m'a vraiment blessé.

Je n'avais pas vraiment honte de cette indigence, mais ma fierté a parfois été blessée par ce dernier logement qui a été mon domicile pendant dix ans. Il se trouvait à l'étage, au-dessus d'une épicerie minable et crasseuse et l'on y accédait par un escalier extérieur dont la solidité était suspecte. Par grand froid, l'eau gelait dans les tuyaux si l'on ne la laissait couler constamment. Si on l'oubliait, il fallait faire un feu dans un seau et placer le tout sous une partie accessible du tuyau, ce que j'ai eu à faire quelques fois. Je ne sais pas comment mes parents, mon père en particulier qui était si désireux de respectabilité, arrivaient à saluer voisins et amis dans ces conditions. Car le quartier de LaSalle que nous habitions, la paroisse Saint-Nazaire, était un véritable village et chacun connaissait au moins la moitié des « villageois ». Ma mère faisait partie des Dames de Sainte-Anne et de leur chorale. Mon père était un fidèle, comme partout où nous sommes passés, de la

« vraie » chorale, celle qui avait la charge de toutes les grand-messes du dimanche et des cérémonies importantes. Il avait une très belle voix et chantait souvent les solos de basse. Quelle mortification pour eux d'avoir à affronter presque tous les jours, à l'épicerie, dans la rue, à l'église, ces coparoissiens souvent moins « bien éduqués » qu'eux, mais qui habitaient un logement plus décent que le leur !

Divertissements

Je viens de faire allusion aux chorales paroissiales masculines. Elles ne faisaient pas que chanter ; chaque année, ses membres montaient une pièce de théâtre, dont les recettes défrayaient le coût du « voyage » annuel qui devait les récompenser. Ces pièces n'étaient jouées que par des hommes, bien entendu. Pensez donc : si les hommes et les femmes ne pouvaient chanter ensemble dans le jubé de l'église, on n'allait sûrement pas leur permettre de faire du théâtre ensemble ! Vous voyez d'ici les répétitions de scènes d'amour, les essayages de costumes ! Entre hommes, on ne risquait rien, sauf d'être limité à des épisodes de la guerre de 14-18 où Fritz le Hulan désertait l'armée boche et allait livrer des secrets aux ennemis, qui se trouvaient être les « bons », ce qui rendait l'acte de trahison digne de louange.

J'ai passablement connu ces chorales, car je chantais assez bien. J'ai même pris quelques leçons de chant, ce qui m'a permis de gagner quelques dollars en me faisant embaucher comme soliste du dimanche dans une paroisse de Montréal, chose assez rare et d'autant plus étonnante que la paroisse était pauvre. J'ai aussi fait partie du marché des solistes de funérailles, qui chantaient un peu partout à Montréal. Dans les chorales ordinaires, seuls le maître de chapelle et l'organiste étaient rémunérés. Les autres chanteurs y trouvaient divers avantages : le plaisir de faire de la musique, éventuellement de se faire valoir comme soliste, une occasion de fraterniser, de ne pas s'ennuyer pendant la messe du dimanche, de sortir sans être vu pour aller fumer pendant le sermon. Quelques rivalités, quelques jalousies apparaissaient entre ceux qui désiraient se voir attribuer un solo ici ou là. Quelques trucs aussi : bien s'arcbouter au sol, un pied devant l'autre, pour chanter plus fort ou pour réussir les notes difficiles ; au contraire, se tenir sur

un seul pied, l'autre étant secoué dans le vide pour accentuer un vibrato. Je dois dire que je n'ai vu qu'une fois la dernière technique, d'ailleurs assez périlleuse.

Je n'ai pas grand-chose à dire des cinq écoles élémentaires que j'ai fréquentées. J'aimais mieux jouer, mais « j'aimais aussi l'école », comme on disait, et j'ai beaucoup estimé mes sept ou huit maîtres d'école, à l'exception d'un seul, trop colérique à mon goût. Les garçons avaient à l'époque des maîtres et je n'ai eu qu'une maîtresse, pédagogue remarquable, en sixième année. En septième année, mon maître fut le « principal » de l'école Saint-Nazaire, Émile Vézina, autre pédagogue stimulant qui jouait au football avec nous. On attendait d'eux qu'ils soient justes, « savants », et qu'ils racontent une histoire de temps à autre, pas qu'ils soient affectueux. Ils étaient tous plutôt sévères, mais trois ou quatre seulement pratiquaient les séances de coups de règles ou de « straps ». Je dis « séances », parce qu'il y avait un rituel : le matin, ceux qui s'étaient mérité une correction se rangeaient le long d'un mur de la classe ; le maître s'approchait, face au premier coupable, avec l'instrument choisi ; à tour de rôle, chacun recevait, sur la paume de la main, un, deux, trois coups, suivant la gravité de son incartade. Nous avions plus de peur que de mal. C'était généralement suffisant pour maintenir l'ordre dans les classes, les couloirs et la cour de récréation.

Devant les difficultés de plusieurs de nos écoles et la décrépitude de certaines, je me demande si les écoles normales de naguère n'avaient pas déjà trouvé les modes de fonctionnement, de formation des maîtres et de discipline qui conviennent pour apprendre à lire, écrire et compter aux enfants, de même qu'à respecter les autres. À quoi servent donc les « savanteries » de nos prétentieuses facultés des sciences de l'éducation ? Sciences de l'éducation, dites-vous ? Allons donc, il y a bien peu de science dans tout cela ; il faut aimer les enfants et apprendre le métier, principalement sur le tas. Et faire de bons manuels, écrits en français. Des manuels deux fois moins épais, qui ont une table des matières et des titres de chapitres qui signifient quelque chose pour les élèves... et parfois pour les parents. Quel cinéma presque frauduleux nous servent depuis quelque temps nos docteurs ès-pédagogie !

Mes vacances de gamin ont eu pour décor une ruelle du quartier Hochelaga, entre Dézéry et Saint-Germain près de la rue Ontario, un bout de la rue Saint-Urbain et, à la fin de mon séjour à Montréal, un vrai parc pour enfants près de la rue Mont-Royal. Peu d'équipement ; au total, sur une douzaine d'années : une

« balle molle » qu'il fallait recoudre souvent, parfois un bâton, une voiture à quatre roues, puis une trottinette et des patins à roulettes ; pour l'hiver, des patins et des bâtons de hockey, sport qu'on nous incitait à appeler « gouret », mot qu'on ne trouve d'ailleurs pas dans le dictionnaire. Mais la ruelle offrait toute une panoplie de hangars, excellents repères de bandits, cow-boys ou policiers. Je ne me souviens pas de m'être ennuyé. Peu d'équipement, mais c'était l'époque où l'on avait des enfants et j'avais plein de camarades. Des garçons évidemment, car pas plus qu'aujourd'hui, les garçons ne jouaient avec les filles.

Il y avait en particulier des garçons fantômes : les « blokes », terme à saveur péjorative qui désignait les « Anglais ». Peut-être existaient-ils, mais on ne les voyait jamais. Ils constituaient « une gang » qui opérait un peu plus haut, vers la rue Sherbrooke. Ainsi le voulait la légende. Elle voulait aussi qu'ils fussent détestables, sournois, grands et menaçants. Plus forts que nous ? Non, pas vraiment, et s'ils venaient un jour nous attaquer, nous les battrions... mais nous préférons tout de même qu'ils restassent dans leur coin... à supposer qu'ils existassent ! Ce qu'ils faisaient, d'ailleurs, puisqu'on ne les a jamais vus ! C'est ainsi qu'on apprend à détester « les Anglais ». Mais d'où cela pouvait-il venir ? Je ne me posais pas cette question, à cet âge où l'on n'a pas besoin de preuves. Je ne pense pas que cela ait pu venir de mes parents. Des parents de mes camarades ? Des maîtres d'école ? Des manuels d'histoire du Canada ? Voilà probablement une bonne piste. Dieu avait donné le Canada à la France, qui l'a peuplé de saints et de modèles de bravoure ; comment ne pas détester les Anglais qui ont attaqué ce pays et qui ont fini par se l'approprier, certainement contre la volonté de Dieu !

De douze à quatorze ans, à LaSalle, il n'y avait pas de ruelles, mais plusieurs terrains libres, la cour de l'école, même des boisés... et des garçons de notre âge. Je retiens de ces vacances de ruelles et de terrains libres, que les camps de vacances et l'épaisseur des souliers de course sont moins importants que l'existence de camarades. Pour cela, il suffit que des enfants soient mis au monde.

Ma classe sociale d'origine

Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour être convaincu que les classes sociales existent. Mais elles ne sont pas tranchées au couteau comme le psalmodient - le psalmodiaient plutôt ? - les gauchistes, avec un simplisme désarmant. Ma famille nucléaire s'est certainement assez rapidement confondue avec la classe des prolétaires, du point de vue matériel. Elle fut victime de la cruauté du capitalisme sauvage, heureusement disparu depuis la dernière guerre. Mais à l'origine, elle appartenait plutôt au groupe des très petits bourgeois, dont le reste de la famille élargie a continué de faire partie. Tous les hommes étaient relativement instruits et ils n'étaient plus des travailleurs manuels depuis une ou deux générations. Les filles - et surtout leur père - n'auraient probablement jamais accepté de travailler comme ouvrières dans une manufacture et je me souviens de remarques un peu méprisantes (l'adjectif « communes » me revient à l'esprit) à l'égard de celles qui faisaient ce métier. Ces filles-là n'étaient pas du même monde.

Mais l'essentiel n'était pas le caractère manuel du travail, ni l'argent ou le confort. Quoi donc ? L'instruction, les bonnes manières et le langage. Tous les membres masculins de ma famille élargie s'étaient affranchis du travail manuel. Hommes et femmes étaient plus ou moins musiciens, du moins par le chant. Mon père avait fait partie de l'harmonie de Lachine et c'est lui qui m'a fait découvrir la musique classique, après la musique d'église, à laquelle il s'est toujours adonné avec ferveur. Ma mère et ses soeurs pianotaient, car il y avait un piano chez mes grands-parents maternels, ce qui, mon cher Karl, doit bien les distinguer des prolétaires, non ? Mais à l'exception de mon oncle qui avait fait des études classiques et qui était passionné de musique classique, on lisait peu ou pas, sauf le journal. Chez moi, les seuls livres qui appartenaient à mes parents étaient le Petit Larousse, l'Almanach du peuple et des missels.

Le langage comptait pour beaucoup. Dans toute ma famille élargie, comme à l'école d'ailleurs et chez tous les gens « bien élevés », certains mots étaient absolument proscrits, à commencer par tous les « sacres » : les noms des vases sacrés, « tabarnac » (qui a eu par la suite un succès mondial), « hostie » et, bien

entendu, « Christ ». Cependant, même ma tante religieuse pouvait très bien dire « Seigneur », « mon doux Jésus » ou encore « Jésus-Marie-Joseph » sans faire sourciller le plus scrupuleux confesseur, et ces expressions avaient même une certaine saveur de dévotion. Même chose pour « Sainte Vierge Marie », mais n'allez pas dire « Viarge ! ».

« Maudit » était aussi rigoureusement proscrit, comme adjectif aussi bien que comme juron. Et je n'ai pas dû l'employer, moi-même, avant d'être adulte, comme adjectif. Tout cela était remplacé - et accepté, mais pour les hommes seulement - par des déformations : cibole, câline, tabarnouche, tabarouette, saudit, maudine, mautadit, mautadine... Mon oncle ancien séminariste utilisait un juron à lui, « viac ! », sans doute au lieu de « vierge » ou « viarge ».

Mais on se souciait tout autant de l'écriture. Ma mère, qui n'a pas dépassé, je pense, la cinquième année, maîtrisait mieux sa langue maternelle que la majorité des étudiants d'aujourd'hui. Je parle des étudiants universitaires - il faut le préciser dans une société où l'on est « étudiant » à sept ans. Ma mère était fort intelligente, c'est vrai, mais cette comparaison illustre tout de même l'aspect le plus honteux du pourrissement de notre système d'enseignement.

Il y a là, évidemment, beaucoup de conventions. C'est peut-être d'ailleurs l'un des éléments les plus importants de l'éthique. Disons plutôt l'un de ses principaux adjuvants. Car on ne peut pas, toutes les heures, se mettre à philosopher sur le bien, le mal, le correct, l'impudique, le charitable ou le dégoûtant. La façon de s'habiller, par exemple, fait partie de l'éthique au sens large et le laisser-aller, la laideur vestimentaires d'aujourd'hui ne sont certainement pas sans rapport avec l'impolitesse et parfois l'encanaillement, chez les adolescents surtout. On avait autrefois des « habits du dimanche » ; il en fallait pour aller à la messe. Cela prenait parfois des allures de conformisme ridicule : nouvelle toilette, nouveau chapeau surtout, des dames et demoiselles, à la messe du dimanche de Pâques. Mon grand-père sortait son canotier le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le rangeait à la fête du Travail, peu importait le temps qu'il faisait. Il n'y a probablement pas de civilisation sans conventions, fussent-elles ridicules.

Morale d'avant-guerre

Quelques remarques sans prétentions sur l'éthique de l'époque, ou sur la morale si l'on préfère. Il y avait là beaucoup d'habitudes figées, de conformisme, de craintes et, il faut bien le dire, un grand vide de l'intelligence créatrice. On n'invente rien en disant que tout cela était très étroitement lié aux prescriptions de l'Église, plus particulièrement de l'Église d'ici. Parler de religion à ce propos est un peu abusif, car il s'agissait surtout d'un amoncellement de préceptes moraux fort mécaniques et leur observance n'était pas en fait de nature foncièrement religieuse. Bien sûr, on avait peur de l'enfer, qui était peut-être la réalité surnaturelle la plus palpable, si l'on peut dire. Cet enfer, toujours décrit avec beaucoup plus de précision que le ciel, avait un pouvoir de conviction considérable. Mais cette « religion » était principalement un ensemble de rites rassurants, de balises semées partout pour indiquer que tout allait à peu près bien, que les choses continuaient à se passer comme elles l'avaient toujours fait, surtout pour assurer qu'on était bien à l'abri du danger des plaisirs charnels, grande obsession morale de cette époque.

On ne travaillait pas le dimanche. En tout cas, pas de travail manuel, de travail « servile », comme on disait. À LaSalle, vers 1940, il y avait encore des fermes et quelques champs cultivés. L'un d'entre eux était plein de cailloux qui le rendaient impropre à la culture. Il appartenait à un protestant et les cailloux étaient la punition que Dieu (le « bon Dieu », bien entendu) avait infligée à cet hérétique pour avoir travaillé son champ le dimanche. Je parlais à l'instant de préceptes mécaniques. Eh bien ! je me souviens d'avoir appris, à l'occasion de l'étude du petit catéchisme, que trois coups de marteau, le dimanche, ne constituaient qu'une faute vénielle ; au-delà, la faute était mortelle. Eh ! bien quoi, il faut bien qu'une porte soit ouverte ou fermée, non ? Et il faut bien qu'un péché soit véniel ou mortel, que diable, c'est le cas de le dire ! On s'assurait que les jeunes filles ne portaient pas de shorts ; que les garçons ne s'enivraient pas ; que les chants traditionnels de Noël étaient bien au programme des trois messes de la nuit de Noël ; que les prescriptions vestimentaires concernant le deuil étaient suivies ; que

la fille du voisin ne rentrait pas à une heure indue. Bref, la religion était pour la plupart une affaire de morale.

Personne de mon entourage ne se posait de questions sur les preuves de la résurrection de Jésus et on aurait pris pour un fou celui qui aurait prétendu que ce Jésus avait des frères et soeurs. Assez bizarrement aussi, la Bible était suspecte. La lecture de l'Ancien Testament était non seulement déconseillée, mais considérée comme dangereuse. On voyait bien où ça menait, il n'y avait qu'à voir les protestants !

Tout n'était pas si superficiel : on prêchait la charité, l'amour de Dieu et du prochain, surtout des pauvres. On prêchait aussi la justice, mais les inégalités de revenus et de conditions de vie n'étaient pas dénoncées souvent. On prêchait aussi une vertu qui est maintenant presque disparue : le renoncement. Certes, on en faisait un usage abusif et la révolte contre l'injustice était étouffée par une renonciation trop commode aux biens de ce monde, compensée d'ailleurs par le paradis. Mais il est tout de même utile de pouvoir renoncer temporairement à des satisfactions même légitimes. Quand on ne peut se procurer l'objet de sa convoitise par des moyens normaux, on s'en passe, on travaille à se donner les moyens nécessaires... ou bien on vole, on viole, on vend de la drogue, on tue. Mais le renoncement, même temporaire, est une vertu qui est aujourd'hui bien oubliée.

On peut se moquer de cela. Mais cela fournissait une espèce d'épine dorsale à cette société d'avant 1950. Et il en faut une ; on ne le voit que trop, aujourd'hui et par défaut, dans les dérapages collectifs aussi bien que dans les drames individuels que vivent les descendants de ces paroissiens obéissants : abandon des familles par des pères fuyards, mauvais traitements et même torture des enfants, suicides, autodestruction par la drogue... On peut certes rejeter l'asservissement aux évêques et aux curés, ce qu'on a fait bien rapidement, mais on n'a pas inventé grand-chose à mettre à la place. Je ne souhaite pas du tout le retour à cette conception trop étroite de la vie. Je reconnais cependant à la société de mes parents un mérite, celui d'avoir une épine dorsale. C'est bien commode.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 2

En guise d'adolescence : dans les bras de Marie l'Immaculée

[Retour à la table des matières](#)

C'est peut-être parce que je n'ai pas eu de véritable adolescence, ou plutôt une adolescence rentrée, que j'ai tant de mal à m'approprier à la culture adolescente de mes propres enfants. Je laisse le problème aux psychologues. J'étais un garçon plutôt rangé, obéissant, j'aimais l'école - moins que les jeux cependant - et j'avais des résultats scolaires dont mes parents étaient fiers. Mon père surtout. Toujours friand de comédie, il ne me dupait pas en scrutant mon bulletin mensuel avec un air sévère comme s'il allait y trouver quelque trace d'infamie. Je n'étais pas toujours premier de classe, mais jamais très loin.

À cette époque, le cycle de l'élémentaire se terminait à la fin de la sixième année (ce qui faisait sept ans en comptant la préparatoire). La situation économique de ma famille ne permettait pas d'échafauder des plans d'études à très long terme. J'avais treize ans et je continuai mes classes à l'école Saint-Nazaire, qui offrait les deux premières années d'un programme qui équivalait à peu près à celui des « high schools ». Je ne sais pas où ce sentier scolaire m'aurait conduit. Il pouvait tout de même déboucher sur des programmes universitaires peu « nobles » : génie, sciences, études commerciales, ou bien sur le système universitaire anglais : McGill ou Sir George Williams College, à Montréal. C'est

d'ailleurs ce que Raymond, mon deuxième frère, a fait et il est devenu chimiste en suivant des cours du soir à ce collège. Personne, je crois, ne lui a reproché d'avoir fait des études en anglais, mais il me semble qu'autour de lui, on redoutait - moi le premier - qu'il ne s'anglicise quelque peu.

Un appel de Dieu... vacillant

Mais je n'eus pas à soupeser longtemps les mérites et les coûts des parcours possibles. Dieu est venu mettre son nez là-dedans. Ma famille résidait à LaSalle depuis un an et demi à peine, dans la paroisse Saint-Nazaire, desservie par les pères oblats. Le vicaire m'a repéré : quand on est bon élève, qu'on ne sacre pas, qu'on sert la messe sans pitrerie et qu'on assiste régulièrement, non seulement à la messe du dimanche, mais à celle du samedi -les deux étaient une obligation scolaire et l'assiduité à ces offices était notée en conséquence - pourquoi n'aurait-on pas la vocation ? Le vicaire m'a convaincu et a obtenu le consentement de mes parents. J'allais partir pour le juniorat de Marie-Immaculée, à deux kilomètres de Chambly-Bassin mais en pleine campagne. J'imagine que ma mère avait la mort dans l'âme, mais elle n'en laissa rien paraître. J'avais moi-même l'impression qu'on m'enlevait la moitié du coeur, car si l'affaire allait jusqu'au bout, j'allais bientôt quitter ma famille pour toujours, sauf pour les vacances de Noël et d'été pendant six ans.

Les oblats demandèrent à mes parents de verser une pension symbolique qui était loin d'atteindre le coût de mon alimentation à la maison. Je ne suis pas sûr que cette mince contribution ait été versée régulièrement. Les oblats m'habillèrent aussi des pieds à la tête, d'abord parce que je n'avais pas grand-chose, mais surtout parce qu'il fallait un accoutrement particulier : à part la chemise, tout était noir, pas bleu marine, noir : complet, chaussures et chaussettes, manteau, chapeau, béret. Il fallait aussi un article, blanc celui-là, que je n'avais vu nulle part sur le dos d'un garçon : une chemise de nuit ! Comme nous couchions dans des dortoirs, il fallait ménager la pudeur : on enlevait d'abord la chemise de jour, on enfilait celle de nuit ; il était ensuite facile de baisser son pantalon en même temps que le bas de la chemise de nuit et personne ne pouvait rien voir.

L'établissement n'accueillait que des futurs oblats, ce qui fournissait d'un seul coup des remparts difficiles à franchir en matière de lectures, de fréquentations féminines, de conférenciers invités, de spectacles, de cinéma, de vêtements, etc. Et ce postulat simplifiait bien des choses, car lorsque vous tenez pour acquis que ces quelque deux cents garçons sont destinés à devenir des serviteurs de Dieu, de Marie l'Immaculée et des pauvres, vous économisez bien des démonstrations. Vous montez à partir du milieu de la pente ; les broussailles du bas de la montagne sont déjà derrière vous et vous n'avez plus qu'à vous mesurer avec le roc pur et dur. J'exagère un peu.

Tout ce blé ramassé à travers toute la Province n'allait pas se transformer entièrement en épi sacré, tant s'en faut. A vrai dire, dix à vingt pour cent de ceux qui entraient dans ce juniorat allaient accéder aux vœux perpétuels et à la prêtrise. Et le terme « perpétuel » est légèrement excessif, comme on va le voir. Voici le destin religieux de la soixantaine de junioristes qui ont fait partie de ma promotion (plusieurs se sont joints à nous après les éléments latins) : cinq sont devenus oblats, trois devinrent prêtres séculiers et il faut ajouter un prêtre des missions étrangères. En comptant tous ceux qui ont accédé à la prêtrise, cela fait neuf sur soixante, soit un sur six ou sept. Mais sur les cinq oblats, trois ont quitté les ordres. C'est un piètre rendement, si on le mesure à l'aune de l'objectif de l'établissement, mais peut-être ma promotion était-elle peu douée à ce point de vue. C'est cependant là une façon bien étroite de mesurer le résultat social de ce collège classique à vocation particulière. On trouve ses anciens élèves dans toutes les professions, comme ceux des autres collèges ou séminaires.

L'expérience montre qu'il était difficile, pour nos pères éducateurs, de juger de la probabilité d'une vocation. À ce sujet, la consigne donnée aux élèves était la suivante : ne vous posez pas trop cette question ; si vous n'avez pas la vocation, nous vous le dirons. Mais une fois le verdict de non-vocation décrété par les pères, les choses ne lambinaient pas. Le rejeté était convoqué par son directeur spirituel, qui lui faisait part de la décision, sans autre explication. Dans les heures qui suivaient, le junioriste « condamné » devait ramasser ses affaires, ce qui n'était pas bien long, et prendre le premier train. On nous demandait instamment de n'en parler à personne. Pas d'adieu aux camarades. Le lendemain, ils constataient que l'oiseau s'était envolé. Cela se faisait à n'importe quel moment de l'année, sans considération pour les semestres ou la possibilité de continuer ses

études ailleurs. Je n'ai jamais connu le motif de cette précipitation-cachotterie. Mais j'ai un soupçon : peut-être craignait-on que le départ d'un élève n'entraîne des imitations.

Si j'en juge par mes sentiments personnels, « la » vocation, si grandiose fut-elle, comportait des éléments carrément rebutants. On a décrété ma non-vocation alors que j'étais en belles-lettres, en février ou mars 1945. Une fois la surprise passée, j'en ai vite ressenti un grand soulagement. J'avais déjà dix-huit ans, mais les filles ne m'agaçaient pas encore, grâce sans doute à la carapace que constituait l'éducation très « virgofuge » que j'avais absorbée pendant quatre ans et demi. Ce n'est donc pas cela qui me rendait la perspective religieuse peu attrayante. L'idée d'être indéfiniment séparé de ma famille, peut-être d'être expédié en Afrique (champ de bataille privilégié des oblats du Canada), me mettait dans une tristesse profonde. Je me disais aussi que si je travaillais au lieu d'étudier, je pourrais aider mes parents à sortir du trou. Et puis je pense que je supportais mal la pesanteur de la sainteté, une sainteté dont j'avais l'impression qu'elle finirait par exclure des morceaux importants de la vie humaine. Tout cela a fait qu'après deux ans, plutôt que de rentrer au collège habillé de noir, j'ai décidé subitement de rester chez moi, comme je l'ai raconté plus haut. Mais on m'a convaincu, je l'ai dit, de reprendre le collier, plus exactement le cordon qui retenait autour du cou un crucifix d'une bonne centaine de grammes et qu'on nous recommandait de porter même en vacances.

L'instillation de la sainteté

Parlons sainteté. Trois heures et quart d'exercices de piété par jour. Messe et prières : deux heures et quart ; discours spirituels divers : une bonne heure. Un peu plus le dimanche, car nous avons droit à une grand-messe en prime, ce jour-là, sans parler des complies. Et je ne compte pas trois bons quarts d'heure de lectures pieuses aux repas ! Ça finit par occuper une bonne partie du cerveau, mais à ma connaissance, cela n'a rendu personne fou. Je pense même que cela devait entraîner à une certaine discipline. Discipline bête ? Toute discipline l'est toujours un peu. Discipline des genoux et de la colonne vertébrale, en tout cas, cela n'est pas méprisable. Mais toutes ces prières étaient bien répétitives. Quel

moule cérébral que ces formules toutes faites ! Et quel risque de tarir toute source d'originalité et de freiner tout développement de l'imagination ! Il y avait cependant, dans la vie de ce collège, de précieux antidotes, comme je le rapporterai.

Je ne peux pas donner une idée juste du contenu des sermons, discours, réflexions et méditations à haute voix. Il n'y avait là rien de plus extravagant que le contenu des bons sermons paroissiaux. Et il y avait beaucoup de choses utiles et intelligentes, qui auraient pu servir à toutes sortes de chrétiens ou même à des musulmans. C'était assez intelligent, en tout cas, pour nous convaincre de nous comporter à peu près convenablement, car il n'y avait que très peu de surveillance apparente, en tout cas rien de ces pions qui surveillaient les élèves à tous les coins, paraît-il, dans la plupart des collèges classiques.

Il y avait aussi beaucoup d'à-côté pieux : une grotte de Bernadette où se récitait parfois le chapelet quotidien ; une courte prière avant chaque activité importante de la journée. En entrant dans la chambre d'un père, qui était aussi son bureau, on devait dire : « Laudetur Jesus Christus ! » L'occupant répondait : « Et Maria immaculata ! » C'est aussi par cette salutation, je crois, qu'une minute après la cloche maudite qui nous réveillait le matin, à cinq heures et quart, le préfet de discipline ou le sous-préfet venait s'assurer que tout le monde était debout. Debout, nous allions l'être pendant au moins deux heures avant le déjeuner ; il était précédé de la toilette, de la prière du matin, d'une espèce de méditation improvisée du supérieur et enfin de la messe suivie de l'action de grâces. Tout cela nous arrosait d'une abondante pluie de pensées et d'images édifiantes, jamais imposées brutalement, suggérées de façon répétée. Cela se glissait dans les couloirs, s'incrétait en nous à l'occasion des lectures pieuses qui accompagnaient les repas, des « lectures spirituelles » ou des sermons du supérieur. À l'occasion, un vigoureux orage, mais bien rarement.

Une bizarrerie vaut la peine d'être signalée : nous nous vouvoyions entre élèves. J'ai toujours trouvé cela curieux et détestable, mais tous, nous observions cette règle. Bien entendu, les pères se vouvoyaient aussi entre eux et c'est sans doute pour nous entraîner à cette bonne habitude qu'on nous l'imposait à treize ou quatorze ans. Rappelons une autre bizarrerie, anodine, mais qui montre bien qu'on pensait à tout. Des religieuses s'occupaient de la popote et pour faire passer les plats de la cuisine au réfectoire, elles les posaient sur une tablette surmontée d'une

petite porte ; même ouverte, cette porte ne permettait pas de voir la figure des religieuses. On ne sait jamais.

Place au profane

Ce que j'ai rapporté jusqu'ici n'est que le côté pieux de la médaille, le plus singulier, mais il y avait bien d'autres choses. Après tout, nous étions là pour suivre le programme des études classiques, celui de l'Université de Montréal. Nos professeurs n'étaient pas bardés de diplômes, mais nous avions de bons cours et certains de ces pères étaient d'excellents pédagogues ; je ne me souviens d'aucun qu'on aurait pu qualifier d'ennuyeux. Cependant, aucun ne manifestait de véritable passion pour la vie intellectuelle, ou pour l'objet de son enseignement. Un intérêt, certes, mais le salut des âmes, l'amour du Christ et de la Vierge étaient tellement plus importants !

Cela est probablement faux, mais on avait l'impression que ces pères, qui avaient étudié pendant dix-huit ans ou plus, pensaient tous la même chose sur tous les sujets. Du moins le laissaient-ils entendre. Jamais la moindre trace de divergence d'opinion. Comment s'intéresser à la littérature, aux courants philosophiques, aux sciences, à la politique, quand on est aspiré par la sainteté ? Nous étions en pleine guerre, mais comment prendre parti ouvertement, tout en étant fidèle à la charité, quand vous avez des frères oblats allemands ou italiens ? En pleine immersion, cela me paraissait naturel. Ce n'est qu'une fois sorti de ce giron feutré de bons sentiments et balisé par tous ces « Laudetur Jesus », que je me suis étonné d'un monolithisme aussi inoxydable.

Sur un point en particulier, pas de quartier : on était pour Franco, contre les communistes ; car c'était à cela que se réduisaient les événements d'Espagne et je me rappelle fort bien un conférencier oblat tonitruant, venu d'Europe je crois et qui, films muets à l'appui, nous a dégoûtés pour longtemps de la cruauté des « communistes » massacrant les catholiques en Espagne. La liberté, la démocratie, vous connaissez ? Il n'en fut pas question. Mais on sait que ce parti pris en faveur du caudillo, chez les Canadiens français, n'était pas que le fait des oblats.

C'est aussi là que j'ai commencé à lire, des romans surtout. Même s'ils appartenaient à quelques catégories très sélectionnées, on arrivait à en trouver qui excitaient le goût de l'aventure ou des intrigues bien échafaudées. Avant de fréquenter les oblats, je n'avais lu qu'un livre, un roman assez insignifiant que j'avais obtenu comme prix à l'école, le seul livre après bien des images pieuses, crucifix, chapelets, statues et autres incongruités.

Le sport était aussi à l'honneur et j'ai trouvé là des équipements relativement complets. J'en ai bien profité et je dois peut-être aux oblats, en partie du moins, l'excellente santé dont j'ai joui jusqu'à maintenant. C'était évidemment le lieu privilégié de la camaraderie et de la bonne humeur, entre élèves et avec les pères. Évidemment, les Équipes de hockey, base-ball ou ballon-panier s'appelaient Pie-XII, Marie-Immaculée ou Mazenod, nom du fondateur de la Congrégation, récemment canonisé. Ce n'est pas cela qui pouvait réduire notre ardeur.

Nous avions aussi plusieurs occasions de nous amuser et de développer quelques talents. Le chant, d'abord, auquel devaient commencer à s'initier tous ces futurs célébrants de grand-messes. Pour les plus doués, il y avait une chorale. On pouvait aussi apprendre le piano, mais il était mieux vu de pratiquer l'harmonium, plus proche des saints offices. On montait parfois une pièce de théâtre, immanquablement édifiante, cela va sans dire, mais soyons justes : à certaines soirées de divertissement, on chantait du folklore, on pouvait assister à quelques pitreries et même, à l'occasion, entendre un morceau de Victor Hugo. C'est déjà plus que ce que certains cégépiens ont l'occasion de découvrir.

J'ai insisté sur les particularités liées à la vocation religieuse de ce juniorat. L'obsession du religieux prenait moins de place que l'impression que j'ai pu en donner. Nous nous sommes bien amusés, même en nous vouvoyant - on s'y fait - et nous avons bien fraternisé. Il y avait tout de même une réserve soupçonneuse qui planait sur les liens d'amitié un peu marquée entre élèves. Je ne comprenais pas bien pourquoi, à la lecture des notes faite chaque mois par le supérieur devant profs et élèves, certains se faisaient dire de se méfier des « amitiés particulières ». J'avais moi-même quelques très bons camarades, sept ou huit, et je n'imaginais pas qu'il pût y avoir là matière à reproche. Jamais je n'ai entendu raconter la moindre histoire sexuelle louche - car c'est bien de cela qu'il devait s'agir - ni entre élèves ni avec les pères. J'avais cependant l'impression qu'un danger inconnu, sournois, ourdi par quelque serviteur de Satan, pouvait venir troubler ce qui me

paraissait être une amitié aussi franche qu'innocente. Je n'ai jamais eu l'occasion de demander une explication de cette méfiance larvée.

Le dévouement et la cordialité sereine et même joviale de nos profs étaient remarquables et cette fraternité s'est transmise aux élèves au point qu'elle persiste encore après cinquante ans. Il me semble que cette camaraderie souvent taquine, cette fraternité parfois rugueuse, frôlant parfois la malice, sont des ingrédients importants de la formation des garçons (je ne peux parler pour les filles). On l'a malheureusement complètement oublié quand on a inventé ce bizarre morceau de notre système d'enseignement, les cégeps. En deux ans, avec des programmes cafétéria, ces élèves ont à peine le temps de se connaître. Quelle façon cérébrale de concevoir la formation des adolescents et quel oubli de la part de ceux qui ont inventé cet appendice et qui l'avaient pourtant connue, eux, la fraternité de gars qui ont vécu les mêmes épreuves pendant six, huit ans ! On peut raccourcir, bien sûr, mais deux ans dans un hall de gare ! J'exagère ? Une de mes filles a fréquenté un cégep où l'on entendait tout ce qui se passait dans la classe voisine : les cloisons n'atteignaient pas le plafond ! On devrait mettre au pilori les architectes qui dessinent de tels plans... et ceux qui les acceptent.

Je dois surtout aux oblats de m'avoir lancé sur une piste que je n'abandonnerais plus : études prolongées et métier intellectuel. Mais cela n'a jamais voulu dire, pour moi, devenir un intellectuel. Je leur dois aussi, en partie du moins, mon attachement à une certaine consistance morale.

Quoi faire ?

Après quatre ans et demi d'études dites classiques, j'étais irrémédiablement contaminé. Non pas que je fusse devenu un passionné de la littérature ou des mathématiques, encore moins du latin ou du grec. J'étais plutôt séduit par l'ensemble du mélange, sauf que je me serais bien passé du grec. Je n'avais pas de métier précis en tête, mais la prêtrise, sous quelque soutane que ce fût, avait perdu tout attrait. D'ailleurs, le sentier que je venais de quitter en eut-il jamais ? Mon meilleur ami du collège, Gilles Senécal, m'avait précédé de quelques mois et l'idée de le retrouver me réconfortait, car je ne savais pas comment mes parents allaient prendre cela. À mon arrivée à Montréal, je me suis précipité chez lui. Ce

fut le début d'une série d'innombrables visites dans cette famille relativement aisée, malgré le nombre des enfants dont Gilles était l'aimé : il avait cinq soeurs et deux frères. Pendant sept ans, cette famille m'a accueilli à toute heure du jour, en particulier lorsqu'il m'était difficile de retourner chez mes parents à LaSalle, à cause de l'horaire de mes petits emplois.

À vrai dire, je n'avais pas grand-chose à craindre en rentrant chez mes parents, étant convaincu que ma mère serait ravie de voir son fils libéré des missions en Afrique et que mon père approuverait à peu près toute décision que je prendrais. J'avais plutôt besoin d'assimiler ce brusque revirement de ma vie et de partager mes émotions avec un camarade qui venait de vivre la même expérience. D'ailleurs déjà, mes parents n'osaient guère intervenir dans la conduite d'un adolescent guidé d'aussi près par la congrégation des Oblats. Et puis j'étais en belles-lettres, bientôt en rhétorique ; je faisais du latin et du grec ; et cela me donnait, aux yeux de mes parents, une espèce de prépondérance dans les domaines où la connaissance avait un rôle.

Il était exclu que je continue mes études à temps plein, car je devais gagner des sous. Plus précisément, je devais financer toutes mes dépenses : frais de scolarité, déplacements, vêtements, etc. Cela s'imposait comme la statue de Maisonneuve à la place d'Armes. Et je me faisais un devoir de payer à mes parents une petite pension couvrant au moins ma nourriture. Donc, tout collègue « normal » devait être écarté. Je me suis d'abord dirigé vers un établissement triste et poussiéreux, dirigé par un vieux prêtre, et dont l'un des objectifs majeurs était de donner une formation de base à des hommes à « vocation tardive ». J'ai étouffé en moins d'une semaine. Il fallait trouver autre chose.

L'Institut Mongeau et Saint-Hilaire, le savon Baby's Own et le chanoine Deniger

Il existait à Montréal une boîte à bachot laïque fort convenable, qui préparait au baccalauréat les élèves qui ne pouvaient pas consacrer tout leur temps aux études, l'Institut Mongeau et Saint-Hilaire, installé dans ce qui avait été des appartements bourgeois de la rue Saint-Hubert, près de la rue Rachel. Il était dirigé par les deux professeurs qui avaient donné son nom à l'institut. Ils faisaient

une bonne partie des cours, mais d'autres profs les assistaient. On y offrait des cours sur les matières « importantes », c'est-à-dire celles qui, même pour les élèves des collèges ordinaires, étaient soumises à un examen de l'Université, soit à la fin de la rhétorique (français, latin, grec, mathématiques), soit à la fin de la philo II (philosophie, mathématiques, chimie, physique). Il n'y avait pas de cours pour les autres matières (histoire, histoire de la littérature, par exemple), mais on nous signalait les manuels à potasser pour réussir les épreuves relatives à ces matières. On trouvait là deux catégories d'élèves : ceux qui devaient gagner des sous, comme moi, et ceux et celles qui envisageaient une carrière d'artiste et qui devaient donc se garder du temps pour s'y préparer. Une des comédiennes les plus réputées de Montréal, Béatrice Picard, était « dans ma classe », si l'on peut appeler « classe » un ensemble de personnes qui suivent à peu près les mêmes cours en même temps. Cela n'avait pas grand-chose à voir avec la cohabitation constante des collèges-pensionnats.

La deuxième moitié de mes études classiques a été fort bousculée et pleine de trous. Pas des nids de poules, des abîmes... ou presque ! Au début de la rhétorique, je n'avais pas assez d'argent pour fréquenter les cours de Mongeau et Saint-Hilaire. Plus exactement, en suivant ces cours, je n'avais pas assez de temps pour gagner l'argent dont j'avais besoin, compte tenu de l'état financier de ma famille. Je me suis fait embaucher à l'usine Williams, à LaSalle, où l'on fabriquait des savons, en particulier le bien connu *Baby's Own*, et quelques autres produits de toilette. Des ouvrières passaient des journées à emballer les savonnettes à une vitesse étonnante et il fallait constamment les approvisionner en papiers et en boîtes de toutes sortes, les débarrasser des caisses pleines, etc. Cela se faisait dans un bavardage presque continu sur tout et sur rien, mais on discutait rarement du style de Bossuet. C'était mon travail principal, mais il était souvent coupé par d'autres tâches, plus exigeantes physiquement et qui m'ont prouvé à l'occasion que j'avais une colonne vertébrale en assez bon état.

L'Université de Montréal avait autorité sur les programmes des collèges classiques de sa région. Elle faisait confiance à la direction des collèges ordinaires pour vérifier par des examens maison les connaissances de leurs élèves dans les « petites » matières dont j'ai parlé. Les francs-tireurs comme nous devaient aller à l'université, le samedi matin, et se soumettre à des examens qui se faisaient sous la surveillance fort convaincante d'un homme de forte stature et au masque

impassible, avec qui personne n'avait envie de rigoler, le chanoine Deniger. Il était plus indulgent que l'air qu'il se donnait. Lorsque plus tard je fus devenu prof dans cette maison, il était devenu vice-recteur et prélat domestique et j'ai eu le plaisir de lui rappeler la faveur qu'il m'avait accordée, un samedi matin, lorsque j'étais collégien hors-norme. Il n'était pas permis de passer plus de deux examens à la même séance. C'était pour moi la dernière séance avant les « grands examens » du bac de rhétorique et il m'en restait trois à passer. Le chanoine m'a donné sa bénédiction.

Cependant, en juin 1946, je devais me présenter aux examens du bac de rhéto. Heureusement, les disciplines importantes (latin, grec, français, mathématiques pour l'essentiel) ne comportaient pas beaucoup de matière nouvelle et j'ai déjà dit comment on traitait les « petites » disciplines, en cours d'année scolaire. Tout de même, il fallait se préparer à une épreuve nouvelle : la rédaction en salle d'une pièce d'éloquence sur un sujet inspiré par l'histoire du Canada. Comme s'en plaint Marcel Trudel dans ses Mémoires, cette histoire était surtout un prétexte pour glorifier quelque héros canadien-français ou pour soutenir une thèse nationaliste. En d'autres termes, la vérité historique était déjà acquise, il ne restait qu'à la mettre en valeur. Mais ces considérations m'importaient peu à l'époque ; je me souciais surtout de réussir les épreuves de fin de rhétorique. Comment y faire face ? Évidemment, il fallait économiser les moyens. Le dimanche matin, je passais quelques heures avec un ancien camarade de Chambly, qui me précédait de deux ans, je crois. Il me donnait à composer des dissertations sur des thèmes relatifs à l'histoire du Canada et m'en faisait la critique. Voilà à peu près la seule assistance que j'ai eue pour préparer le bac de rhétorique. Ça a marché : j'ai réussi tous les examens, petits et grands ; le bac de rhéto était dans ma poche... avec quelques dollars pour entreprendre, sinon terminer mes deux années de philo. Comme l'écrit Sauvy pour son propre compte, j'avais passé six ans à apprendre à ne pas savoir le latin ! Quant au grec...

Ce genre d'aventure n'est pas sans dégâts. Les années de belles-lettres et de rhétorique constituent la période par excellence pour explorer la littérature et s'initier à l'histoire. Dans mon cas, une grande part de ce terrain est restée en jachère. On peut essayer de se rattraper par bribes dans la suite, mais il reste des trous énormes.

Retour chez Mongeau et Saint-Hilaire en septembre pour la philo I. Cours de mathématiques, de physique sans laboratoire et, bien sûr, de philosophie. De philosophie ? Plutôt de théologie rationalisée à la sauce de saint Thomas et découpée en pièces digestibles pour cerveaux qui cherchent la certitude. Bon exercice mental tout de même, surtout si on l'agrémenté par la lecture de Maritain, thomiste réputé et presque sanctifié de l'époque, qui enrobe ses idées dans des phrases de quinze lignes.

Cadeau des Jésuites

La Compagnie de Jésus m'a alors fait un cadeau. Mon camarade de collègue Senécal m'avait mis en contact avec un Jésuite qui desservait la paroisse de Caughnawaga, le père Henri Béchar, tout en promouvant la canonisation de Kateri Tekakwitha. C'était juste en face de chez moi, sur l'autre rive du fleuve, trois kilomètres de vélo, puisque le pont Mercier était tout près. Nous bavardions et il me guidait dans mes lectures, ou pour les quelques décisions que j'avais à prendre. Rien à voir avec la direction spirituelle. Je n'ai jamais su ce qu'il avait machiné, mais un jour, il me dit que si je le désirais, je pourrais faire ma philo II au collège Brébeuf, tous frais payés par un bienfaiteur dont je n'ai jamais su le nom, mais qui n'en a pas moins toute ma reconnaissance.

Cela demandait quelques ajustements scolaires, parce que le programme des collèges jésuites n'était pas le même que celui des autres collèges, ces derniers devant suivre ce que dictait la Faculté des arts de l'Université de Montréal. Un prof de Sainte-Marie m'a donné quelques notions de chimie, matière qu'on étudiait en philo I chez les jésuites et que j'aurais complètement ignorée sans cela. J'ai aussi dû suivre quelques leçons de philo d'un vieux et sympathique prof de théologie, le père Frédéric Saint-Onge, qui enseignait au scolasticat des jésuites à Montréal. Tout ça a fonctionné et je me suis amené à Brébeuf, en septembre 1947, au collège des riches et des snobs, du moins c'est la réputation qu'il avait.

Je n'y connaissais personne, mais je n'ai trouvé là aucune trace de snobisme. Évidemment, la plupart de mes camarades avaient des loisirs qui ne m'étaient pas accessibles, mais cela m'importait peu et d'ailleurs, même si j'étais sans doute le plus pauvre, d'autres ne roulaient pas sur l'or. Et puis, comme il est courant chez

les riches, on ne parlait ni d'argent ni de pauvreté. Je me distinguais aussi des autres par mon indépendance à l'égard de mes parents. La première fois que le préfet de discipline m'a demandé un billet de mes parents pour expliquer un retard ou une absence, je l'ai regardé d'un air étonné et lui ai expliqué que depuis plus de deux ans, mes parents n'avaient rien à voir avec mes études et que j'étais tout ce qu'il y a de plus émancipé. Il n'a pas insisté et ne m'a plus rien demandé de ce genre. Autre exemple : mes camarades, même externes, devaient assister à la messe dominicale au collège ; j'en étais dispensé.

J'ai surtout découvert à Brébeuf les premiers de mes professeurs dont on pouvait dire qu'ils étaient épris de la vie de l'esprit. D'autres auparavant, à Chambly ou chez Mongeau et Saint-Hilaire, étaient manifestement intelligents, compétents, et ils entretenaient peut-être une passion intellectuelle discrète ; aucun n'illustrait une dévotion à l'intelligence comparable à celle de mes trois principaux professeurs de philo à Brébeuf. Et quelle liberté dans l'objet de leur enseignement ! Nous avions deux profs de philo : Paul Vanier a dû m'enseigner la métaphysique, mais il a passé une partie de l'année à analyser une épître de saint Paul ; l'autre, que nous appelions « le grand Jacques » (Tremblay), nous racontait son admiration pour Bergson. La Somme de saint Thomas ? Nous la connaissons un peu, mais... il était de l'ordre des Frères prêcheurs, non ? Quant au père Maurice Buist, prof de physique, il avait moins de champ de manoeuvre, mais quel pédagogue !

Il était coutume pour les finissants de collèges classiques de faire une retraite fermée à l'extérieur de Montréal. Dernière occasion d'attirer vers la prêtrise quelques indécis ou hésitants. J'ai été l'objet d'une invitation discrète, sans plus. Elle m'a fait sourire... j'en avais vu d'autres !

La coutume voulait aussi qu'à la fin des études classiques, on annonce, à l'occasion d'une cérémonie, les choix de carrière de chacun, ou du moins la faculté où il comptait s'inscrire. Et l'on épinglait sur le veston un ruban dont la couleur représentait la faculté choisie. Nous n'étions, que deux (sur une bonne trentaine) qui avions choisi la Faculté des sciences sociales. Il n'y avait pas de couleur prévue pour une aussi étrange orientation.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 3

L'université à l'état sauvage

[Retour à la table des matières](#)

En fait, je souhaitais, à la fin de mes études classiques, devenir architecte. Le bienfaiteur de philo II étant disparu, il fallait de nouveau que je gagne plus ou moins ma vie. Renseignements pris à l'École des beaux-arts, où ce métier s'apprenait à l'époque, j'ai dû y renoncer : le programme de cours et d'ateliers ne me laissait pas assez de temps pour gagner les dollars dont j'avais besoin. Mais j'avais une autre source d'inspiration : les injustices sociales, dont ma famille avait été une victime, me pinçaient la conscience depuis longtemps. La pauvreté, les difficultés et même la persécution des syndicats, l'insensibilité des capitalistes, l'incurie et le despotisme de Duplessis, cela m'émouvait, probablement plus parce que j'en avais pâti qu'à cause de la formation que j'avais reçue, car ces faits ne faisaient pas partie du programme des collèges classiques. L'« espèce impresse » et l'« espèce expresse » (termes du jargon thomiste) étaient trop importants !

Relations industrielles

À l'Université de Montréal, en retard de quelques années sur ce point par rapport à Laval, il n'y avait que deux programmes « véritables » en sciences sociales : le service social, où il n'y avait guère que des filles, et les relations

industrielles, carrément dominées par les garçons. J'ai évidemment choisi le deuxième. Il y avait de tout dans ce programme. À mon goût, le meilleur était à trouver dans ce qu'on pourrait appeler les matières adjuvantes : philosophie sociale, comptabilité, statistiques. J'ai eu le plaisir d'avoir Abel Gauthier comme prof de statistiques. Je ne peux le juger comme statisticien, mais il était excellent pédagogue. Sans doute avait-il des habitudes plus glorieuses, mais l'une d'entre elles était notoire : il faisait verrouiller la porte de la classe dès que son cours était commencé.

Il y avait cependant d'autres cours qui auraient pu être passionnants, mais dont la teneur intellectuelle était plutôt faible : droit, civisme, psychologie, histoire du mouvement ouvrier, avec insistance sur les syndicats catholiques (ancêtres de la CSN et qui doivent avoir du mal à reconnaître leur rejeton). Et il y en avait aussi de fort plats. Je me rappelle que nous venions, le samedi matin, pour écouter le frère d'un professeur, qui ne pouvait faire autre chose que de nous lire ses notes, le plus lentement possible pour étirer le temps, car il était incapable d'en sortir, et pour une assez bonne raison : elles avaient été écrites par le frère professeur, passablement plus dégourdi que lui ! Les étudiants d'aujourd'hui se révolteraient avec raison s'ils avaient devant eux des profs aussi insipides. Le feraient-ils ? Je n'en suis pas sûr.

Quoi qu'il en soit, les cours à l'université sont moins importants que ne le disent les étudiants, beaucoup moins importants, en tout cas, que leur talent personnel et leur travail. Pour les hommes et les femmes de talent, les cours sont des balises qui indiquent les chemins à suivre, les auteurs à lire. Au-delà, ils constituent des raccourcis utiles qui épargnent du temps, mais ils ne sont pas essentiels. Ils ne sont importants que pour les étudiants moins doués. Malheureusement, ce sont ces derniers qui dominent les revendications estudiantines et qui exigent que les profs versent dans leur cerveau, sans douleur, des élixirs magiques qui ne requièrent aucun effort digestif. L'un des plus brillants démographes canadiens d'aujourd'hui, Réjean Lachapelle, a été étudiant au département de démographie de l'Université de Montréal ; il séchait, paraît-il, près de la moitié des cours.

Il y avait peu de profs de carrière en relations industrielles. Un jésuite, le père Émile Bouvier, dirigeait l'École et avait la réputation d'être plutôt pro-patrons ; un autre professeur, Jacques Cousineau, jésuite aussi, avait le cœur du côté syndical,

ce qui paraissait beaucoup plus sympathique à la grande majorité des étudiants. Il faut dire qu'à l'époque de la grève d'Asbestos et de la persécution des syndicats par la police duplessiste, il eût fallu beaucoup d'imagination et peu de coeur pour être sympathique au « capital ». Mais je risque de parler à tort et à travers, parce que très tôt, avec deux étudiants de ma promotion et comme l'avaient fait trois ou quatre autres de la promotion précédente, j'ai pris le maquis de la « science économique sauvage ».

Du programme de relations industrielles, dont je n'ai connu que quelques éléments et que je ne peux pas juger dans sa totalité, plusieurs personnalités sont sorties. Je ne saluerai au passage que celui que je connais le mieux, André Raynauld qui, tout en restant sagement en relations industrielles, est devenu un économiste réputé. Malgré son intérêt pour la science économique, il n'avait pas bifurqué comme nous vers le maquis.

Dehem et le maquis de la science économique

Qu'est-ce à dire ? Quelque chose d'inimaginable dans le contexte bureaucratique des universités d'aujourd'hui. Dans ce lot d'enseignants hétéroclites que j'ai connus, un jeune professeur d'économie se détachait nettement. D'abord il n'était pas de la tribu canadienne-française, ce qui était une exception à l'époque, du moins en sciences sociales ; il était belge et récemment émoulu de Louvain. Roger Dehem, c'est son nom, faisait une chose que je n'avais jamais entendue auparavant : il tenait un discours de nature pleinement scientifique.

Je dois m'expliquer, car après tout, j'avais déjà suivi des cours de chimie et de physique. Mais ce qu'on m'apprenait alors, c'était les résultats, la science soit disant certaine, la vérité déjà trouvée, figée. Mais ce n'est pas là la science vivante. Pour moi, une science est l'interprétation d'une réalité (physique, sociale, littéraire, ancienne ou récente) à l'aide d'un discours logique et rigoureux qui s'appuie sur l'observation systématique et honnête de cette réalité, et sur des méthodes reconnues par les adeptes de la discipline en question. Elle est sans cesse en mouvement, elle nage dans l'incertitude, pas dans la vérité. Bien entendu, ce qu'on m'avait enseigné auparavant n'était pas complètement étranger à cela,

mais il s'agissait de sciences mortes, pétrifiées et trop sûres d'elles. Certes on y trouvait la rigueur, la logique, la fidélité à l'observation (bien que cette observation restât en même temps obscure et simplifiée) ; mais il n'y avait pas la fascination de l'incertitude, des hypothèses en voie de vérification et de la contestation mutuelle des « savants ».

La science économique : d'abord comprendre, essayer du moins de comprendre la réalité, avant toute préoccupation concernant la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, comme on disait à l'époque, ou des pauvres. Non pas que de telles préoccupations dussent être exclues ; mais elles viennent après l'effort de compréhension et en dépendent, sont soumises à sa critique. Les cours de Dehem furent une révélation : à propos des problèmes sociaux, plus précisément de ceux qui résultent de la rareté (c'est la définition de l'économie), un discours rationnel, rigoureux, cohérent, nous était présenté, le même que celui qu'on tenait dans les universités d'Europe et des USA. J'ai été fasciné, comme quelques camarades.

J'entends les sarcasmes des détracteurs de la prétendue objectivité de la science économique. Ils ont raison, l'idéologie, la passion, se glissent dans toutes les sciences sociales... et même dans les autres. C'est d'autant plus virulent que l'observation et la mesure sont absents ou insuffisants. A cet égard, quand elle est pratiquée honnêtement, la science économique occidentale est mieux protégée que d'autres disciplines. Ce qui est un peu rassurant chez les économistes, c'est que les meilleurs ont de l'humour et battent leur coulpe. Voici une définition de cette discipline qu'on doit à l'économiste américain dont le manuel a eu le plus de succès pendant très longtemps, Paul Samuelson : science inexacte dans laquelle les émotions jouent un rôle important et les vérifications expérimentales à peu près aucun. En matière scientifique, le premier antidote de la passion idéologique, c'est d'être à l'affût de ce démon.

Nous voilà donc pionniers de la science économique à l'Université de Montréal. À vrai dire, l'École des HEC nous précédait un peu dans cet enseignement, mais sans qu'elle eût encore senti le besoin d'établir un programme principalement axé sur cette discipline. La rivalité entre les deux foyers n'a d'ailleurs pas manqué dès le début. Soyons précis : les tout premiers pionniers de « notre » programme furent trois ou quatre étudiants de relations industrielles qui nous précédaient d'un an. De concert avec le secrétaire de la Faculté des sciences

sociales, Gérard Lemieux, et ces quelques étudiants, Dehem a composé un programme d'études en économie, dont il a donné à peu près tous les cours qui relevaient de cette discipline. Il devait en donner une dizaine par année. Bien entendu, le programme était aussi meublé, comme tous les autres, de cours accessoires qui étaient loin d'être négligeables : statistiques, philosophie sociale, par exemple. D'autres étaient d'un intérêt plus douteux : l'un était imposé par l'autorité ecclésiastique et le climat religieux (doctrine sociale de l'Église) ; quelques autres bouchaient quelques trous dans l'horaire.

Mais le plus beau de l'affaire était que ce programme n'était approuvé par aucune autorité universitaire et ne l'a pas été avant la création de la « section de science économique » vers 1953 (nous étions en 1949). Il y avait un corollaire : nous ne savions pas quel diplôme l'Université allait nous octroyer, si seulement elle nous en donnait un ! Mais nous n'en étions pas inquiets. Nous avions raison : on nous a donné une « licence en sciences sociales économiques et politiques », diplôme qui existait déjà pour couronner une série de cours du soir assez peu exigeants et qui consistaient, suivant une mauvaise langue, à donner un vernis mondain à des personnes soucieuses de discourir dans les salons sur les problèmes sociaux. C'est probablement un jugement sévère, mais chose certaine, ces cours-là n'avaient pas grand-chose de commun avec les cours de Dehem !

Dans notre petit programme sauvage, pas de prédication religieuse ou nationaliste, pas trop le morale (si l'on excepte le cours de doctrine sociale de l'Église imposé par l'archevêché), pas de défense de la patrie, de la religion, de la maternité, de la virginité ou du ragoût de pattes de cochon. Bien entendu, des effluves religieuses (catholiques exclusivement) étaient perceptibles : il y avait une prière au début du premier cours de la journée ; il fallut une permission de l'archevêché pour lire le *Manifeste* de Marx et Engels. C'est à peu près tout. Le recteur, le très onctueux Mgr Maurault, prélat domestique désigné par l'archevêque, semblait surtout décoratif et ne faisait guère de discours ni de sermon. Il régnait un peu comme les rois d'aujourd'hui : sans gouverner. La barre était tenue par Marcel Faribault, le secrétaire général de l'Université, qui n'avait pas de penchant inné pour la démocratie et le partage des pouvoirs.

Je rends grâce aux Minville, Bouvier (directeur du Département de relations industrielles) et Lemieux, pour leur souplesse, leur largeur de vue et la confiance

qu'ils ont accordée aux pionniers de la science économique dans cette faculté. Et à Roger Dehem, pour sa robustesse intellectuelle, sa rigueur, ses connaissances.

J'ai déjà dit que dans ma promotion d'étudiants en science économique, nous étions trois. L'un s'est éclipsé peu de temps après ses études pour aller en France travailler avec l'abbé Pierre ; l'autre, Marthe Pinel, qui allait devenir ma première femme, a abandonné l'économique pour verser d'abord dans la catéchèse, puis, ce qui était tout de même mieux, dans la sociologie. Si mes souvenirs sont à peu près corrects, les trois ou quatre étudiants de la promotion précédente, qui nous avaient ouvert la voie, n'ont guère été plus fidèles à la science économique... quand ils ne l'ont pas carrément trahie ! Quant à moi, malgré mon orientation subséquente vers la démographie, je suis encore séduit par cette discipline, mélange de rigueur, d'élégance, d'oubli naïf, de perspicacité et d'approximation, parfois de prétention quelque peu outrancière. J'écris cela sans crainte de blesser mes amis économistes, car les meilleurs ont le sens de l'humour. Et ce sont des héros dont l'intrépidité n'est pas atteinte par leurs erreurs passées !

Il y avait peu d'étudiants à l'Université de Montréal, tous logés, sauf ceux de médecine, dans la moitié est du bâtiment principal actuel. Il était donc facile de se retrouver et il y avait une véritable institution pour le faire, le casse-croûte « chez Valère » (nom du gérant), lieu de rencontre dont on avait l'impression qu'il nous appartenait, sans doute à cause de la simplicité extrême de son ameublement : il n'y avait là que de longues tables et des bancs. Valère est décédé il y a quelques années ; il était vénéré, ma foi, plus qu'un recteur moyen. On ne peut imaginer ce que pouvait permettre le petit nombre d'étudiants que nous étions, perdus dans les terrains boisés qui cernaient le seul bâtiment d'alors. L'un de mes amis, Normand Brunet, étudiant lui aussi et sans le sou, vivait dans une maison de poupées qu'il avait installée dans un vaste bosquet sauvage qui bordait la rue Édouard-Montpetit (appelée Maplewood à l'époque), à peu près à l'endroit où se trouve aujourd'hui « la tour des vierges », l'un des pavillons où résident les étudiants. Cela a duré plusieurs mois, sinon quelques années, et je me souviens qu'il y a passé au moins un hiver, se chauffant au mazout et sans eau courante.

Aux petits des humains, qui donne la pâture ?

Bien sûr, pour moi, cette vie d'études était passablement mitraillée par les contraintes matérielles. Cela voulait dire faire quelques heures comme placeur au cinéma, servir à des banquets, le soir, dans certains hôtels de Montréal. C'est là que j'ai appris le métier de garçon de table. Il n'y avait pas d'entraînement. On s'inscrivait auprès d'une espèce de syndicat dont les dirigeants ressemblaient plus à des chefs de mafia qu'à Jean Marchand. Ce sont eux qui distribuaient entre nous les occasions de servir aux « banquets » des hôtels Windsor et Mont-Royal et il n'était pas question que personne ne posât de questions sur les règles de cette distribution. Il faut s'entendre sur la nature de ces banquets : la grande majorité des convives étaient des adultes de la très petite bourgeoisie, qui se réunissaient pour terminer un congrès annuel ou fêter je ne sais quoi ; ce n'est pas méprisable, mais ça limite les pourboires. Et les serveurs ne portaient pas de gants blancs.

C'est un camarade d'université, celui qui habitait la maison de poupées justement, qui m'a passé le tuyau et qui m'a initié à ce travail. C'est stressant, les premières fois, d'avoir vingt convives à servir en trois quarts d'heure, même si le menu est unique. Dans ce métier, ce sont les pourboires qui sont payants, mais ça n'allait pas chercher très loin : vingt fois 25 cents, cela fait cinq dollars pour deux ou trois heures de travail (environ 35 dollars en monnaie d'aujourd'hui). Pour moi, c'était beaucoup. J'ai aussi travaillé, pas très souvent, dans un autre réseau de serveurs, celui des mariages de riches.

Cet entraînement m'a permis de me faire embaucher comme garçon de table, un été, dans un hôtel canadien-français de Sainte-Agathe, « Chez Maurice », qui affichait sur sa porte : « Christians only ». Il était fréquenté presque exclusivement par des petits et moyens bourgeois canadiens-français. Mais attendez, la discrimination jouait dans les deux sens : l'été suivant, je travaillai comme chasseur dans un autre hôtel de la même ville qui n'affichait rien, mais ses pensionnaires étaient exclusivement juifs, principalement des mères et enfants de familles assez cossues qui y passaient une bonne partie de l'été. On y respectait les règles cascher. Dans un cas comme dans l'autre, je n'appartenais décidément pas au monde de ceux et celles que je servais.

Autres petits métiers occasionnels : homme de cour à l'usine où mon père travaillait ; nettoyage de caisses à l'acide dans une laiterie où mon frère Bernard travaillait ; magasinier, avec ce même frère, dans une entreprise d'articles scolaires ; manoeuvre dans la construction à deux reprises ; matelot de pont sur un petit pétrolier qui faisait la navette entre Montréal et Toronto ; ouvrier agricole ; plongeur ; placeur au cinéma ; chanteur de grand-messe en semaine (comme mon grand-père) ; répartiteur de caisses de provisions entre quatre ou cinq livreurs à bicyclette, le samedi, à l'épicerie-boucherie qui appartenait au père de mon ami Senécal. Ce travail était agrémenté du nettoyage de volailles, opération très rapide faite à main nue, malodorante et que je ne saurais plus faire.

En examinant cela de loin, je constate que dans presque tous les cas, ces petits métiers m'ont échoué parce que je connaissais quelqu'un (parent, frère, ami, camarade d'études) qui m'a suggéré à l'employeur ou m'a donné une information stratégique. J'ai parfois l'impression que les choses n'ont pas beaucoup changé : aujourd'hui encore, le bouche-à-oreille, les « contacts », sont peut-être plus efficaces que les bureaux d'emploi.

Autre observation : à une exception près, aucun de ces travaux ne m'a été vraiment pénible. À l'occasion, cependant, ils étaient durs physiquement (construction, sarclage de poireaux), irritants (clients de certains hôtels), lassants ou même déprimants. La mélasse sonore qui accompagnait parfois les banquets, à base de saxophones et de batterie, m'a dégoûté pour le reste de mes jours de ce genre de musique. Le seul travail qui m'a été pénible est ma courte expérience de matelot. Pas à cause du travail lui-même, plutôt agréable, mais à cause de la compagnie des bipèdes qui vivaient sur ce bateau : un commandant en second qui nous criait ses ordres comme à du bétail ; et l'équipage de pont, trois ou quatre gars assez grossiers et que je comprenais mal, car ils parlaient anglais. Ils furent, pendant deux semaines, les seuls humains à qui j'ai pu parler, si l'on peut appeler cela ainsi. J'ai quitté le navire au deuxième retour à Montréal. Dommage. Il y avait des amarrages aux quais des écluses, à l'aube, qui avaient une saveur que je n'ai jamais retrouvée : silence humide garni du chant des premiers oiseaux ; mystère des humains qui dormaient dans ces maisons aux fenêtres opaques, au bord du canal ; et cette immense masse métallique qui se laissait glisser sans bruit, comme une anguille, grâce à un petit câble que j'avais accroché et que tirait un

cabestan. Un volet fugitif de la vie, enchanteur, discret, pour marins de canaux seulement.

Ce n'était pas encore assez. Pendant mes années d'université, j'ai réuni une vingtaine de jeunes gens de ma paroisse pour chanter à quatre voix. Presque aucun des garçons, et peu de filles, savaient lire la musique... et j'étais moi-même loin d'être à l'aise en ce domaine. Cela ne coûtait rien : nous chantions a capella et nous imprimions nos partitions sur la gélatine. Le résultat ne fut pas trop mauvais, j'en ai tiré beaucoup de plaisir et les autres aussi, je crois. Mes deux garçons de quinze ans, avec lesquels je viens de recommencer l'expérience, sont beaucoup moins enthousiastes. Leur soeur de six ans va bientôt les battre !

De l'économie à la démographie

Au cours de ma troisième et dernière année d'études, à l'invitation de la Faculté des sciences sociales, un conférencier français nous a fait une dizaine d'exposés sur les travaux de l'Institut national d'études démographiques de Paris, dont il était secrétaire général. Roger Peltier n'était pas lui-même chercheur, mais il comprenait bien la portée de ces travaux et en parlait avec conviction et éloquence, insistant sur le caractère multidisciplinaire des travaux présentés. Le thème général : la démographie au carrefour des sciences de l'homme. J'avais été séduit par ces études et mon doyen Esdras Minville aussi.

Car à l'époque, les nationalistes canadiens-français - Minville en était un - étaient conscients de l'importance de la population et de la démographie. Souci tout à fait justifié par l'histoire de cette petite population, concurrencée démographiquement d'abord par le peuplement de la Nouvelle-Angleterre, puis par l'installation au Canada des Britanniques. Les Canadiens français furent perdants dans les deux cas : en 1760, les habitants de la Nouvelle-Angleterre étaient vingt fois plus nombreux qu'eux ; après 1810, les Canadiens d'origine britannique les avaient dépassés en nombre. Cette préoccupation s'est perdue depuis, y compris chez les nationalistes les plus enragés, les sécessionnistes. On se demande parfois s'ils ne sont pas avant tout des narcissiques collectifs revanchards plutôt que des patriotes.

La mission de Roger Peltier comprenait aussi l'établissement de relations scientifiques entre l'INED et le Canada, pas nécessairement le Québec. Mais il tombait ici, en la personne de Minville, sur un homme perspicace et attentif. L'INED était prêt à accueillir quelques stagiaires, qui se formeraient sur le tas en travaillant sous la direction des chercheurs de cette remarquable maison, fondée cinq ans auparavant et qui avait pris, plus ou moins, la succession de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, dirigée par Alexis Carrel. Formation sur le tas, car il s'agissait d'un institut de recherche qui ne donnait aucun cours.

Mon doyen me demanda si cela m'intéresserait et j'ai vite accepté. Il fallait évidemment trouver des moyens de subsistance ; Minville essaya de me trouver quelque bourse. Rien n'a marché de ce côté-ci de l'Atlantique et ce sont les Français qui m'en ont donné une, mince mais suffisante pour moi. C'est donc ce pays sortant d'une guerre appauvrissante qui allait subventionner un fils de pays riche. Mais j'allais me marier et ce n'était pas assez pour deux. Mon beau-père a fait sa part et nous avons pu nous installer dans une chambre confortable à Paris, à la fin de l'été 1951, en face du parc de Montsouris.

Paris, 1951-1954

Paris. Cette ville m'a séduit. Le Paris physique, d'abord : alignement des bâtiments, unité de l'architecture, mais qui laisse place à la diversité, parcs, squares, places, ponts, édifices, sculptures, platanes, quelle profusion de merveilles, de mystères, de souvenirs, d'harmonie ! J'ai rêvé littéralement aux rues de Paris les plus modestes, les plus ordinaires, bien après être revenu au Canada. Il y avait en 1951 beaucoup moins d'autos que maintenant et la ville n'en était pas encore tapissée. Il serait futile de parler des richesses intellectuelles de cette ville et de leur accessibilité. Quant aux Parisiens, ce qui m'a peut-être le plus étonné, c'est que malgré toutes leurs différences, les hommes se ressemblent beaucoup, où qu'ils soient. Cependant, par rapport à la société que je connaissais, deux traits m'ont surtout frappé : la qualité de la langue et l'énergie des femmes d'âge mûr.

Ma première femme était née dans une famille française établie au Canada après la guerre. Toute leur parentèle était restée en France, ce qui m'a donné

l'occasion de connaître deux mondes français assez différents : du côté de ma belle-mère, des nobles ou demi-nobles dépourvus de la raideur qu'on leur associe souvent ; côté beau-père, des propriétaires terriens prospères qui avaient gardé l'accent berrichon de la province où ils habitaient. J'ai été accueilli dans ces familles avec une générosité et des marques d'affection qui m'émeuvent encore.

J'ai donc vécu trois ans dans un milieu presque exclusivement français, ne rencontrant qu'assez rarement mes quelques amis canadiens qui étaient là en même temps. J'ai donc été exposé intensivement à ce qu'on appelle ici « l'accent français » ; et comme j'ai passablement d'oreille, mon accent canadien s'est fort atténué, sans que j'eusse à faire le moindre effort. Et cet accent hybride, ni français ni canadien tout à fait, m'est resté. Ici, on pense que j'ai « l'accent français » ; en France, on me demande de quelle région je viens.

J'étais à Paris pour acquérir une formation en démographie, mais il n'y avait en France, à cette époque, aucun programme de formation dans cette discipline. Au total, trois cours isolés, disséminés au hasard des circonstances : un professeur de science économique en faisait un à la Faculté de droit, un historien à « Sciences po » et un « vrai » démographe de l'INED à l'Institut de statistique. Cette absence de programme de formation et de diplôme en démographie compliquait un peu mon programme de formation, car il me fallait dénicher un doctorat quelconque pour enseigner plus tard à l'université, ce qui avait été vaguement convenu avec le doyen Minville. Je m'inscrivis au programme de doctorat en sciences économiques, à la Faculté de droit de l'Université de Paris. Tâche plus difficile qu'il ne paraît : je me présentai d'abord au secrétariat de la Faculté, où une secrétaire m'a sans ménagement renvoyé au commissariat de police pour me munir d'abord d'un permis de séjour ; mais la police ne consentait à m'en donner un que si j'étais inscrit à un programme d'études quelconque. Joies de l'administration française. Je ne sais plus comment je m'en suis tiré, mais je me rappelle que Maurice Sauvé, qui devait devenir ministre plus tard et qui faisait un séjour d'études complémentaires à ce moment-là à Paris, avait carrément envoyé paître la police, ajoutant qu'il se fichait de leur permis de séjour.

Une Faculté de droit accueillante

Pour l'admission au doctorat, les universités françaises ne faisaient pas de chichi : si vous aviez une licence, vous étiez admissible au doctorat, du moins à la Faculté de droit de Paris. On m'a dit qu'il y avait à cette époque près de deux mille étudiants inscrits au doctorat en droit, sans doute le plus facile à obtenir, à Paris seulement. Il y en avait d'ailleurs deux sortes : le doctorat d'État, le seul accessible aux citoyens français, et le doctorat d'université, plus léger et réservé aux étrangers, ces derniers pouvant cependant choisir le premier. On peut dire sans méchanceté que les deux étaient plutôt légers, du moins en science économique. Rien de commun, en tout cas, avec les doctorats ès lettres des universités françaises, qui exigeaient une thèse principale et deux thèses secondaires et qui mangeaient une bonne moitié de la vie active des postulants.

Comme j'étais intéressé à peu près exclusivement au diplôme, j'ai choisi le programme léger : huit cours et une thèse. Évidemment, personne n'était tenu d'assister aux cours et les amphis auraient été surpeuplés si le quart des étudiants avaient eu l'idée saugrenue de le faire. Ces cours étaient d'ailleurs strictement magistraux, avec le décorum qu'imposaient à l'époque le prestige des profs, parfois à peine justifié, et les traditions des milieux juridiques. Le prof était précédé d'un appariteur, chaîne dorée sur la poitrine, lequel s'avavançait en frappant le sol de sa hampe. Certains profs portaient la toge. Il n'était pas question de poser une question ; le prof était là pour débiter son *laïus*, parfois original, toujours d'une logique envahissante, je dirais même parfois stérilisante. À quelques exceptions près, ces économistes semblaient s'être fixé comme premier objectif de critiquer les économistes anglo-saxons, américains surtout. Les cours nous faisaient pénétrer dans une imposante structure cartésienne, presque vide de contenu. Je ne parle ici que de ceux que j'ai connus, mais je doute qu'il y en eût beaucoup d'autres qui fussent plus inventifs et plus inspirés. Ce corps professoral n'était certes pas sans mérite, en matière de critique surtout, mais il souffrait d'une consanguinité intellectuelle considérable, la plupart, sinon tous, étant issus des facultés de droit françaises. Cela a beaucoup changé dans la suite, les unités

d'enseignement économique s'étant libérées en particulier de la tutelle des facultés de droit.

L'un des professeurs tranchait par son originalité et son pittoresque, François Perroux. Un défaut de langue le faisait chuintier, mais on aurait dit que cela ne faisait qu'accentuer son éloquence extraordinaire. J'assistais à ses cours, ce qui n'était pas nécessaire, car il existait un système de sténographie de tous les cours dont la clientèle était nombreuse ; ces notes étaient imprimées et l'on pouvait se procurer les discours de ces profs à bon compte. Pour l'un d'eux, ce n'était pas nécessaire, car il nous lisait en classe, sans toge et sans vergogne, des extraits d'un manuel qu'il avait déjà publié ! Les cours de Perroux, sans doute une première version d'un livre en préparation, étaient originaux et constituaient souvent un véritable spectacle. Il souffrait de surdité et portait un appareil relié par un fil à une pile de poche. Tempérament bouillant, il bondissait de son fauteuil et tout en déclamant ses phrases où aucun imparfait du subjonctif n'était omis, il faisait parfois tourner la pile de sa prothèse auditive au bout de son fil. C'était magnifique.

Dans les contacts personnels avec les étudiants, il pouvait être suave. En tout cas, il l'a été avec moi, lorsqu'il m'a interrogé à l'examen oral. Je tremblais un peu, car j'avais quelque peu négligé l'économie au profit de la démographie. Il m'a demandé d'où je venais. Lorsque je lui eus répondu que j'avais suivi les cours de Dehem, il m'a répliqué : « Ah ! vous avez dû entendre parler de Mauriche Allais (économiste français ferré en mathématiques et qui a reçu plus tard le prix Nobel) ! Cha, che n'est pas de l'économie, ch'est de l'alchèbre ! » Et puis, il a gentiment répondu à mes questions pendant un bon quart d'heure... et m'a donné une très bonne note !

Un autre professeur a joué pour moi un rôle particulier. La Faculté de droit de Paris avait instauré l'habitude de charger l'un de ses profs de science économique de faire un cours sur la population. En 1951, c'est le professeur Paul Gemaehling, spécialiste de l'histoire de la pensée économique, qui était chargé de cette fonction. Il était donc tout désigné pour être mon directeur de thèse. C'était un homme raffiné et cultivé, qui atteignait la fin d'une carrière probablement sans éclat. Il a accepté de diriger ma thèse, une étude sur la population canadienne au 18^e siècle. C'était une recherche de démographie quasi pure qui, malgré une mise en contexte historique et sociale, n'avait pas grand-chose à voir, pour l'essentiel,

avec l'économie et pas beaucoup non plus avec les connaissances techniques qu'il pouvait avoir en démographie. Il savait qu'en fait, mon travail allait être dirigé par Louis Henry, l'un des meilleurs démographes de l'INED. Gemaehling était un homme d'une affabilité remarquable, sans prétention. J'ai admiré sa largeur de vue.

Mon doctorat à la Faculté de droit a été une affaire assez courte : une petite année de cours (1951-1952), pendant laquelle j'ai commencé les recherches liées à ma thèse. Cette dernière a été vite terminée, grâce surtout à Henry - j'y reviendrai -, de sorte que je soutenais ma thèse au printemps 1953, un an et trois quarts après mon inscription à la faculté. Quelques membres du jury ont remarqué qu'elle était pauvre en considérations économiques, mais avec une grande gentillesse. Ils m'ont félicité et m'ont décerné, un peu plus tard, le prix du doyen Alix, dont j'ignorais l'existence.

On a là un exemple de la souplesse du système universitaire français. Sous un habillage formaliste et parfois cérémoniel, derrière une grande rigidité administrative, on découvre des hommes simples, affables, cultivés et donc larges d'esprit. La nomination par concours aux postes de professeurs restait, elle, fort exclusive et corporatiste. C'est ce qui expliquait que les meilleurs démographes français, qui n'étaient pas issus des facultés mais surtout de Polytechnique, ne pouvaient devenir professeurs en titre ; à l'occasion, ils étaient chargés de cours, mais ils ne pouvaient diriger une thèse.

Et pourtant, la France avait, dans ce domaine, une vingtaine de chercheurs qui se classaient parmi les meilleurs au monde. Presque tous faisaient partie de l'Institut national d'études démographiques, un centre de recherche sur la population créé en 1946, donc au lendemain de la guerre, par un gouvernement épris du pouvoir de la France et de sa grandeur blessée, mais qui a toujours laissé une grande liberté aux chercheurs de cette maison. Liberté fructueuse.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 4

L'INED, une corne d'abondance scientifique : les sciences sociales à leur meilleur

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup de Français étaient persuadés - certains le sont encore - que la défaite de leur pays aux mains des Allemands était due, en partie du moins, aux effectifs comparatifs des jeunes adultes des deux pays. Ce n'est peut-être pas aussi simple, car la nonchalance démographique produit ses effets par bien des cheminements et il faut lire là-dessus les écrits pénétrants d'Alfred Sauvy sur l'esprit malthusien. La fécondité de la France avait commencé à baisser un siècle avant celle de tous ses voisins et était donc relativement faible depuis un siècle et demi, ce qui a entraîné une faible croissance et un fort vieillissement. La France était alors le pays dont la population était la plus vieille de la planète, c'est-à-dire celle dont la fraction des vieux était la plus élevée. Alfred Sauvy, le fondateur de l'INED, a attribué à cette léthargie démographique et à ce vieillissement de la population, un manque de vigueur et de créativité généralisé dans le fonctionnement de la société française et même dans l'esprit des Français, la langue par exemple. Je dirai plus loin l'admiration et la reconnaissance que j'entretiens depuis un demi-siècle pour ce géant intellectuel.

Comment les chercheurs de l'INED avaient-ils appris leur métier ? En lisant les pionniers qui les avaient précédés (français ou autres) et en appliquant leur ingéniosité à l'étude des problèmes de population de leur pays d'abord et de beaucoup d'autres aussi. Discipline sauvage, a écrit Sauvy à propos de la démographie, sans maîtres ni élèves. Décidément, je passais d'une sauvagerie à l'autre ! Il faut dire tout de suite que l'ingéniosité de beaucoup de ces chercheurs s'appuyait sur une formation solide : ils étaient anciens élèves de l'École polytechnique, comme Sauvy lui-même. Notons au passage : on ne dit pas « diplômé » de cette école ; le diplôme n'ajoute rien, puisque l'essentiel est d'y être admis, après une sélection assez rude. La plupart de ces « X », comme on dit familièrement, se sont concentrés sur ce qu'on peut appeler la « démométrie », c'est-à-dire la mesure et l'analyse des phénomènes fondamentaux : naissances, mariages, divorces, décès, migrations, composition par âge et relations entre tout cela. Mais il y avait aussi deux économistes, un médecin généticien, quelques historiens et quelques sociologues ; car il n'est pas tout de décrire, il faut aussi interpréter, sonder les causes et les effets.

Je n'étais pas le seul stagiaire et il y avait même deux autres Canadiens arrivés à peu près en même temps que moi. Ils ont occupé plus tard des postes importants : d'Iberville Fortier et Jacques Parizeau. Je les voyais de temps en temps, car nous avons partagé le même bureau pendant quelques mois, mais à ma connaissance, ils n'ont guère fait de démographie et ne sont pas restés très longtemps à l'INED. Cependant, l'un des deux, économiste, a signé un chapitre d'un livre sur le tiers monde, publié sous les auspices de cette maison. Je les ai assez vite perdus de vue, mais j'ai eu le plaisir d'être reçu beaucoup plus tard par l'ambassadeur Fortier, d'abord à Tunis, puis à Bruxelles.

Initiation parmi des géants aux mains nues

Il n'y avait pas de programme d'études, mais il y avait une espèce de rituel : un stagiaire commençait par travailler au « service des enquêtes ». J'y ai bien gagné plus tard quelques sous comme enquêteur à domicile, ce qui m'a fait découvrir quelques coins inattendus de Paris. Mais je n'étais pas là pour apprendre à organiser une enquête et je me suis débrouillé pour éviter cette espèce

d'antichambre de la démographie inédictée. L'éviter, c'était une chose, mais à qui s'accrocher ? À l'époque, aucun membre de l'INED n'était chargé d'orienter les stagiaires, d'ailleurs peu nombreux.

Sauvy était à peu près hors d'atteinte. Je le voyais parfois entrer dans son bureau ou en sortir, court et trapu, mal attifé, son chapeau trop petit tenant à peine sur sa tête. Il a longtemps joué au rugby, cette espèce de football très rude que pratiquent les Français méridionaux, les Irlandais et quelques Britanniques, et bien que petit, il avait la charpente correspondante. On m'avait présenté à lui à mon arrivée, histoire de convenance, sans plus. On le sentait affable, très simple, mais il devait compter ses minutes : quand on écrit quarante-cinq livres dans sa vie et au moins dix fois plus d'articles (à peu près tout cela après l'âge de quarante ans), on doit être constamment en train de réfléchir aux quelques problèmes à traiter dans les deux livres et les trois articles qui sont sur le métier. Il travaillait seul, la plupart du temps ; il avait des aides à l'occasion, rarement des collaborateurs. Et il m'a dit plus tard qu'il n'a jamais souhaité avoir de disciples. Certes, des milliers de chercheurs et penseurs sociaux ont été inspirés par lui, mais surtout parce qu'ils ont lu ses travaux.

J'ai donc pris mon courage à deux mains et je suis allé frapper à la porte d'un homme plus jeune - il avait une quarantaine d'années - qui était sur le point d'être connu comme l'un des grands démographes de notre temps. Il ne faisait pas de bruit, affichait une allure un peu bourrue, détestait l'esbroufe et les idées reçues : Louis Henry. Je ne savais pas alors que mes ancêtres avaient porté son nom. Il me reçut sobrement et m'accepta. En fait, j'entrais dans le cénacle d'un trio extraordinaire, les trois démomètres les plus réputés de la maison : Jean Bourgeois-Pichat, Louis Henry et Paul Vincent, tous trois sortis de l'École polytechnique et appartenant à des promotions voisines, si bien qu'ils se tutoyaient. Car à l'époque, on se tutoyait automatiquement entre membres de cette espèce de mafia, à la condition d'appartenir à des promotions qui ne sont pas distantes de plus de deux ans (ou à peu près). Il n'était évidemment pas question de tutoyer Sauvy.

Pendant les premiers mois de mon apprentissage à l'INED, j'ai été plus souvent sous la coupe de Bourgeois-Pichat que de Henry. Le premier travaillait alors à raffiner sa méthode d'estimation de la mortalité infantile endogène et exogène, un exemple d'ingéniosité scientifique qui m'épate encore. Il allait, un ou

deux ans plus tard, quitter temporairement l'INED pour aller à New York diriger la Division de la population des Nations unies. C'était l'époque où il commença à faire des études qui mêlaient démographie pure et problèmes sociaux. Il revint à Paris plus tard pour diriger l'INED (pour peu de temps), tout en continuant à étonner ses collègues par son ingéniosité et en entretenant les liens qu'il avait établis avec les Américains. Sa souplesse, sa modestie, son sens de l'humour, outre ses qualités scientifiques, en faisaient un représentant précieux de la démographie française aux USA.

Les trois bureaux du trio étaient contigus et communiquaient par des portes mitoyennes qui étaient le plus souvent ouvertes, de sorte qu'on savait facilement ce qui se passait dans le bureau du voisin. Vincent, devenu moins productif et un tantinet bavard, en profitait pour raconter les déboires de sa vie domestique. Les autres l'écoutaient - ou ne l'écoutaient pas - tout en travaillant, c'est-à-dire le plus souvent en faisant leurs calculs à la main ou presque. Car chacun de ces chercheurs faisait ses calculs et ses graphiques lui-même. Bourgeois-Pichat travaillait sur de grandes feuilles de papier à carreaux qui couvraient toute la partie utile de son bureau ; elles s'empilaient et formaient une croûte de deux ou trois centimètres sur laquelle il écrivait. Il s'y retrouvait.

On était loin, alors, de l'ordinateur et il vaut la peine de s'arrêter sur les moyens rudimentaires dont disposaient ces champions de la démographie quantitative. À ma connaissance, chacun n'avait, pour tout instrument, qu'un cylindre à calcul, ingénieuse version suisse de la règle à calcul. Cet appareil était tout simplement une très longue règle à calcul découpée en une dizaine de tronçons, lesquels étaient fixés autour d'un cylindre dans le même sens que son axe. Le cylindre de base constituait l'une des deux règles (découpée en une dizaine de sections) ; un autre cylindre ajouré l'entourait et permettait de faire glisser la deuxième règle sur la première. On pouvait lire trois chiffres, parfois deviner le quatrième. Une merveille ! Ce fut, à l'époque, l'instrument qui a servi à presque toutes les analyses faites à l'INED et exigeant des multiplications et des divisions. Il y avait bien une machine à calculer qui faisait les quatre opérations simples et peut-être des extractions de racine ; mais elle était enfermée dans une petite pièce et seule la préposée à la machine pouvait la toucher ! Elle servait assez peu.

Or, parmi toutes les sciences sociales, la démographie est probablement celle qui manipule le plus d'informations statistiques et qui exige le plus de calculs répétitifs. Grands et petits démographes y passent un temps fou. Perte de temps ? Henry ne le croyait pas : pendant ces opérations routinières et passablement mécaniques, une partie du cerveau est libre et il nous vient des idées que nous n'aurions pas eues autrement. Je crains un peu cependant qu'avec le règne de l'ordinateur, cette modeste occasion de glaner au hasard quelques idées en faisant des calculs bêtes, ne disparaisse au profit de la mécanique des programmes informatiques prêts à porter. Loin de moi l'intention de contester l'aide extraordinaire, l'économie de temps considérable que procure l'ordinateur. Mais depuis que ce demi-dieu a envahi le champ de la recherche, étudiants, secrétaires et même certains professeurs ne savent plus dessiner un graphique, ne peuvent même plus coller ou écrire à la main une inscription pour identifier une courbe. Il ne faudrait tout de même pas que ce tyran remplace la réflexion. Mes maîtres Henry et Bourgeois-Pichat, tout polytechniciens qu'ils fussent, ajustaient à main levée beaucoup des courbes de leurs graphiques. Ceux qui croient que la science se caractérise principalement par la précision seront quelque peu scandalisés. À tort ! C'est Karl Popper qui a raison : dans les sciences, la précision est souvent parfaitement inutile.

Je n'ai parlé jusqu'ici que des grands chercheurs de l'INED avec lesquels j'ai eu des relations étroites lors de mon stage comme étudiant. J'en ai connu beaucoup d'autres plus tard, en particulier à l'occasion des visites ou séjours qu'ils ont faits à l'Université de Montréal. Car plusieurs de ces grands noms de la démographie française allaient poursuivre l'éducation des jeunes démographes canadiens en venant sur place, à Montréal principalement, parfois pour des périodes de plusieurs semaines. Sauvy, Bourgeois-Pichat, Henry sont venus à plusieurs reprises. Plus tard, celui qui a pris la relève des grands démomètres, Roland Pressat, un pédagogue hors pair, a même été professeur titulaire au Département de démographie de l'Université de Montréal pendant plusieurs années. Un autre, aux talents multiples, car il est en même temps médecin, historien et démographe, Jean-Noël Biraben, a participé au lancement du Département de démographie. Nous les retrouverons, avec d'autres, à l'occasion.

Je suis resté très attaché à cette maison. À l'époque où je l'ai connue, elle avait une taille qui était proche de l'optimum, compte tenu de la diversité des

compétences et des caractères, des sensibilités qui s'y raccrochent, de la fécondation scientifique mutuelle et de ce que j'appellerais le sentiment d'appartenir à la même famille. L'INED a toujours été rattaché à un ministère, tout en gardant une indépendance apparemment totale en matière de recherche. Cet institut a eu - et a encore - comme mission principale d'analyser l'évolution de la population française et d'interpréter ses mouvements aussi bien dans ses causes que dans ses effets. Cela n'a jamais empêché ses chercheurs d'étudier toutes les régions du monde et de faire de précieuses contributions dans les domaines théoriques, méthodologiques et même pédagogiques de la démographie.

L'un de ses chercheurs les plus originaux, le docteur Jean Sutter, qui avait travaillé avec Alexis Carrel, s'occupait de génétique de population. Il était plutôt expansif et entrouvrait volontiers une porte pour rapporter une blague, en guise de salutation matinale, puis repartait aussi vite. Il prétendait que le jour où l'INED serait contraint, par son expansion, d'occuper un deuxième étage de l'immeuble où il était logé, il subirait une mutation de son esprit de corps spécifique. L'agrandissement s'est produit dans la suite, mais je n'en ai pas été témoin. Plusieurs ont rapporté que Sutter, décédé prématurément, avait eu raison. Mais je n'ai connu que l'épisode faste de l'esprit de l'INED. Quoi qu'il en soit, l'Institut, qui vient de célébrer son cinquantième anniversaire, est resté un foyer de production de connaissances tout à fait exceptionnel.

Louis Henry

Il me fallait trouver un sujet de thèse dans le champ de la démographie et acceptable pour la Faculté de droit. Henry mettait au point, à cette époque, une méthode d'exploitation des registres paroissiaux (actes de baptême, mariages et sépultures) pour décrire le comportement démographique des populations anciennes. Pour une première application, il s'était associé à un archiviste, Étienne Gautier, pour dépouiller les registres de Crulai, village de Normandie, aux 17^e et 18^e siècles. Ce dépouillement est une opération longue et plus difficile qu'il ne paraît. Or, je savais que dans mon pays, la reconstitution des familles à partir des registres paroissiaux avait été faite pour toute la période du Régime français, grâce à l'opiniâtreté de Mgr Cyprien Tanguay. Le fruit de ce travail était contenu

dans son *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, publié à Montréal en sept volumes qui se trouvaient à Paris à deux bibliothèques, la « Nationale » et « Sainte-Geneviève ». En utilisant les familles de Tanguay, j'évitais tout le travail de copie des actes, de leur appariement suivant les familles et de la reconstitution de l'histoire de chacune d'elles.

Henry était enchanté, car il allait voir beaucoup plus rapidement que prévu ce que donnait sa méthode. « Thésard » n'a jamais eu directeur aussi attentif aux manoeuvres de son élève et aussi prompt à corriger ses bévues. Deux avantages pratiques en résultèrent : ma thèse a été faite fort rapidement, en un peu plus d'un an, je crois ; d'autre part, elle ne risquait pas d'être refusée pour sa faiblesse scientifique. Il restait tout de même un long travail de copie des histoires de familles sur des fiches, pour lequel ma femme me donna un appréciable coup de main, ou plutôt de plume, avant d'accoucher de nos premiers enfants, deux jumelles nées prématurément en avril 1953.

Je les ai transportées par taxi, dans des boîtes chauffées posées à mes pieds, de la clinique à l'hôpital, où elles sont restées plusieurs semaines. Sur le coup, tout en ayant conscience de mes responsabilités et en étant soucieux de bien surveiller cette opération de transport, j'avais bien du mal à me convaincre que ces deux bébés mammifères étaient des humains et, qui plus est, mes propres enfants ! C'est plus tard que le sentiment paternel se développe, au fur et à mesure que ces jeunes animaux taxent notre temps, nos nuits, notre liberté. Mes nuits et mon temps n'ont pas été trop taxés, grâce aux services de santé et d'aide familiale français, qui nous ont apporté une aide bien précieuse. Autre cadeau de la France, qui allait d'ailleurs m'en faire un autre, un doctorat.

Mon jury, constitué de profs d'économie, a trouvé ma thèse peu empreinte de leur discipline, mais j'ai eu l'impression que les trois membres l'avaient lue et même appréciée. La méthode élaborée par Henry s'avérait fiable et efficace, ce qui n'allait pas de soi a priori, étant donné les lacunes souvent nombreuses et les erreurs possibles des documents de base. De très nombreuses études ont été conduites depuis, en France surtout, qui se sont réclamées de la méthode mise au point par mon maître.

Les résultats de ma thèse n'étaient pas négligeables non plus. On avait là, pour la première fois peut-être, une analyse assez complète de la fécondité d'une

population de souche européenne et vivant en régime « naturel », c'est-à-dire sans contraception. Combinée à une table de mortalité vraisemblable pour cette époque, elle permettait de confirmer une hypothèse de Malthus, vaguement vérifiée par des observations américaines, hypothèse qui veut qu'une population humaine disposant de ressources suffisantes et ne limitant pas les naissances, double ses effectifs tous les 25 ans. On savait désormais par quelle fécondité elle arrivait à ce résultat, à peu près vrai pour toute l'Amérique du Nord, qui vivait dans ces conditions, « sans contrainte » dirait Malthus. Cela représentait une moyenne de huit enfants nés vivants au cours de la vie d'une femme vivant dans le mariage entre 23 et 50 ans. Et non pas une quinzaine, comme on le pense souvent. Cela voulait dire aussi un enfant tous les deux ans avant 35 ans, et non pas tous les ans. La thèse contenait aussi une analyse des mariages, des remariages, fréquents à l'époque, et de la mortalité infantile. Un quart des enfants mouraient avant d'atteindre leur premier anniversaire, ce qui n'était pas une découverte.

Je ne suis pas peu fier d'avoir participé à la source de cet important et fertile courant de recherches, appelé « démographie historique ». Je dis bien « participé », car je me rends bien compte que le véritable initiateur, c'est celui qui regardait par-dessus mon épaule, dans son bureau, les résultats des calculs qu'il m'avait lui-même suggérés. L'INED a publié mon étude, que j'ai retravaillée après la soutenance, toujours avec les précieux conseils de Henry, qui m'a aussi guidé dans la rédaction de mon premier article dans la revue *Population*. Le maître lui-même fit paraître ses propres travaux un peu plus tard : une analyse démographique des familles bourgeoises de Genève en 1956 ; son étude sur Crulai en 1958 ; et un manuel sur l'exploitation des registres paroissiaux.

Henry était un homme ordonné, sobre, assez sévère aussi à l'égard des personnes et des idées prétentieuses, aussi bien que des discours sans rigueur. Sa générosité n'était pas immédiatement évidente. Mais cet homme m'avait invité à m'installer dans son propre bureau, à une table de travail qui faisait face à la sienne. C'est après coup que j'ai réalisé ce que cela représentait de générosité et d'amitié à l'égard d'un jeune blanc-bec de Canadien qui avait eu l'audace, un jour, de lui demander de travailler sous sa direction. Au début, rien ne laissait entrevoir la coïncidence qui allait rendre tout cela beaucoup plus naturel : l'idée de Henry qu'on pouvait exploiter les registres paroissiaux à des fins démographiques,

combinée à l'occasion que le dictionnaire canadien de Mgr Tanguay fournissait d'en faire une vérification rapide.

Il ne m'a pas enseigné que la démographie. Officier pendant la dernière guerre, il fut prisonnier des nazis et a eu tout le loisir de réfléchir sur la condition humaine. Sa santé l'obligeait à surveiller son alimentation et nous mangions ensemble sur le pouce dans son bureau. C'était l'occasion de conversations sur tout et sur rien et j'ai glané ainsi des réflexions qui traduisaient bien des intérêts qu'il ne dévoilait pas du premier coup, de même que sa perspicacité, sa modération et son respect des autres. Je n'ai pas toujours suivi cet exemple de sagesse.

Alfred Sauvy

La fertilité intellectuelle de l'INED n'est ni un hasard ni un miracle. Elle résulte, certes, de la qualité de ses cerveaux, mais cela n'explique pas tout. Un génie a animé cette équipe, l'a inspirée avec autant de vigueur que de respect de la liberté des chercheurs, Alfred Sauvy. J'entretiens, depuis quarante-cinq ans, une admiration et une affection telles, à l'égard de cet homme, que je crains toujours de magnifier ses qualités. Si Henry m'a appris mon métier, Sauvy a inspiré toute ma carrière de scientifique soucieux des problèmes de son temps. Il est né en 1898 dans le Roussillon, dans une famille d'origine bourgeoise mais disposant de faibles revenus, ce qui lui a procuré privations et inconfort. Études secondaires à Stanislas, à Paris, puis à Polytechnique, dont les finissants s'orientent normalement vers l'armée ou la fonction publique. Après avoir frappé à plusieurs portes et envisagé les carrières les plus diverses, de l'élevage des chevaux jusqu'à l'astronomie, il accepta un poste de statisticien économique à la Statistique générale de la France, ancêtre de l'actuel INSEE. Il y dirigea un service de conjoncture économique, où il cultiva l'un des éléments essentiels de l'esprit scientifique, la soumission aux faits.

Certes, il avait des passions, négatives et positives. Il détestait les économistes prisonniers de leurs théories, les bavards prétentieux, le ronronnement des administrations, la rigidité des syndicats, l'ignorance de la plupart des hommes politiques. Et comme beaucoup de Français, il n'aimait pas beaucoup non plus les

Américains, tout en reconnaissant leurs mérites. Amoureux de la France, il a combattu avec une ferveur incomparable pour le renforcement de ses assises les plus élémentaires, sa population. Défenseur infatigable du relèvement de la fécondité et des politiques familiales qui pouvaient le favoriser, il a dénoncé avec virulence le refus de voir la conséquence majeure de cette dénatalité : le vieillissement de la population et ses attributs. Pour lui, il était clair que ce vieillissement démographique entraînait la sclérose de beaucoup d'aspects de la société (pénurie de logements, vétusté des équipements) ou de la mentalité (culte du petit, crainte du risque, attachement aux vieilles habitudes). De vieilles personnes, dans de vieilles maisons, ressassant de vieilles idées, disait-il des sociétés vieillissantes.

Pour lui, tout cela formait l'esprit malthusien, qu'il a dénoncé continuellement. Voici une de ses boutades à ce sujet : s'il n'y a pas assez de chapeaux pour coiffer tout le monde, le non-malthusien suggérera de fabriquer des chapeaux ; le malthusien, lui, dira « Coupons des têtes ». Application au problème du chômage : il ne faut pas raisonner comme si le nombre d'emplois était fixé et qu'il suffisait de réduire le nombre de travailleurs pour éliminer les chômeurs. Même combat pour la défense du progrès technique, créateur d'emplois depuis deux siècles. Ce sont les pays les moins avancés techniquement qui sont les plus affligés par le chômage. Même combat aussi contre les mythes écologistes.

Il se méfiait des idéologies et il eût été bien difficile de le classer à droite ou à gauche, à supposer qu'on eût tenu à cette catégorisation un peu ridicule. Mais les divers camps doctrinaires ont dû le détester à tour de rôle, car à l'égard des idées, il n'avait pas l'habitude de la complaisance, de quelque clan politique qu'elles vinssent.

Mais tout n'est pas qu'affaire d'idéologie, de non-idéologie, ou d'attitude mentale si l'on préfère. Sauvy était doté d'un pouvoir de perception peu commun, une intuition tout à fait géniale, une forte mémoire, une culture étonnante, un pouvoir de raisonner aussi bien sur le concret que sur l'abstrait, une écriture ramassée et saisissante, un humour indéfectible.

C'est avec cet équipement qu'il a abordé les sujets les plus divers : chômage, progrès technique, tiers monde (il est le créateur de l'expression), usage de l'automobile, travail au noir, évolution de la langue française, mythes de notre

temps, humour, sans parler des sujets démographiques, particulièrement le redressement de la natalité française, la politique familiale et les relations entre économie et population. Ces travaux, nous dit-il, « n'ont obéi à aucun plan, aucun ordre ; ils sont venus au hasard de l'évolution sociale, de celle de mes idées, des possibilités d'édition, d'une humeur parfois. »

On lui a souvent demandé comment il trouvait le temps de faire tout cela. Il y répond à la fin de son autobiographie : « À cette question je n'ai qu'une réponse et qu'un conseil : "Il faut savoir se désorganiser !" Voyez le skieur en descente rapide ; jamais il n'est en équilibre, cette utopie, qui ne se réalise même pas dans la mort. »

Il ne voulait pas de disciple, mais je dois confesser que, sans épouser toutes ses prises de position, j'ai été fort imprégné de son esprit et l'ai pris comme modèle à bien des points de vue, à commencer par sa répugnance à l'égard du dogmatisme, des chapelles intellectuelles et son respect des faits, si déplaisants soient-ils.

Retour au Canada

Ma thèse terminée, je devais penser à revenir au Canada, normalement à l'Université de Montréal. Je désirais cependant rester à Paris quelque temps pour remanier ma thèse en vue de sa publication et pour en tirer un article destiné à la revue *Population*. Mais je n'avais plus les moyens financiers nécessaires. Le doyen Minville, qui était en même temps directeur de l'École des hautes études commerciales (HEC), souhaitait que je ne m'attarde pas trop en France, mais il était d'accord pour un léger prolongement. Il essayait de me trouver à Montréal un emploi qui me laissât le plus de temps possible pour la recherche, tout en faisant de l'enseignement. Le secrétaire de l'INED, Roger Peltier, quant à lui, désirait vivement que sa mission au Canada aboutît rapidement à la création d'un centre ou institut de recherche sur la population.

La stratégie de Minville consistait à me donner un demi-poste de professeur à la Faculté des sciences sociales, ce qui était relativement facile, et un demi-poste de chercheur aux HEC, ce qui fut beaucoup plus difficile. En ce temps béni, le Gouvernement de la Province faisait la pluie et le beau temps dans les écoles qui dépendaient du Secrétariat de la Province, ce qui était le cas des HEC, des Beaux-

Arts, du Conservatoire de musique et sans doute de quelques autres unités de l'enseignement supérieur. Ce malheureux demi-poste a été l'objet d'un chassé-croisé d'une trentaine de lettres. Minville et le secrétaire de la Province entre eux ; Peltier s'impatiantant auprès de Minville ; retour à Peltier ; Minville et moi. Peltier comprenait mal qu'un homme de la stature de Minville ne trouvât pas plus rapidement une solution. Le premier n'était pas un ingénu, mais il lui était difficile d'imaginer que l'embauche d'un demi-chercheur pût dépendre à ce point des faveurs du Prince. Minville a fini par convaincre le secrétaire de la Province de me nommer comme documentaliste à mi-temps. J'ai même pu recevoir de maigres émoluments pendant les derniers mois que j'ai passés en France, sur présentation d'une facture pour mes prétendus travaux de documentaliste.

Il est difficile aujourd'hui d'imaginer le quart de l'infirmité qui accablait un homme du prestige de Minville, non pas à cause de sa défaillance, mais de la tyrannie du pouvoir public du Québec. Nous venons de loin !

En mars 1954, ma famille et moi avons fait la traversée de l'Atlantique à bord d'un cargo qui nous a déposés à Baltimore, après huit jours assez agréables en compagnie de sept ou huit autres passagers. Parmi eux, un comédien de cinéma réputé, qui fut une des vedettes du « Salaire de la peur ». Train jusqu'à New York, où j'ai retrouvé Bourgeois-Pichat, modèle de l'affabilité. Il était devenu directeur de la Division de la population aux Nations unies. J'avais auparavant exploré la possibilité d'y travailler comme démographe. « Si vous étiez afghan, m'a-t-on fait comprendre, ce serait facile ; mais le Canada est déjà bien pourvu en fonctionnaires de l'ONU. » On ne campe pas très longtemps à New York avec deux enfants de onze mois. Départ pour Montréal.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 5

Début de carrière : Université de Montréal et HEC

[Retour à la table des matières](#)

Rien n'était fixe quant à mon emploi. Une brève visite à Statistique Canada, qui s'appelait alors le « Bureau fédéral de la statistique », n'a pas été concluante. J'avais peu de chances, à l'époque, d'y faire de la recherche, car ce Bureau se limitait alors - du moins pour la démographie - à produire des informations statistiques, sauf quelques exceptions sporadiques, les monographies de recensements. Il y en avait eu une dizaine à l'occasion du recensement de 1931 ; deux en 1941, mais une seule, sur la fécondité, fut publiée ; l'autre traitait des groupes ethniques et l'on jugea que sa publication était trop délicate. C'eût été le moment, en 1954, d'exploiter le recensement de 1951, dont les résultats commençaient à paraître, mais rien n'était prévu pour cela et ce recensement resta inerte à ce point de vue.

L'anecdote suivante convaincra de l'attitude discrète de cet organisme en matière d'analyse démographique. Lors de ma visite, on m'a présenté à un statisticien d'âge mûr, qui a sorti de son tiroir, en les cachant un peu, des feuilles de travail sur lesquelles il avait fait des projections de population. Il n'était pas question d'en divulguer les résultats, encore moins de les publier. Que de chemin parcouru depuis !

Nathan Keyfitz

Mais j'ai appris beaucoup plus tard qu'un exercice du même genre avait été réalisé en 1946 par trois chercheurs du Bureau fédéral. L'un d'entre eux était Nathan Keyfitz, alors le principal conseiller scientifique du Statisticien du Dominion, avec qui j'ai bavardé lors de ma visite. Né à Montréal en 1913 de parents originaires de Russie, diplômé en mathématiques de McGill, il avait peu publié et était assez peu connu. Mais il allait devenir l'un des démographes illustres du siècle, après un parcours singulier. A 46 ans, il quitte le Bureau de la statistique, va à Chicago décrocher un doctorat en sociologie, puis enseigne aux universités de Chicago, Berkeley, Harvard, Ohio, sans compter une année passée au Département de sociologie de l'Université de Montréal comme professeur invité. À 70 ans, il ne peut plus être professeur régulier aux USA. Qu'à cela ne tienne, il occupera des chaires particulières à Harvard et Ohio, puis partira à Vienne pour diriger une équipe de démographes à l'International Institute for Applied Systems Analysis. Je ne connais pas de savant des sciences sociales qui ait mêlé avec autant de bonheur un appareil analytique aussi fortement soutenu par les mathématiques et des intuitions aussi diverses que fructueuses tirées de son érudition dans plusieurs disciplines : démographie, économique, sociologie et même sciences de la nature. J'ai eu l'honneur de signer avec lui deux études sur l'évolution de la population du Canada (1963 et 1971).

Le Canada était trop petit pour lui, mais il a toujours conservé des liens étroits avec notre pays, Montréal en particulier. Il a aussi manifesté un intérêt suivi pour la démographie française et pour la société canadienne-française. Autre qualité exceptionnelle : juif d'origine, il m'a toujours semblé dépourvu de toute trace d'ethnocentrisme. Un modèle de réceptivité aux idées et aux hommes.

*À cheval sur les HEC
et la Faculté des sciences sociales*

La stratégie de Minville a finalement réussi. Pendant près de deux ans, j'ai partagé mon temps entre les HEC, situées rue Viger, et la Faculté des sciences sociales. Les deux salaires étaient minces et mes déclarations de revenus destinées à l'impôt me rappellent que pour 1955, mon revenu total fut d'un peu moins de 4 000 \$ (environ 2 5000 dollars d'aujourd'hui). Malgré mes arguments, Minville n'a pu faire mieux, ajoutant que si je le désirais, je pourrais compléter en rédigeant des articles pour la revue des HEC, *L'Actualité économique* ; on me donnerait 100 \$ pour un article d'au moins 20 pages. Heureux temps, tout de même, où une revue payait les auteurs, mais c'était tout de même exceptionnel. Aujourd'hui, c'est parfois l'auteur qui doit payer la revue. Dernièrement, la revue *Analyse de politique - Public Policy Analysis*, m'a demandé 280\$ pour un article de 15 pages.

Aux HEC, je ne me suis pas senti entièrement libre de faire ce que je voulais et j'étais plus ou moins sous la gouverne de François-Albert Angers, le patron des économistes de la maison. Il m'a fortement suggéré de fabriquer un pur outil de travail géo-statistique : dresser un immense tableau des modifications territoriales qui ont affecté les divisions de recensement de l'Ontario, du Québec et des Maritimes depuis 1871. Pour ces provinces, les 165 divisions de recensement correspondent aux comtés, dont les limites ont changé très souvent, du moins jusqu'en 1931. Ce travail fastidieux a-t-il été utile à quelqu'un ? Je ne l'ai jamais su, mais il m'a valu quelques moqueries fraternelles de mes collègues des HEC, dont certains ont fait leur marque dans la suite : Pierre Harvey, Roland Parenteau et un certain Jacques Parizeau.

Mon deuxième sujet d'étude me passionna bien davantage : les facteurs sociaux de la mortalité infantile (enfants décédés avant l'âge d'un an) à Montréal. Long travail de manipulation de fiches, assez fastidieux lui aussi, mais du moins, cela débouchait sur des découvertes et sur le dévoilement d'une injustice considérable : l'inégalité des enfants devant la mort. L'expression est-elle trop forte ? On savait que les deux plus grandes villes de la Province, Montréal et Québec, étaient affligées des taux de mortalité infantile les plus élevés parmi les

villes importantes du Canada. Pour la période 1951-1955, Québec était champion incontesté avec un taux de 62 enfants décédés avant leur premier anniversaire pour mille enfants nés vivants ; Montréal venait en deuxième place avec un taux de 32 seulement, à la suite d'une chute remarquable au cours des deux décennies précédentes : son taux était de 125 pour mille en 1930, ce qui signifie qu'un huitième des enfants mouraient avant l'âge d'un an ; Toronto et Vancouver avaient respectivement 25 et 21. On savait aussi, par des études faites à l'étranger, que les conditions sociales étaient responsables de fortes différences dans les risques de décès.

Mon analyse respectait la distinction de Bourgeois-Pichat entre mortalité endogène et exogène. En simplifiant un peu, on peut dire que la première tient à la constitution de l'enfant à la naissance ; dans le cas de la deuxième, c'est le milieu où vit l'enfant qui lui apporte la mort. Les enfants d'origine française avaient une mortalité exogène deux fois plus forte que celle des autres ; elle était triple pour l'endogène, ce qui est proprement étonnant. Hérité ? Consanguinité ? Mauvaises conditions de la grossesse ? Je ne sais pas.

L'analyse des facteurs sociaux fut plus révélatrice des causes probables de ces différences. En divisant la ville de Montréal en 39 quartiers socialement homogènes, on pouvait associer ces deux types de mortalité à diverses caractéristiques sociales sur lesquelles le recensement fournissait des informations : revenu, loyer, instruction, composition professionnelle, origine ethnique. Comment démêler tout cela ? En faisant appel au statisticien par excellence de mon université, un chercheur ardent et généreux par surcroît, Jacques St-Pierre, alors professeur et directeur du Centre statistique de l'Université de Montréal. Il a soumis mes statistiques à une analyse de régression multiple qui a permis de dégager les facteurs dominants qui présidaient à la variation considérable des taux entre les quartiers favorisés et défavorisés : ils variaient du simple au quadruple et même plus pour la mortalité exogène. L'inégalité sociale devant la mort était particulièrement grande à Montréal. Je venais de faire un premier pas sur la voie qui avait motivé, sept ans plus tôt, mon option pour les sciences sociales, la recherche de la justice entre classes sociales. Autre premier pas, plus « technique » celui-là : la découverte, pour moi, de la puissance de l'analyse de régression multiple, grâce aux ordinateurs, dont St-Pierre fut le grand animateur à l'Université de Montréal. Déjà avancé dans la

huitième décennie de sa vie, il anime encore avec entrain ces admirables monstres et ceux qui essaient de les maîtriser.

Toutes mes recherches ne marchaient pas aussi facilement. J'avais des contacts avec l'Institut de microbiologie, dirigé par le célèbre docteur Armand Frappier. Il m'estimait, je crois, et il aurait probablement souhaité m'attirer dans son royaume scientifique. Un jour, il me présenta à un mécène qui s'intéressait à la tuberculose. Ce mécène souhaitait que quelqu'un fit une enquête sur les tuberculeux, espérant sans doute trouver par là quelques causes de cette terrible faucheuse. Cela n'a pas abouti, parce qu'il n'a jamais voulu accepter qu'on interroge non seulement des tuberculeux, mais aussi un échantillon témoin de personnes non atteintes. L'affaire n'est pas allée très loin.

La Faculté des sciences sociales

Pendant mon séjour en France, la Faculté des sciences sociales avait constitué, sinon des départements, du moins des « sections » qui allaient le devenir, dans deux disciplines fondamentales : économique et sociologie. Je n'ai d'abord fait partie d'aucune, mais je retrouvais là, en 1954, un camarade d'études montréalaises et parisiennes, André Raynauld, qui allait devenir le premier directeur du Département de sciences économiques. Comme professeur à mi-temps, je n'avais que deux cours à donner : introduction à la démographie et éléments de statistiques. Époque de défrichement encore un peu sauvage : il était permis d'enseigner une matière qui relevait d'une discipline « étrangère » (statistiques) ; d'autre part, les diverses disciplines ne s'étaient pas encore isolées les unes des autres et tous les étudiants de sciences sociales devaient suivre quatre ou cinq cours communs : les deux dont j'étais responsable (statistique et, un peu plus tard, démographie), éléments de sociologie, éléments d'économie et peut-être aussi la doctrine sociale de l'Église.

Si je qualifie de sauvage cette obligation de cours communs, ce n'est pas que je la réproouve, bien au contraire. Ce que je serais porté à condamner, c'est le rétrécissement contre nature qui a suivi, quelques années plus tard. Une espèce de recroquevillement sur sa propre discipline. Contre nature, parce que contraire à la formation de têtes bien faites. Chaque prof est affecté d'une tendance malicieuse à

se convaincre que sa discipline est la plus merveilleuse de toutes, et il tend à écarter tout le reste comme superflu. Allons donc : la formation de base d'un économiste est une affaire trop sérieuse pour qu'on la laisse entre les mains des seuls économistes ! Je choisis ici l'économie comme exemple parce que cette confrérie est peut-être la plus autosuffisante des sciences sociales, mais le vice a atteint tout le monde, et c'est pis encore, si c'est possible, dans les sciences de la nature.

Il est amusant, aujourd'hui, de se souvenir des traces qui persistaient de l'ère théocratique de l'Université de Montréal. On a fait la prière au début des cours, ou du moins au début de la journée, jusqu'en 1958 environ. Je me rappelle que des étudiants ont protesté contre l'abandon de cette pratique, ce qui paraît inimaginable aujourd'hui. Au début de chaque année universitaire, nous étions convoqués à la « Messe du Saint-Esprit », célébrée à l'église Saint-Germain en présence de l'archevêque. Nous étions libres d'y assister, mais j'étais encore croyant et même pratiquant à l'époque et j'y suis allé quelques fois. Ce qui se passait là ferait aujourd'hui frémir même un bon et honnête chrétien. L'homélie était suivie ou précédée de la lecture autoritaire et enflammée, par le vice-recteur Mgr Deniger, du Syllabus édicté par Pie IX en 1864. C'est une série de quatre-vingt propositions impies et dûment condamnées par le pape. Elles étaient énoncées sur le modèle de : « Que si quelqu'un croit que.... qu'il soit anathème ! » À la suite de quoi les professeurs, du moins ceux qui le voulaient bien, défilaient vers l'Archevêque, assis devant l'autel, pour aller faire je ne sais quel acte d'obédience en s'agenouillant devant le gros livre qu'on avait posé sur les augustes genoux. Je ne suis pas sûr des détails, car je voyais cela de loin. Moins de dix ans plus tard, les profs tenaient pour acquise la liberté universitaire. « C'est pour dire ! », dirait la Sagouine. Et vingt ans plus tard, cette liberté-là a bon dos. Mais j'anticipe.

Malgré le caractère un peu théâtral de cette manifestation, l'Université de Montréal, qui vivait encore sous l'autorité d'une charte pontificale, avait abandonné à peu près toute contrainte religieuse ou cléricale. Pour la liberté de l'esprit, chacun avait celle qu'il prenait. Nous devons cette libération à ceux et celles qui avaient précédé les gens de ma génération de cinq ou dix ans. Pour ceux de ma génération, il y avait encore un peu d'époussetage à faire, mais les jeux avaient été faits avant nous, par des intellectuels combatifs de la trempe des

animateurs de Cité libre, les Pelletier, Trudeau et compagnie. Nous leur devons une fière chandelle.

En juin 1956, j'ai quitté mon poste quelque peu artificiel de « documentaliste » aux HEC, pour occuper à temps complet la fonction de professeur assistant à la Faculté. Il m'a fallu m'affilier à une discipline particulière et j'ai choisi l'économie, qui n'a jamais cessé de me séduire, malgré la prétention un peu suffisante de plusieurs de ses adeptes, à cause de l'importance de son objet et aussi à cause de l'élégance, l'esthétique même, de ses schémas d'analyse.

Département de science économique, 1956-1964

En devenant prof à temps complet, il me fallait faire deux autres cours par an. J'ai été chargé pendant plusieurs années - j'ose à peine le croire, tellement je serais loin de pouvoir le faire aujourd'hui - d'un cours important, la théorie micro-économique. Il y en eut d'autres : sécurité sociale, introduction à l'économie, économie et population. Mes recherches concernaient exclusivement des problèmes de population. Je n'avais pas de mal à trouver des affinités avec mes collègues économistes ou sociologues, mais en démographie, j'étais complètement isolé, jusqu'en 1962.

Yves Martin avait suivi mes traces à l'INED et revint à l'Université Laval vers 1956, mais nous avons eu peu de contacts, jusqu'à ce que la commission Parent nous confie la tâche, en été 1962, de faire des perspectives de population scolaire, ventilée suivant les secteurs du système. Tâche difficile, car la commission n'avait pas encore décidé comment elle entendait découper le système. Mais une inconnue bien plus surnoise nous guettait : il n'y avait, en été 1962, aucun indice de la chute de la natalité qui allait balayer presque tout le monde occidental. Nous étions alors au sommet du *baby boom* et aucun démographe ne soupçonnait un pareil effondrement. Aucun, non plus, n'avait prévu le *baby boom*. Faut-il ajouter que nous avons donc donné aux écoles du Québec beaucoup d'enfants qui n'ont jamais vu le jour ! J'ai conservé une grande estime pour ce premier camarade démographe. J'ai un peu regretté, cependant, ses excursions dans la fonction

publique et les paradis sécessionnistes, mais j'ai eu le plaisir, trente ans après (1991), de réunir avec lui dans un volume, les contributions d'une quinzaine de spécialistes sur divers aspects de la population du Québec.

C'était une période idéale pour un prof. Tout était à faire, ou presque, ce qui nous donnait une grande liberté de choix, particulièrement en recherche. D'autre part, les étudiants croyaient dur comme fer que nous en savions plus qu'eux, ils nous vouvoyaient et ne portaient pas de casquettes de baseball dans les salles de cours. On me dirait que ma mémoire me fait défaut et qu'en outre les étudiants se levaient lorsque le prof entrait en classe, je le croirais ! En outre, ils acceptaient sans mot dire qu'on les soumit à de vrais examens, ce que tous mes collègues pratiquaient sans le moindre remords ni la moindre tentation de les remplacer par des travaux faits à domicile. Comme les choses ont changé ! Cela n'empêchait pas les relations étudiants-profs d'être simples et même cordiales.

Ce fut aussi une période d'expansion rapide de la Faculté des sciences sociales. Minville a dû quitter le décanat un peu avant 1960, je ne sais pour quelle raison, et un nouveau doyen descendit du ciel pour nous : Philippe Garigue, citoyen britannique et ancien officier de parachutistes de Sa Majesté, mais qui avait aussi d'autres qualités, entre autres un doctorat d'Angleterre en anthropologie, je crois. Je dis qu'il est descendu du ciel et il faut le prendre presque littéralement. Personne ne le connaissait et il y eut une espèce d'épiphanie : quelques mois avant son entrée en fonction, il s'est fait baptiser à la chapelle universitaire, pendant la cérémonie du samedi saint, en présence de fidèles nombreux, avec, comme parrain, devinez qui ? le général Vanier, qui allait devenir gouverneur général. Il faut le faire ! Je ne sais pas ce qu'il était avant de devenir catholique d'une façon aussi éclatante, décisive et convaincante.

Cela montre que si l'on s'était à peu près débarrassé du cléricisme pour l'enseignement, on ne l'était pas complètement en matière de gestion. D'autre part, l'Université avait encore un bout de chemin à faire vers la gestion collégiale par les profs. Cela allait venir peu de temps après.

Garigue était avant tout un fonceur ; j'allais dire le contraire, presque, de Minville. Ses allures parfois brusques étaient largement compensées par les effets de sa vigueur peu commune dans la création de nouveaux départements et la nomination de nouveaux professeurs. En cinq ou six ans, il a présidé à la création

de quatre départements (science politique, anthropologie, criminologie et démographie) et le corps professoral a dû au moins tripler. Il n'y avait pas assez de jeunes profs candidats sur place et cela a forcé un recrutement à l'étranger. Bénédiction ! Dans les années soixante, le tiers du corps professoral venait de l'étranger, surtout de la Belgique, de la France et de la Hongrie, mais aussi de la Bulgarie, des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Amérique latine. J'en oublie sûrement. Ces origines diverses ont grandement enrichi un milieu universitaire qui avait grand besoin de respirer l'air de la planète et cette faculté leur doit, je pense, une très grande partie de ce qu'elle a pu faire de bon.

Durant cette étape de ma carrière avec les économistes, diverses activités ont agrémenté ma vie, liées plus ou moins directement à mon métier. Voici quelques anecdotes.

L'Afrique

En été 1957, j'ai participé à un séminaire de l'Entraide mondiale universitaire, au Ghana et au Nigeria. Un bon mois avec des profs et des étudiants de plusieurs pays, sous la direction de Pierre Dansereau, l'écologiste renommé et aussi homme d'une grande culture, professeur à l'Université de Montréal à ce moment. J'ai été fasciné par l'Afrique, mais mon peu d'aisance en anglais, surtout parlé avec des accents parfois déconcertants, a réduit le profit que j'aurais pu en tirer. Une chose importante m'est arrivée : je me suis rendu compte que j'avais perdu la foi ! Autre illustration du fait que les choses les plus importantes arrivent par des accidents. Nous discussions de religion, en fin de journée, avant d'aller retrouver nos moustiquaires. Une Israélienne, supposant que j'étais catholique, me lance, comme une espèce de défi : « Croyez-vous vraiment que le Christ est présent dans une hostie ? » Je ne me rappelle pas ce que je lui ai répondu, mais je me suis rendu compte que je ne croyais pas à cela... et à pas mal d'autres choses non plus. Bien entendu, ce n'est pas cette question qui fut la cause de mon agnosticisme ; elle a mis un frein à mon refus, inconscient, de voir la réalité, la mienne du moins. Je ne suis pas devenu antireligieux pour cela. Au contraire, je pense que les croyances religieuses, quand elles ne versent pas dans le fanatisme, sont un

précieux adjuvant dans la vie, surtout à sa toute fin. Elles servent souvent d'appui, également, à l'éthique. Tant mieux pour les croyants.

En été 1961, mission en Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso) avec mon collègue André Raynauld et un inspecteur d'école du ministère de l'Éducation. Nous étions envoyés par l'UNESCO pour établir un plan qui devait conduire à la scolarisation (élémentaire) de tous les enfants en 1980, je crois. Raynauld et moi pouvions analyser des statistiques et faire un plan, mais pas une école n'était ouverte et notre inspecteur n'a pas eu grand-chose à se mettre sous la dent. Tout cela était payé par l'UNESCO, qui avait entrepris de faire ces plans un peu partout sur ce continent. Je me suis toujours demandé si cela a été utile aux enfants du Burkina Faso.

Contraception

Je m'intéressais à la diffusion des moyens contraceptifs. Les moins de cinquante ans ne peuvent imaginer le pouvoir qu'avait l'Église catholique dans ce domaine. Ils ne savent peut-être même pas la règle qu'elle imposait - et qu'elle maintient encore. Aujourd'hui, presque personne ne s'en soucie et cela n'est pas très nouveau, car déjà en 1971, une enquête a révélé que plus de 80% des femmes mariées du Québec ne se sentaient pas liées par « la morale catholique ». Mais jusqu'au début des années soixante, une très large partie des fidèles obéissaient à cette règle ou du moins s'y sentaient contraints. Elle comportait deux volets : a) on ne doit limiter le nombre de ses enfants que pour des raisons sérieuses, ce qui, heureusement, est sujet à interprétation ; b) s'il faut éviter une conception, on ne peut le faire que par des moyens dits « naturels ». À toutes fins utiles, seule la continence périodique était permise ; aucun autre moyen : ni stérilet, ni mousse, ni préservatif, ni surtout la pilule anovulante, récemment apparue. Vers la fin des années 50, quelques prêtres, dans les villes surtout, étaient prêts à mettre de l'eau dans leur vin de messe, à propos de cette intransigeance, et beaucoup de femmes catholiques de ma génération se sont mises à courir les confesseurs compatissants.

Ce n'est pas tout. Le code criminel canadien renforçait cette position d'un autre âge (les protestants l'ont partagée avec les catholiques jusqu'au début du siècle) : la loi interdisait toute propagande, publicité, ou même diffusion publique de toute méthode contraceptive. De sorte qu'un curé prêchant l'usage de la

continence périodique, au sermon du dimanche, était susceptible de se faire arrêter. La loi n'était pas appliquée, mais on n'osait pas toucher à cela... jusqu'à ce que Pierre Elliot Trudeau, ministre de la Justice, débarrassât le pays de cet anachronisme vers 1966.

C'est dans ce contexte que je m'étais joint à d'autres, pour lutter en faveur de la liberté dans ce domaine. C'était fort mal vu de bien du monde. Je me souviens de la remarque d'un aîné, journaliste fort épris de liberté, à qui je disais que j'avais l'intention de préconiser la liberté d'accès à la contraception à une émission de télévision - au temps où Radio-Canada faisait des débats et non seulement des spectacles. « Hé ! ben, mon vieux, me réplique-t-il, tu vas te mettre à dos tous les nationalistes ! » Bon, tant pis, les nationalistes ne m'ont jamais empêché de dormir. Il n'y eut pas de réaction ; peut-être commençaient-ils déjà à oublier qu'une nation forte doit avoir une démographie vigoureuse.

C'est à des actions de ce genre que se limitaient mes « combats ». À l'occasion d'une séance de discussion organisée par l'Institut canadien des affaires publiques, j'avais proposé que cette liberté de concevoir fût accessible aux populations du tiers monde. Quelques jours après, je fus convoqué par le recteur Lussier : un dévot, irlandais je crois et étranger à l'Université, s'était plaint qu'un professeur d'une université catholique osât faire une telle proposition. Le recteur ne m'a pas réprimandé, ne m'a pas demandé de me rétracter. Il ne m'a d'ailleurs rien demandé du tout, de sorte que je n'ai jamais su pourquoi il m'avait convoqué. Sans doute s'était-il engagé à le faire auprès de son plaignant.

Je n'appelle pas cela une entorse à la liberté universitaire. Tout simplement un décor administratif qui n'était pas encore tout à fait adapté aux temps nouveaux.

L'APUM et le dépoussiérage de l'Université

Au cours des années 1959-1965, j'ai été secrétaire, vice-président, puis président de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal (APUM). C'est grâce à cette association que les professeurs avaient obtenu un système de pensions, en 1956, puis réussi à négocier une échelle de salaires, vers 1959, peu de temps avant la mort de Duplessis. Non seulement les salaires de cette

université étaient parmi les plus faibles du Canada, mais une incongruité notable les caractérisait : les femmes, les prêtres et les religieux avaient un traitement nettement inférieur à celui des hommes. Doctrine sociale de l'Église, sans doute. Ce n'est pas Duplessis qui accorda la première échelle de salaires. Il avait refusé de le faire auparavant, car il ne voyait pas pourquoi il y avait des profs qui faisaient ce métier à plein temps : lorsqu'il était étudiant en droit, lui, les cours étaient donnés le matin et en fin d'après-midi par des praticiens qui gagnaient leur vie avec leurs honoraires. Le ministre Paul Sauvé, responsable de cette question, a pris ensuite l'affaire en main. Sa réponse, devant le tableau des salaires des universités canadiennes : « Je ne peux pas vous donner Toronto, mais seriez-vous satisfaits des salaires de Queen's ? Mon traitement a augmenté d'un quart entre 1959 et 1960.

En 1960-1961, les profs des universités Laval et de Montréal se sont engagés dans un combat singulier. La Société de Jésus demandait au gouvernement de la Province le droit de transformer ses deux collèges de Montréal en université, en alléguant des motifs dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'étaient pas convaincants. Où donc mes chers jésuites voulaient-ils nous amener ? L'Université de Montréal sortait à peine des limbes et commençait à peine à ressembler à une véritable université. Mis à part quelques collèges classiques qui ne cachaient pas leur envie d'en faire autant, tout ce qui pensait dans le territoire franco-qubécois trouvait peu opportun de se lancer dans une pareille aventure avant qu'une commission royale d'enquête, dont la mise sur pied était imminente, n'eut tenté de mettre de l'ordre dans l'ensemble du système d'enseignement. C'était d'ailleurs la position des professeurs : ils témoignaient volontiers de leur admiration pour l'enseignement des jésuites ; ils ne prétendaient pas qu'il n'y avait pas place pour une deuxième université de langue française à Montréal ; ils ne se sont pas lancés non plus, facile accusation, dans une lutte anticléricale ; ils demandaient seulement aux intéressés de surseoir à leur projet, « jusqu'à ce qu'une commission d'enquête sur l'éducation ait pris connaissance de la situation dans tous les secteurs de l'enseignement, et présente un rapport au gouvernement de la province de Québec. » Cette phrase est tirée de la préface de Léon Lortie au livre préparé par les profs de l'Université de Montréal, *L'Université dit non aux Jésuites* (Éditions de l'homme, 1961). J'ai eu l'occasion de montrer, dans ce pamphlet, que les véritables étudiants de l'Université de Montréal ne se chiffraient pas à 24 000,

comme on le prétendait, mais à 5 500 à temps complet et 700 à temps partiel. Et encore, cela comprenait des écoles professionnelles peu fréquentées qui atteignaient à peine la masse critique.

Ce n'est pas de gaieté de coeur que je me suis résolu à combattre, si l'on veut, des hommes à qui je devais beaucoup. Ce n'était cependant pas la dernière fois que j'allais être amené à contrer des personnes pour lesquelles j'éprouvais de l'estime et même de l'affection.

En toute honnêteté, il me faut préciser que les jésuites savent faire des additions et que le passage de 24 000 à 6 200 n'est pas une erreur de calcul. À cette époque, l'Université de Montréal était affublée d'une kyrielle d'écoles affiliées dont les programmes d'études n'avaient pas grand-chose et souvent rien à voir avec ce niveau d'enseignement. « Nous touchons du doigt, avait écrit Gérard Filion, directeur du *Devoir* à l'époque, une des anomalies des universités nord-américaines. Elles se sont engagées dans toutes sortes d'aventures pédagogiques qui relèvent proprement de l'enseignement technique et secondaire. » Il continue : « N'y eut-il pas un temps où l'École des barbiers était affiliée à l'Université de Montréal ? » La proposition des Jésuites fit long feu.

Derrière ces événements et plus profondément, une idée impie se répandait : après tout, l'université est d'abord l'affaire des professeurs ; ce sont eux, principalement, qui font qu'une université est bonne ou médiocre. Il faut se méfier du corporatisme, des abus et du peu de talent que manifestent les intellectuels pour gérer leurs affaires. Mais il eût été normal, par exemple, que les profs donnent leur agrément ou à tout le moins leur avis sur les nominations à des postes de gestion, à commencer par le recteur et les doyens.

Or, la charte pontificale qui nous gérait donnait à l'archevêque de Montréal le pouvoir de nommer le recteur, qui avait toujours été un ecclésiastique. Ce pouvoir, le cardinal Paul-Émile Léger entendit bien l'exercer comme tous ses prédécesseurs, lorsqu'il s'est agi de remplacer Mgr Lussier, vers 1964. Mais il avait, cette fois, l'intention de nommer un laïc et le bruit courait qu'il avait choisi un homme remarquable, ancien prof de chimie à Laval et à ce moment au service d'une importante entreprise pharmaceutique. L'idée de nommer un ancien professeur paraissait relever du plus élémentaire bon sens et il faut bien dire que le choix du cardinal était heureux. Mais les professeurs étaient offusqués de

n'avoir pas eu l'occasion de faire valoir leur opinion. De quoi se plaignaient donc ces enfants prétentieux ? On leur trouve, sans qu'ils aient à chercher, un excellent recteur, laïc de surcroît, et ils regimbent ! L'APUM a tenu une élection pour désigner le candidat de son choix et l'a présenté au cardinal, à l'occasion d'une visite des représentants de l'APUM à son palais. Il allait réfléchir, nous a-t-il dit. Mais c'était évidemment tout réfléchi d'avance et le recteur Roger Gaudry a été nommé. À vrai dire, nous n'avions rien contre lui, mais nous digérions mal la procédure. J'étais devenu président de l'association des profs, entre temps, et j'ai dû faire savoir par lettre au cardinal, sans ménagement, la déception de mes collègues et leur sentiment d'avoir été trompés. Il n'a pas apprécié.

Nous vivions donc sous l'empire d'une charte qui donnait au gouvernement le pouvoir de nommer la majorité des membres du Conseil des gouverneurs, autorité suprême de la maison, sauf en matière de théologie et de philosophie, deux facultés dites canoniques. C'est à cause de cette charte, par exemple, qu'il n'était pas question de nommer Pierre Elliot Trudeau professeur de droit ou d'autre chose ; les pouvoirs jumelés s'y opposaient. J'étais président de l'APUM, lorsqu'on apprit, par hasard, que les gouverneurs étaient en train de préparer en douce une nouvelle charte. Les professeurs étaient outrés ; ils sont partis en guerre contre cette combine et l'ont fait échouer. Un comité formé de membres de la direction et de professeurs a repris l'affaire à zéro et, au bout de quelques années, a fait approuver par l'Assemblée législative une nouvelle charte qui donnait une bonne dose d'autorité aux professeurs, particulièrement en matière universitaire. En outre, l'Université de Montréal devenait laïque, sauf la Faculté de théologie. Et la nouvelle charte ne permettait plus la descente du ciel d'un doyen inconnu, si prométhéen fût-il.

En marge de ma tâche principale

La vie d'un prof d'université comporte parfois des activités latérales, proches ou éloignées de son métier. Pendant cette période, en restant assez près de mon métier, j'ai collaboré à la mise sur pied d'un programme de formation en administration hospitalière (j'y ai donné un cours de statistiques), sous la direction

enthousiaste d'un homme fort entreprenant, le docteur Gérard LaSalle, qui allait un peu plus tard fonder la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

J'ai aussi donné pendant quelques années un cours d'économie politique à des adultes qui faisaient sur le tard un baccalauréat ès arts (le diplôme qui coiffait les études classiques). La plupart de ces adultes étaient des instituteurs qui recherchaient ainsi, outre l'accroissement de leurs connaissances, un accroissement de salaire. Cela n'en faisait pas des passionnés de la science économique et je me suis souvent demandé si le rendement intellectuel de ce type de « perfectionnement » valait son prix. Mon pari irait plutôt du côté positif

Autre distraction : on avait souvent, à cette époque, l'occasion de faire des conférences dans les collèges classiques, sous les auspices de l'ACFAS et j'ai fait ma première expérience de conduite automobile (vers l'âge de 32 ans) à la campagne, en allant à celui de l'Assomption. Aller et retour sur quatre roues.

Il y avait, par ailleurs, des auditeurs adultes fort stimulants. Les syndicats, particulièrement l'ancêtre de la CSN, faisaient alors moins de politique et plus d'éducation et j'ai souvent eu le plaisir de faire des exposés à des adultes, souvent à l'invitation de mon ami Jean-Paul Lefebvre. Les adultes étaient en général beaucoup plus exigeants que les étudiants, et cela est encore plus vrai aujourd'hui. Ils veulent comprendre, désirent des réponses à leurs questions. C'est parfois naïf, mais on a l'impression de répondre à un besoin. Et ils vous remercient ou vous applaudissent à la fin de la discussion.

Plus loin de mon métier, j'ai fait aussi de la radio et de la télévision, surtout à titre d'animateur. Tout se faisait « en direct » ; c'est plus stressant, surtout à cause du chronométrage, que les enregistrements qui permettent des reprises ou des coupures ; c'est aussi nécessairement honnête. on ne charcute pas les réponses de l'interviewe, comme on le fait aujourd'hui.

Qui voulait travailler ne manquait pas d'occasions. Ce qui me frappe le plus, lorsque je me rappelle ces dix premières années de ma carrière, c'est l'abondance des sollicitations dont nous étions l'objet. Parfois pour des études assez utilitaires : on m'a demandé, par exemple, à deux reprises, de démontrer que le diocèse de Saint-X pouvait ou devait être divisé en deux ! Dans le premier cas, un groupe de fidèles supportait mal son évêque ; dans l'autre, c'étaient des francophones qui se sentaient persécutés par un évêque irlandais.

Ce sont là des exemples un peu extrêmes qui ne faisaient guère « avancer la science », comme on dit. C'est tout à fait vrai, mais ces études très mineures me mettaient en contact avec des gens intéressants et constituaient des exercices méthodologiques qui pouvaient aiguïser le sens de la débrouillardise. Ce n'est pas négligeable pour un chercheur. La plupart du temps, cependant, les études qu'on m'a demandé de faire étaient plus significatives. Deux m'ont passablement occupé.

La première m'a donné l'occasion de connaître enfin mon seul collègue québécois, Yves Martin, alors professeur au Département de sociologie de Laval ; nous avons passé un été (en 1962) à préparer des perspectives de population scolaire pour la commission Parent. Ce fut le début d'une amitié qui dure toujours. Évidemment, les naissances futures que nous avions prévues alors dépassaient largement ce qui a été observé par la suite. C'est moi qui étais chargé de ce morceau et j'en prends la responsabilité, mais j'ai une excuse : tous les démographes du monde industrialisé ont été pris au dépourvu par l'effondrement de la natalité qui a suivi et dont nous n'avions aucun signe en 1962.

Plus considérable et plus fondamentale fut la deuxième étude. Statistique Canada avait décidé de répéter, à l'occasion du recensement de 1961, une entreprise fort louable déjà réalisée en 1931 et en 1941 : confier à des chercheurs l'analyse de certains phénomènes importants et pour lesquels les recensements fournissent des informations abondantes. On me demanda de rédiger la « monographie de recensement » qui traiterait de la fécondité. Statistique Canada ne lésinait pas sur les moyens : tableaux spéciaux, calculs, assistants de recherche de divers niveaux, dactylographie, consultation de spécialistes, tout était accessible. Et l'on nous payait en plus ! Je dis « nous » parce que près d'une dizaine de ces monographies étaient planifiées pour autant d'auteurs, dont plusieurs n'étaient pas membres de Stat Can. Il y eut quelque retard dans la préparation des tableaux provenant du recensement de 1961, ce qui était l'essentiel de mes informations - on dit aujourd'hui « les données ». Cela m'a donné le temps de faire un assez long chapitre historique qui n'était pas prévu, mais qui a été souvent cité dans la suite.

Cette monographie fut le plus important des travaux que j'ai faits en liaison avec Statistique Canada. J'ai toujours trouvé agréable et fructueux de répondre aux invitations de cet organisme à collaborer, sous diverses formes, à ses activités : études plus courtes, examen critique de ses travaux, participation à des

comités de consultation. D'autres organismes fédéraux m'ont aussi invité, à l'occasion, à apporter ma contribution à titre de démographe. Du côté de la fonction publique québécoise, à part la commission Parent, qui est d'ailleurs étrangère à la fonction publique, on semble être tout à fait sûr de ses moyens et de ses idées. L'autosuffisance règne. Et pourtant, que d'études intéressantes auraient pu être réalisées en combinant les informations des fonctionnaires et le potentiel que représentent les profs et leurs étudiants ! Je viens d'entendre Guy Rocher, à la radio, souligner cette habitude des fonctionnaires du Québec de travailler en cercle fermé.

Au cours de ces dix ans passés au sein du Département d'économie, j'ai eu l'occasion d'aborder bien des sujets, sans que je puisse parler de recherche un tant soit peu prolongée : sécurité sociale (1955), besoin de logements (1956), prestations familiales (1965), histoire de la population canadienne-française (1957, 1960), tiers monde (1960), population active (1961), évolution des groupes ethniques et linguistiques au Canada (1962). Ce dernier sujet allait dans la suite m'occuper de bien des façons.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 6

Les premiers pas du Département de démographie (1964-1973)

[Retour à la table des matières](#)

Pendant tout ce temps, je ne perdais pas de vue la création éventuelle d'un centre ou d'un département dont les membres se consacraient à l'étude de la population. Le doyen Garigue, qui venait de mettre au monde trois départements en quatre ou cinq ans, accepta vers 1963 de faire les premières démarches. Comme tout le reste, ce genre de choses n'était pas à l'époque très codifié et l'on ne savait pas ce qui pouvait se tramer entre le recteur et le doyen, ni comment les crédits étaient obtenus. Je me rappelle seulement que la création d'une unité de démographie fut soumise au conseil de la Faculté, que les économistes n'étaient pas très chauds, mais que les sociologues - Guy Rocher en particulier - étaient favorables. Personne n'était contre la démographie, mais on se demandait s'il était préférable de constituer une unité autonome ou d'associer la démographie à un département existant. On décida de créer une nouvelle unité. Suivant le rituel de l'époque, on créa d'abord, pour l'année scolaire 1964-1965, une « Section de démographie », puis un an après, un Département.

Je me demande encore si, en principe, nos recherches et notre enseignement n'auraient pas été enrichis par des liens plus organiques avec la sociologie, l'économique, ou les deux. Question assez théorique, car en pratique, les

départements de cette Faculté - et de l'Université dans son ensemble - étaient tellement cloisonnés, tellement peu ouverts aux autres disciplines, que nous aurions probablement été écrasés par les plus gros, dans cette atmosphère de tribalisme intellectuel. Soyons honnêtes : tout en protestant contre ce tribalisme, les démographes l'ont pratiqué aussi.

Nous avons commencé très modestement. Le corps professoral comportait trois profs (moi compris) pour la première année. J'avais convaincu sans mal Hubert Charbonneau de se joindre à moi. Il était déjà professeur ou chargé de cours au Département de géographie, avait déjà fait un séjour à l'INED et venait de suivre un programme de formation en démographie, programme qu'offrait depuis peu de temps l'Université de Paris. Il n'y avait personne d'autre sur place. Mais les Inédiens (entendez les chercheurs de l'Institut national d'études démographiques de Paris) ont toujours été d'une grande générosité à notre égard et l'un d'eux, Jean-Noël Biraben, accepta de venir passer un an chez nous avec sa famille, qui comptait quatre jeunes enfants. Il était médecin de formation, curieux de tout et, sans abandonner son intérêt pour les maladies humaines, il cultivait une passion pour tout ce qui était chiffré, en particulier en matière d'histoire. Sa carrière fut d'ailleurs axée sur l'étude des grandes épidémies et l'histoire de la population. Sa contribution était essentielle au lancement de notre programme. Du moins en principe...

Car en réalité, en septembre 1964, il n'y avait qu'un étudiant inscrit à notre programme. Il a échoué à ses premiers cours et nous lui avons donné congé en décembre de la même année. Nous n'avions plus d'étudiants, c'était dommage, mais cela n'inquiéta nullement, me semble-t-il, aucun de mes collègues ni moi non plus. Nos cours n'étaient d'ailleurs pas destinés qu'à nos propres étudiants et nous n'étions pas chômeurs pour autant.

Ce plus que modeste lancement m'a facilité les choses, car en 1964-1965, j'étais président de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal et nous avions quelques batailles importantes à mener. À cette époque pré-syndicataire bénie, l'Association n'avait pas de personnel, sauf une secrétaire à temps très partiel. Personne ne pensait, d'ailleurs, à bureaucratiser notre action et à l'engoncer dans les rituels corporatistes. Cela a été fait plus tard, avec la transformation de l'Association en syndicat bon chic bon genre. Cette enflure

verbo-revendicatrice n'a rien ajouté à l'efficacité collective des professeurs, ni à leur bien-être matériel, mais elle a coûté beaucoup plus cher en cotisations.

Il est peu intéressant de suivre les péripéties de l'élaboration des programmes que nous avons offerts. À cette époque, la faculté modifiait souvent ses régimes pédagogiques, pour s'adapter à la mouvance du système d'enseignement de la Province, et nous en avons subi les contrecoups. Il suffira de dire que, comme dans les autres centres universitaires consacrés à la démographie dans le monde, nous étions fortement axés sur l'entraînement à la recherche, c'est-à-dire sur un programme de maîtrise, puis plus tard de doctorat. Mais nous avons également eu un programme de niveau baccalauréat, sous diverses formes ; il équivalait à une année d'études et constituait un « mineur » qui pouvait être associé à des programmes d'autres disciplines ; il constituait aussi la formation de base des étudiants qui désiraient obtenir une maîtrise en démographie.

J'ai été directeur de ce Département pendant neuf ans et je fus soulagé en transmettant la fonction à d'autres. À l'Université de Montréal, c'était un travail un peu ingrat et ça l'est probablement encore. Certaines tâches ne manquent certes pas d'intérêt : élaborer un programme, voir à la distribution des cours et autres travaux entre les profs, par exemple. Mais que de perte de temps dans les réunions de comités ! Ils foisonnaient aux divers paliers de l'administration universitaire, occasions pernicieuses d'encourager les profs à s'adonner à un de leurs vices les plus chers, couper les cheveux en quatre, sans jamais prendre de décisions. La culture cartésienne est à cet égard une calamité. Temps perdu aussi à rédiger des rapports inutiles, car il faut bien alimenter ces comités, commissions et conseils ! Quand on est incapable d'agir, on se lance dans le verbiage. Lorsque je me suis libéré de la direction, nos trois programmes étaient en marche (mineur, maîtrise et doctorat) et le corps professoral était à peu près constitué : sept des neuf professeurs qui étaient en poste vingt ans plus tard, quand j'ai quitté l'Université, étaient déjà là en 1973.

L'établissement du corps professoral ne fut pas facile. Deux Canadiens formés à l'*INED*, Hubert Charbonneau et Jacques Légaré, ont vite poussé à la roue, mais ils n'ont obtenu leur doctorat que plus tard, ce qui était pour eux un handicap désagréable, compte tenu du mythe doctoralisant cultivé dans les universités. Il fallait de toute évidence recruter ailleurs et nous avons trouvé d'excellents professeurs... temporairement. Entre 1964 et 1971, six sont venus de cinq pays

différents. Un seul, Yves Péron, scientifique breton d'une finesse et d'une limpidité remarquables, est resté jusqu'à la fin de sa carrière ; les cinq autres nous ont quittés au bout de deux ans en moyenne. Personne n'a pleuré le départ de l'un d'eux. J'ai regretté amèrement la quasi-expulsion d'un deuxième, qui a été ni plus ni moins que chassé par l'intolérance des autres et qui a fait une carrière remarquable ailleurs dans la suite. Les trois autres sont partis pour des raisons personnelles. L'un d'entre eux, Gérard Frinking, un Hollandais aux talents multiples et qui avait six rejetons, a trouvé que le Canada avait bien peu d'égards pour les enfants et manifestait une grande pingrerie en matière d'allocations familiales. Qui le contredirait ? Une autre, Susana Torrado, sociologue latino-américaine dont le coeur était à gauche, comme il se doit, s'est conformée à ce qu'elle nous avait honnêtement annoncé dès son arrivée : qu'elle retournerait en Argentine quand ce serait possible pour elle d'y travailler. Quant au troisième, Walter Mertens, Flamand fort entreprenant et porté à l'action, il tenait difficilement en place et a bourlingué dans tous les continents en combinant enseignement et gestion de recherches dans le tiers monde.

À une exception près, nous avons tiré un grand profit de leur court séjour et leur départ précoce fut regrettable, car ils avaient une excellente formation en sciences sociales et ils pratiquaient la démographie en y associant une sensibilité constante aux problèmes de leur société, et en utilisant des moyens de réflexion ou d'analyse empruntés à l'économie ou à la sociologie. Bref, ils pratiquaient une *démographie large*, ce qui n'était pas le cas des démographes canadiens formés en France, lesquels ne s'éloignaient jamais beaucoup de ce qu'on peut appeler la *démométrie*. Parlons-en un peu.

Un débat permanent : quelle démographie ?

La distinction que je viens de faire entre *démométrie* et *démographie large*, correspond à une préoccupation constante de toute ma carrière de professeur. Je m'en explique rapidement et en simplifiant. La démographie française s'est illustrée principalement par la contribution de plusieurs chercheurs de très haut calibre à la *démométrie*. Celle-ci est au coeur de notre discipline et consiste essentiellement en deux éléments : a) mesurer l'évolution de quelques

phénomènes fondamentaux comme les naissances, mariages, divorces, décès, migrations et composition par âge ; b) calculer les relations arithmétiques entre ces divers phénomènes. Je simplifie un peu, mais c'est là l'essentiel. La démométrie est la base de la démographie et elle est aussi, pour employer une expression à la mode, incontournable ; et lorsqu'on essaie de la contourner, on se met les pieds dans le plat. Mais qu'est-ce donc que *le reste* de la démographie ? C'est l'ensemble des questions, des méthodes d'analyse et des embryons de réponses auxquelles on aboutit lorsqu'on aborde deux types d'interrogation à propos des phénomènes énumérés plus haut : a) pourquoi les choses se passent-elles ainsi ? b) quelles en sont les conséquences sur la vie de la société ?

Il va sans dire que le deuxième morceau est beaucoup plus vaste, moins bien défini, beaucoup plus difficile, que le premier. On est alors en pleines sciences sociales et une bonne partie de la réalité échappe à l'observation, sans compter l'extrême complexité des relations entre les éléments en cause. Il va de soi aussi que personne n'est apte à maîtriser le vingtième d'un pareil champ de connaissance. Et quand on se propose de pratiquer cette démographie large (parfois appelée sociale ou qualitative), on risque fort de faire face à l'aventure. Malgré les dangers - qui après tout ne sont que ceux de toutes les sciences sociales -, c'est ce que pratiquent la majorité des démographes du monde, y compris certains des plus illustres. C'est le cas des Sauvy, Bourgeois-Pichat, ou Keyfitz, dont j'ai déjà parlé. Mais en France, ce vaste champ de la démographie était, il y a trente ans, rarement exploré, ce qui d'ailleurs reflétait bien la faiblesse des sciences sociales en France. Depuis, elles se sont libérées de la tutelle de la philosophie et du droit.

À cause de leur formation française, la plupart de mes collègues « sédentaires » étaient plus à l'aise dans le domaine de la démométrie. Leur première formation (mathématiques ou géographie) ne les poussait guère vers la démographie large, et le caractère « aventurier » des sciences sociales leur répugnait sans doute quelque peu. Il faut dire qu'en revanche, la démométrie est fascinante par la finesse de son arsenal méthodologique ; elle en est même rassurante et confortable. L'un des démographes qui m'ont le plus inspiré, Nathan Keyfitz, nous a sagement alertés à ce sujet, lors d'un séminaire : toute discipline scientifique, disait-il, a tendance à se transformer en technique ; et il faut sans cesse lutter contre ce penchant. Ce fut probablement mon combat le plus constant.

Bien entendu, j'admets sans mal que certains démographes bâtissent leur carrière sur la démométrie, surtout s'ils innovent ou sont astucieux. Il y en a d'admirables, à commencer par Louis Henry, qui a dirigé ma thèse. Mon souci concerne exclusivement l'équilibre qu'il faut préserver dans une équipe. Il faut en effet qu'à l'université, une discipline quelconque soit enseignée et pratiquée dans son ensemble et non seulement dans sa partie la plus technique et la plus rassurante.

Je ne crois pas beaucoup aux vertus des définitions ; les mauvaises sont certainement nuisibles ; les bonnes sont parfois utiles. On définit souvent la démographie comme étant l'étude quantitative des populations humaines. Cela ne veut pas dire grand-chose. Je me suis fait ma propre définition, en m'inspirant de la définition de la science économique que je tiens de mon professeur Roger Dehem : la démographie est l'interprétation du comportement humain pour ce qui concerne la reproduction de la population et sa répartition territoriale. Il reste à définir « interprétation », ce que je n'essaierai pas de faire ici. L'important est que le mot y soit. On ne risque pas alors de confondre cette discipline avec des tableaux de statistiques ! « Avez-vous des statistiques sur la population future ? » me demande un journaliste. La démographie n'est pas un recueil de tableaux ; elle est une science qui essaie de comprendre pourquoi les choses se passent de telle ou telle façon. Quand j'ai quitté la direction du Département, il y avait quatre démomètres sur huit professeurs ; ce n'était pas loin d'un bon équilibre, mais j'eusse préféré, peut-être...

Le concours des professeurs invités

Ce petit Département a profité, au cours de ses trente ans d'existence, de la contribution d'un très grand nombre de professeurs et chercheurs extérieurs à l'Université de Montréal, qui se sont chargés des pièces manquantes. Je veux saluer d'abord celles et ceux qui ont accepté de quitter leur lieu de travail et souvent leur famille pendant plusieurs semaines, parfois quelques mois, pour donner un cours. Avec le régime des années sabbatiques, les trous sont fréquents et un corps professoral de huit profs ne peut pas toujours jouer à la chaise musicale d'une façon décente. Il faut quelques substituts. À ce point de vue - et à

d'autres -, la direction de l'Université de Montréal a été généreuse. Un an sur deux, nous avons ainsi un visiteur de qualité que nous côtoyons pendant plusieurs semaines. En outre, de très nombreux conférenciers sont venus semer leurs idées, au hasard d'un passage à Montréal ou d'une invitation.

La France

C'est de France que sont venus les premiers. J'ai déjà mentionné Jean-Noël Biraben, Louis Henry et Alfred Sauvy, tous de l'INED. De la même source venait l'étincelante spécialiste de l'histoire des idées en matière de population, de même que des politiques, Jacqueline Hecht, venue nous dépanner à plusieurs reprises. Au tout début de sa carrière, Patrick Festy, un chercheur à la rigueur aussi discrète que convaincante, a eu la brillante idée de faire chez nous son « service militaire », à titre de coopérant. Cela m'a valu un collaborateur inestimable pour la préparation de notre premier sondage sur la fécondité. C'était en 1970 ; il est aujourd'hui directeur de l'INED. Guy Meublat, lui, venait d'ailleurs : économiste et démographe, il était professeur à l'une des universités parisiennes. La France est certainement le pays qui nous a offert le plus grand nombre de conférenciers de passage, pas moins d'une vingtaine. C'est aussi le pays qui a le plus influencé l'activité intellectuelle du Département de démographie de l'Université de Montréal. On parle de démographie française. Je veux bien, si l'on veut dire par là que, suivant les compétences et les traditions, les démographes français ont cultivé principalement certains secteurs et qu'ils ont été plus faibles dans d'autres. Mais l'expression « école française de démographie » m'a toujours paru excessive. D'ailleurs, il me semble qu'avec le temps, les équipes des pays importants se ressemblent de plus en plus.

Roland Pressat

Il faut faire une place particulière à Roland Pressat, qui a passé quatre ou cinq ans comme professeur « extraordinaire ». Ce fut un autre cadeau de l'Université... et de Pressat lui-même. Analyste perspicace et prolifique, il fait partie des grands

de l'INED. Auteur d'un traité de démométrie remarquable par sa limpidité, sa concision, sa rigueur et son élégance, il faisait ses exposés comme je n'en ai jamais vus : on avait l'impression de voir un cerveau en action. Et quelle langue, aussi bien dans ses écrits que dans les conversations les plus ordinaires ! Il est pour moi la plus belle illustration que pour penser correctement, il faut maîtriser sa langue.

Le plus récent service qu'il a rendu à l'Université de Montréal lui a laissé un goût amer. Il a accepté de présider un jury de mémoire de maîtrise constitué exceptionnellement de trois professeurs extérieurs à l'Université de Montréal. Le mémoire a été rejeté par deux des trois membres avec justifications claires et convaincantes, et l'affaire aurait dû être close là. Mais l'étudiant, que je ne connais pas et qu'aucun membre du jury n'a jamais vu, a porté plainte auprès de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, prétextant avoir été l'objet de discrimination raciale.

Je comprends à moitié le désarroi de l'étudiant (ce type de réaction n'est pas rare) et ce n'est pas surtout lui que je blâme. Ce qui me confond et, pour tout dire, ce dont j'ai honte, c'est le style du sbire qui s'est précipité sur ce qu'il pensait sans doute être une belle proie. Sans ménagement, sans excuses, mon collègue Pressat, sommité de la démographie française, a été mis en demeure de répondre à des questions dont l'allure ressemble assez à celles d'un procureur essayant de faire avouer un malfrat. Je rappelle qu'on pose ces questions à un professeur étranger qui a eu la générosité de faire une tâche dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle fut ingrate. Voici un échantillon du style de notre inquisiteur :

- Pourriez-vous nous expliquer comment les délibérations se sont déroulées lors de la conférence téléphonique de... en présence de Monsieur X ? Pourquoi une partie des discussions s'est déroulée (sic) en anglais et quels sont (sic) les points discutés ?

Notons en passant la perspicacité de l'inquisiteur, qui ne devine pas que Messieurs A et B, membres du jury de langue anglaise, auraient probablement été très mal à l'aise pour exprimer en français des commentaires qui exigent de la précision et parfois des nuances. Une telle suspicion est indigne et un tel ton proprement inconvenant, surtout quand il s'agit d'un savant étranger dont la compétence et la probité sont inattaquables. Cette outrecuidance m'a incité à

protester dans *La Presse*, par un court article dans lequel aucun nom n'était mentionné. Il n'est jamais paru.

La Belgique

Les Wallons ressemblent à bien des égards aux Canadiens français. Nous partageons la langue française - ils la parlent cependant beaucoup mieux que nous -, une certaine simplicité, une façon de ne pas se prendre trop au sérieux, de la chaleur, avec en plus des querelles linguistiques et tribales. Mais ils ont la finesse, la politesse et le savoir-vivre européens, que nous n'avons malheureusement pas. Ils sont plus traditionnels que nous et l'institution familiale tient encore une place importante chez eux.

La Belgique nous avait fourni, en passant par l'Université de Chicago, notre premier professeur régulier étranger, Walter Mertens, un ami avec lequel j'ai gardé contact. Elle nous a en outre prêté pas moins de six de ses professeurs. L'historien Étienne Hélin, que j'ai peu connu, était rattaché à l'Université de Liège. Tous les autres étaient de l'Université catholique de Louvain : Josiane Duchêne, Christiane Wattelart et Guillaume Wunsch ont remplacé à tour de rôle nos professeurs démomètres en congé ; Michel Loriaux, intellectuel enflammé, grand producteur d'études, de paroles et d'idées surprenantes, est venu nous secouer avec sa bouillonnante jovialité. J'ai eu l'occasion de faire un débat sur le vieillissement, avec et contre lui, dans la revue *Population*. Éric Vilkin est presque son contraire et son calme convient bien à sa spécialité, l'histoire.

Le Département de démographie de Louvain est notre jumeau. Il est né peu de temps après celui de l'Université de Montréal et un accord de coopération lie les deux départements. Les échanges étaient fréquents naguère ; mais cela coûte quelques sous et aujourd'hui, il n'y a de fonds que pour les pays en développement, la prétendue écologie et les entreprises à connotation féministe. C'est d'ailleurs en grande partie aux fonds destinés aux pays pauvres que nos deux départements doivent leur survie : sans les étudiants africains, le nombre de nos étudiants laisserait songeurs nos administrateurs !

Ces professeurs étrangers courent certains risques inattendus. Wunsch, de Louvain, a dû affronter, à Montréal, un étudiant zaïrois qui protesta contre l'obligation où il se trouvait de suivre un cours donné par un ancien colonisateur. Il tombait mal. D'abord, mon collègue n'a rien d'un propriétaire de mines ; en outre, il est né au Canada, a vécu dans plusieurs pays et c'est presque par accident qu'il est belge !

Le Canada

Du Canada, sont venus nous assister temporairement : Nathan Keyfitz, dont j'ai déjà parlé et qui n'est américain que par accident, lui aussi ; Ian Pool, néo-zélandais d'origine, francophile comme Keyfitz, qui a longtemps séjourné au Canada, qui respire l'élégance et la pondération et avec lequel j'ai eu le plaisir de travailler un été, à Statistique Canada ; Alan Simmons, spécialiste de l'Amérique latine et esprit pénétrant, maintenant à la York University ; Marc Termote, un voisin, puisqu'il est prof à l'UQAM, spécialiste de l'immigration et de la démologuistique, qui nous épaula régulièrement ; et quelques-uns de nos anciens étudiants : Claude Dionne, chef de la démographie au Bureau de la statistique du Québec ; Réjean Lachapelle, qui occupe la même fonction à Statistique Canada ; Jean Dumas, de Statistique Canada également.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 7

Enseignement

[Retour à la table des matières](#)

J'ai toujours aimé l'enseignement. Contrairement à beaucoup de mes collègues, qui l'aimaient bien aussi, mais qui faisaient tout pour réduire cette partie de leur tâche, je n'ai pas tenté de me dérober devant ce devoir majeur de tout professeur. Je comprends facilement mes collègues, car autant il est agréable de se plonger dans une étude ou de discuter du travail personnel d'un étudiant intelligent et ardent, autant il est onéreux de « faire des cours ». D'une part, cela demande beaucoup de travail de préparation ; d'autre part, l'inertie de la majorité des étudiants dans les salles de cours, du moins au baccalauréat, est devenue de plus en plus difficile à vaincre. J'ai du mal à accepter qu'à l'université, il faille stimuler les étudiants par autre chose que la présentation de questions ou d'analyses intéressantes, à l'aide d'un discours clair. Tant mieux si le prof est un peu comédien et réussit à annuler les effets de la digestion du déjeuner. Mais si un étudiant n'est pas stimulé d'abord par sa curiosité intellectuelle, que fait-il à l'université ? On manque de tourneurs et de mécaniciens dans nos usines !

Les cours ne présentent d'ailleurs pas tous les mêmes exigences, loin de là. Il y a une différence énorme, par exemple, entre un cours « méthodologique » et un cours d'« interprétation du réel ». J'ai fait régulièrement les deux sortes de cours. Les cours méthodologiques sont principalement faits de logique, qu'on a en tête

de façon permanente, et quand on maîtrise la méthode en cause, il est facile de la servir, les mains dans les poches, presque sans notes ; en outre, sauf s'il s'agit d'un cours sur des méthodes de pointe, il n'y a pas grand-chose de nouveau sous le soleil chaque année. C'est le cas des cours de mathématiques, de statistique et de méthode démométrique. À l'opposé, les cours portant principalement sur les faits et leur interprétation (un cours d'histoire, un cours sur les migrations, par exemple) exigent une documentation considérable et des lectures assez nombreuses, car il y a sans cesse de nouveaux faits et surtout de nouvelles interprétations. Il ne faut pas pour autant mépriser ce qui a été publié il y a plus de dix ans, comme le souhaiteraient, semble-t-il, certains étudiants épris de la dernière mode. J'imagine qu'au cégep, on leur a fait croire qu'en littérature française, il n'y a rien d'intéressant avant Yves Beauchemin et Michel Tremblay. Les choses s'enchaînent et les idées saugrenues de nos hyperpédagogues du Ministère ont des effets néfastes à long terme.

Tensions

Pour la majorité des étudiants, un professeur est d'abord un arrosoir dispensateur de connaissances, de préférence de connaissances utiles. Beaucoup se comportent, dans leurs jugements et par leur attitude, comme si cet enseignant était un tube nourrisseur laissant couler doucement des savoirs bien apprêtés et à l'épreuve de toute indigestion. Eux n'ont aucune initiative à prendre, presque aucun effort à faire, aucune question à poser, aucune réaction à exprimer. Ah ! la passivité crasse de ces urnes à remplir ! « La grande majorité d'entre eux, écrivais-je dans Cité libre en 1993, sont désespérément gentils, mais beaucoup d'entre eux vous jugeront à peine convenable, sous l'anonymat du questionnaire d'appréciation [rempli par les étudiants à la fin de chaque cours à l'Université de Montréal, alors qu'ils n'ont pas eu la moindre suggestion à faire pour améliorer le cours pendant qu'il se déroulait, ni aucune question à poser malgré quarante invitations à le faire. »

Heureusement, il y en a d'autres, encore nombreux, habités par une ardeur intellectuelle certaine. Il y en a au moins autant qu'autrefois. Ce qui est nouveau, disons depuis un quart de siècle, c'est le grand nombre de mollusques dont le

cerveau a été peu entraîné. Dans les programmes de baccalauréat qui ne comportent pas d'exigences particulières à l'entrée, mon université doit admettre un bon quart d'étudiants qui n'auraient pas dû en franchir le seuil, principalement parce qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment leur langue maternelle pour élaborer clairement une proposition un tant soit peu subtile. Que voulez-vous faire avec des étudiants qui ne savent pas parler ? Quand j'écris « un quart », c'est à vue de nez, mais ce doit être assez proche de la réalité. Je viens en effet d'entendre à la radio un prof de mathématiques d'une université montréalaise, qui rapportait qu'avec quelques collègues, il avait essayé d'estimer la fraction de leurs étudiants qui étaient inaptes à suivre leur programme. Ils ont estimé que trente pour cent ne pouvaient pas saisir une abstraction simple ! Ce mathématicien en tirait la conclusion que les cégeps ne faisaient pas leur travail convenablement, ce qui me paraît évident. Attention, s'est-il fait rétorquer à la même émission par un chef de la syndicalomanie universitaire de la Province et gardien de l'orthodoxie de la bonne pensée, le Québec a pris un virage démocratique à la suite de la commission Parent et il n'est pas question de revenir là-dessus ! Quelle confusion !

Il faut dire que certains profs ne sont pas drôles non plus : manque d'imagination, paresse, manque d'enthousiasme, difficulté d'expression, préférence pour la syndicatie plutôt que pour les aventures intellectuelles, etc. Mais je dois dire que la très grande majorité des professeurs que j'ai côtoyés avaient quelque chose d'intéressant, parfois de passionnant, à transmettre aux étudiants et qu'ils s'adonnaient à cette fonction avec enthousiasme. Il est vrai également que la plupart sont surtout attirés par la recherche. On n'y est pas exposé à l'inertie et à l'insatisfaction chronique des étudiants ; on a l'impression de créer quelque chose ; et c'est ce qui compte dans la promotion et la réputation d'un prof.

Il y a donc une espèce de tension entre les goûts et intérêts des étudiants d'une part, et ceux des profs de l'autre. Ce n'est pas mauvais, car sans les exigences des étudiants en matière d'enseignement, les profs négligeraient leurs cours - encore davantage, diraient certains ; sans leur attrait pour la recherche, les profs perdraient leur créativité et le sens de l'aventure intellectuelle ou scientifique. Il faut accepter d'être sans cesse tiraillé entre ces deux fonctions. Ce tiraillement se

traduit d'ailleurs sous la forme d'une tension financière : la société nous paie pour enseigner ; nous sommes promus et reconnus pour nos publications.

Professeur traditionnel

Mon enseignement s'est un peu modifié au cours du temps, mais, depuis trente ans, il a été centré sur quatre cours : éléments de démographie, aspects économiques des phénomènes de population, démométrie et politiques de population. J'ai eu recours de plus en plus à des notes de cours assez développées, mais qui laissaient place à des compléments : exposés en classe, lectures. Cela mis à part, à tort ou à raison, je n'ai pas beaucoup modifié, au cours du temps, mes méthodes d'enseignement, mais elles variaient suivant la matière et le nombre d'étudiants. Je ne suis pas un enragé de la pédagogie et je pense depuis bien des lustres que les cours ne sont pas très importants. Et bien que je l'aie pratiqué régulièrement, je me serais passé de tout enseignement magistral. Les profs sont importants pour guider, corriger, encourager, juger ; les cours ne sont indispensables que pour les étudiants médiocres.

On pourrait probablement me classer parmi les résistants aux appâts pédagogiques que certains collègues préconisent, de même qu'aux facilités réclamées par les étudiants. Je suis, il est vrai, un peu traditionnel en matière d'enseignement. Il y a des trucs pédagogiques dont je me suis tenu assez éloigné : qu'on le veuille ou non, en démographie, le « vécu » des étudiants tient peu de place ! La projection d'images sur un écran est parfois utile, mais mon audiovisuel à moi, c'est mon discours et le tableau noir. Et si un tableau ou un graphique est important, il vaut mieux le photocopier et le laisser entre les mains des auditeurs, plutôt que de leur glisser sous le nez une image fugitive. A cet égard, il faut dire que la photocopie est une merveille. Ceux qui sont nés avant 1945 se rappelleront sans doute le temps où il fallait faire cinq ou six copies avec du papier carbone ou encore en fabriquant d'abord une matrice.

Je fais partie de la catégorie des profs qui se donnent le droit de juger des mérites d'un étudiant, ce qui comporte hélas ! le verdict éventuel d'un échec. C'est d'ailleurs un devoir strict que nous avons à l'égard de la société et il faut, pour le faire correctement, des moyens appropriés. Or, à moins de pouvoir suivre chaque

étudiant personnellement, ce qui est rare, le meilleur test est encore un examen en salle, où chaque étudiant est laissé à lui-même. Cela semble aller de soi, mais pas pour plusieurs de mes collègues. Certains ne font jamais subir d'examens et notent sur les travaux faits à domicile... donc, si besoin est, par d'autres personnes que l'étudiant jugé. La majorité des profs utilisent un mélange : examen et travaux à domicile. C'est un moindre mal, mais j'ai connu plusieurs étudiants qui échouaient leurs examens et se rachetaient systématiquement par des travaux à domicile de bonne tenue. Manifestement, ils se faisaient aider, ce qui n'est pas une mauvaise chose, mais on ne peut les juger là-dessus. Et si les facultés de médecine délivraient leurs diplômes sur la base de travaux à domicile, vous seriez tranquille ?

Qu'on se rassure, la catégorie des profs hyperindulgents est probablement moins peuplée que celle des profs normaux qui acceptent de juger leurs élèves ; mais dans les sciences sociales, on a beaucoup de tendresse. Je me suis souvent opposé à l'indulgence excessive de mes collègues à l'égard d'étudiants trop faibles, et qui ensuite se promènent dans le monde avec le diplôme qu'ils ont fini par arracher sans le mériter. On est compréhensif à l'admission ; on est coulant à l'examen, quand il y en a ; on redresse une note malheureuse ; et l'on est engagé dans un cercle vicieux : au bout d'un certain temps, on n'ose plus faire échouer les faiblards, étant donné tout le temps et le travail qu'ils y ont mis.

Une certaine distance

Mon « comportement pédagogique » a réussi pendant plusieurs années. Mais au début des années 70, l'attitude des étudiants a changé. La majorité se sont laissés entraîner dans ces vagues de contestation qui ont consommé le temps de tout le monde. J'ai été d'accord avec quelques-unes des premières demandes des étudiants : participation à la gestion des affaires scolaires ; promotion par matière, par exemple. Mais il y eut par la suite des contestations dont on ne voyait absolument pas les motifs et les étudiants ont débrayé en masse, dans bien des cas, pour imiter les matamores. Je me rappelle que pendant plusieurs semaines, vers 1980 je crois, la discussion entre profs et étudiants de mon département se faisait à coups de mémos. Les étudiants s'enfermaient dans une salle ; les

agitateurs leur faisaient approuver un texte à l'emporte-pièce ; le texte était remis au directeur sans signature (quelle modestie !) mais avec la mention qu'il avait été approuvé à l'unanimité ; les profs se réunissaient et rédigeaient une réponse, signée, celle-là ; et le bal pouvait durer des jours. Je me rappelle aussi que pendant quelques mois les étudiants de démographie, imitant sans doute les plus inspirés des autres sciences sociales, refusaient de nous appeler « professeurs » dans leurs textes ; nous étions devenus des « personnes-ressources » ! Le courage n'était pas la caractéristique dominante de ce cinéma. Quand trente étudiants votent en faveur d'une sottise à l'unanimité, il y en a un certain nombre qui n'ont pas le courage de dire ce qu'ils pensent, non ?

Il y a aussi une autre forme plus habituelle de courage, pour un étudiant : affronter les risques d'échec. L'un des aspects les plus suspects de ces réclamations était le souci de les éliminer, ces échecs, dans la mesure du possible. Les étudiants de sociologie sont allés jusqu'à proposer aux profs de ce département de signer un accord moyennant lequel il n'y aurait plus d'examens. Il paraît que les profs ont signé ! On croit rêver.

Je l'ai découvert par hasard. Mon département, que je dirigeais cette année-là pour remplacer le directeur en congé sabbatique, assurait un cours destiné aux étudiants de sociologie. À court de ressources locales, nous avons invité un collègue de l'Université de Louvain pour prendre charge de ce cours. À la première leçon, ce professeur invité indique aux étudiants la façon dont ils seront notés : deux examens. Une main se lève : « Y a pas d'examens, ici. » Croyant qu'on se paie sa tête, mon collègue insiste, mais les étudiants soutiennent leur point. Il n'en croit pas ses oreilles, mais va tout de même consulter le directeur de sociologie. Les étudiants ont raison : les profs ont formellement renoncé aux examens. Que des travaux à domicile ! Mon collègue, sociologue lui aussi, n'en est pas revenu facilement. Déjà, la sociologie a mauvaise presse, me disait-il ; ce ne sont pas des fantaisies de ce genre, véritables démissions, qui vont réparer les dégâts !

Au cours des trois derniers lustres de mon enseignement, j'ai eu de plus en plus l'impression que je n'étais pas tout à fait sur la même longueur d'onde que le gros des étudiants. Une fois passée la période de leurs contestations d'adolescents gâtés et douillets, ce fut non seulement l'accalmie, mais l'engourdissement, l'indifférence de plusieurs à l'égard de la connaissance, le discours infirme et

souvent à peine audible d'une bonne fraction. Je parle du climat dominant chez les étudiants de baccalauréat ; il y a toujours au moins un quart des étudiants qui ont envie d'apprendre.

Chez quelques-uns des moins éveillés, ce laisser-aller était accompagné parfois de l'usage du tutoiement et du port de la casquette de baseball. Le tutoiement entre profs et étudiants, dès le jour de la rentrée, était d'ailleurs le style de plusieurs de mes collègues. Il m'est arrivé de me faire apostropher, à l'âge de 65 ans, par une fille de 22 ans qui me tutoyait. Devant ma protestation, elle n'a pas insisté, mais j'ai eu l'impression que c'était la première fois de sa vie qu'elle entendait dire qu'on vouvoie quelqu'un qu'on ne connaît pas et qui a quarante ans de plus que soi. Ce sont là des cas exceptionnels. À l'opposé, je le répète, j'ai connu jusqu'à la fin des étudiants qui voulaient tout savoir, qui essayaient de me mettre en boîte (quel plaisir !), qui savaient parler et venaient discuter dans mon bureau. Juste pour le plaisir, car ils ne travaillaient pas avec moi et ne suivaient plus mes cours. Malheureusement, ces étudiants sont peu perceptibles dans une classe de cinquante ou cent et ils ne peuvent annuler l'impression de léthargie générale.

Je n'ai pas fait de cours complet depuis deux ans. À peine quelques remplacements. Contrairement à ce que j'appréhendais, cela ne me manque pas. Je n'ai pas perdu le goût de faire des exposés et je discuterais avec entrain dans un séminaire. Mais il me serait un peu pénible de remuer, quatre fois par semaine, la lourde pâte de nos étudiants de premier cycle. Avec, en bout de piste, des insultes anonymes. Dans mon université, à la fin de chaque cours, les étudiants remplissent un questionnaire afin de faire connaître leur appréciation. Mon collègue mathématicien, dont j'ai rapporté les propos plus haut, qualifie cette opération de démagogique. Je ne suis pas loin de penser comme lui. Pour mon dernier cours, j'ai reçu environ cinq insultes pour un merci. J'en déduis que je ne corresponds plus aux goûts de l'étudiant moyen canadien-français. Je n'ai aucune envie de contribuer à son dorlotage. De toute façon, je l'ai dit, les bons étudiants n'ont pas besoin de cours.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 8

Études et recherches depuis 1965

[Retour à la table des matières](#)

Il y a des chercheurs qui se confinent (ou presque) à un domaine pendant toute leur vie. Mon cas est plutôt à l'opposé et j'ai bien peu résisté aux sollicitations qui se présentaient, qu'il s'agît d'une demande expresse émanant d'un organe de recherche public ou tout simplement de l'importance des phénomènes à étudier. Aucun plan tracé à l'avance, donc ; tout dépendait des circonstances, de mes goûts, de ce que je pouvais faire.

Quelques-unes des études que j'ai faites ont été des entreprises mineures, quelques mois de travail. C'est le cas d'une nouvelle incursion dans la mortalité infantile : son évolution, entre 1965 et 1972, dans les villes canadiennes. Une fois encore, je retrouvais le retard des villes québécoises par rapport aux autres villes du Canada de même dimension, en particulier pour la mortalité endogène (liée à la constitution de l'enfant). Plusieurs articles de circonstance, demandés par des revues ou à l'occasion de colloques, d'événements politiques, m'ont permis de revenir brièvement sur des sujets déjà traités.

Cinq champs m'ont donné l'occasion de pratiquer mon métier avec ardeur, sinon avec passion.

Fécondité

À la fin des années 60, les pays occidentaux avaient mis fin au baby boom et dégringolaient vers des niveaux de fécondité d'une faiblesse à peu près jamais atteinte, du moins en période de paix. Pas plus la descente que la montée précédente n'avaient été prévues. Le besoin de comprendre ce qui se passait et de prévoir jusqu'où cela irait était excitant. Le ministère des Affaires sociales était disposé à subventionner le coût d'une enquête. Une équipe s'est formée, avec laquelle j'ai travaillé pendant dix ans, pour lancer et analyser deux enquêtes auprès d'un échantillon de couples québécois et en exploiter les observations. Au point de départ, en 1970, un cadeau de la France : un coopérant m'était prêté pour organiser la première enquête. Ce n'était nul autre que Patrick Festy, aujourd'hui directeur de l'INED. C'est lui qui a fait le questionnaire et nous lui devons un bon départ.

Peu de temps après, Evelyne Lapierre-Adamcyk se joignait à l'équipe, suivie de Nicole Marcil-Gratton et de Paul-Marie Huot. Festy nous a quittés, comme prévu, à la fin de son « service militaire », mais les trois autres collaborateurs m'ont enduré une bonne dizaine d'années et nous avons publié ensemble deux livres et quelques articles. Aux deux questions principales qui nous avaient entraînés dans cette aventure, nous n'avons pas trouvé de réponse : nous ne savions pas davantage pourquoi des femmes et des hommes avaient deux, trois enfants... ou aucun ; et nous nous sommes aperçu que les enquêtes ne sont pas un moyen de prévoir, car les couples ne savent pas non plus, pour leur propre compte, combien ils auront d'enfants. Ils changent même d'avis, là-dessus, en cinq ans, sans s'en apercevoir !

Mais nous avons fait des découvertes. En voici quelques-unes provenant de l'enquête de 1971 :

- 80% des femmes souhaitent que leurs fils fréquentent l'université (leurs filles : 70%) ;

- quatre femmes sur dix déclarent que les enfants ne font pas baisser le niveau de vie ;
- 65% des femmes mariées de moins de 35 ans trouvent que leur revenu familial est suffisant ;
- trois quarts des femmes de moins de 35 ans sont en désaccord avec la position de l'Église catholique sur la contraception et une femme sur huit seulement pense que les préceptes de l'Église sont contraignants.

L'enquête de 1976, auprès des mêmes femmes, a révélé que :

- chez les femmes qui venaient de terminer leur période fertile, un enfant sur huit n'avait pas été désiré ;
- un tiers des couples avaient subi une forme de stérilisation quelconque, cette méthode supplantant désormais la pilule ; ce phénomène, peu répandu cinq ans auparavant, a littéralement explosé entre 1971 et 1976.

Mes trois collaborateurs les plus fidèles ont continué à travailler ensemble et ils forment encore équipe aujourd'hui. Evelyne Lapierre-Adamcyk est devenue professeur, elle a été directrice du Département, présidente de l'Association internationale des démographes de langue française ; quant à Nicole Marci-Gratton, qui n'a jamais voulu entendre parler d'enseignement, elle est l'un des chercheurs les plus inspirés du Département de démographie et du champ peu exploré des études sur la famille au Canada.

Je n'ai pas quitté ce domaine d'études, mais depuis 1979, je me suis concentré, en solitaire et sous un angle plus engagé, sur des considérations plus politiques et même franchement natalistes, dans le cadre de mes préoccupations en matière de politique de la population. Naître ou ne pas être, petit livre pour public non spécialisé, est paru en 1989, mais il avait été précédé de bien des interventions dans les revues scientifiques et dans divers médias, en particulier dans la revue *L'Analyste*, dont j'ai été pendant dix ans un collaborateur assez régulier.

Évolution des groupes linguistiques

J'ai toujours suivi sporadiquement l'évolution des groupes ethniques et linguistiques des diverses régions du Canada, dans le sillage du jésuite Richard Arès, figure du nationalisme canadien-français, qui a été le pionnier de ces études. Mes contributions, parfois avec d'autres, étaient dictées par les circonstances. J'ai fait par exemple avec mes collègues Hubert Charbonneau et Walter Mertens, des analyses relativement fouillées pour la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

La querelle démolinguistique qui a entouré l'adoption de la loi 101 et à laquelle j'ai beaucoup participé - j'en parlerai au chapitre suivant, - a été d'abord pour moi une excitante aventure scientifique. En été 1977, donc peu de temps avant l'adoption de la loi 101, le gouvernement fédéral confia à l'Institut de recherche en politique publique (IRP en 1977) l'administration des fonds nécessaires à une étude portant sur l'évolution des groupes linguistiques du Canada et de ses régions. Cet Institut est un centre de recherche privé, subventionné par plusieurs gouvernements, et dont le siège social était situé à Montréal (il l'est encore). On m'a consulté et j'ai suggéré d'en confier la réalisation à Réjean Lachapelle, que j'avais connu comme étudiant du Département de démographie de l'Université de Montréal. Étudiant hors norme à bien des égards, il avait déjà manifesté ses talents et il était certainement le plus apte à mener une telle étude à bon port. J'ai beaucoup contribué à cette entreprise, comme beaucoup d'autres, mais c'est lui qui a le mérite d'avoir planifié l'étude, mis au point ses méthodes, établi la stratégie des perspectives futures et synthétisé le travail d'un grand nombre de chercheurs. Pour des motifs assez mesquins que je ne dévoilerai pas ici, les profs de mon propre département ont été convaincus de refuser toute participation, ce qui n'est pas une preuve de grande indépendance d'esprit ni de courage. On se demande parfois à quoi sert la liberté universitaire. L'expérience a montré que ce valeureux corps professoral n'était pas absolument indispensable.

Après trois ans de travail, Lachapelle et moi signions ensemble un volume de quatre cents pages, *La Situation démolinguistique au Canada, évolution passée et prospective*, dont j'ai toujours été fier, car il fut une réussite à bien des égards.

D'abord, le gouvernement fédéral nous a laissés travailler dans la paix et la liberté les plus complètes. En second lieu, nous avons gardé notre sang-froid dans un domaine miné par les émotions. Troisièmement, je crois qu'il est bien fait : analyse fouillée des tendances passées, méthodologie froide et explicite, hypothèses prudentes quant à l'évolution future des nombreux facteurs en cause. Enfin, - mais cela ne s'est manifesté que plus tard et progressivement - trois recensements (1981, 1986, 1991) nous ont cautionnés. En effet, notre exercice de perspectives futures couvrait la période 1971-2001 et jusqu'à maintenant, la réalité tombe dans notre fourchette, ce qui n'arrive pas toujours, loin de là, pour une période aussi longue.

Ces analyses complexes confirmaient nos premières intuitions, de même que les premiers calculs de Lachapelle, dont il sera question plus loin ; elles permettaient en outre d'apprécier le rôle de divers phénomènes. Ainsi, pour le Québec, ce sont les mouvements migratoires (surtout entre provinces) qui jouent le rôle le plus important dans l'évolution de la proportion des divers groupes linguistiques ; ces mouvements migratoires l'emportent sur tous les autres facteurs pris ensemble ; ils défavorisent fortement les anglophones au profit des francophones et c'est bien pour cela qu'il fallait s'attendre, en toute probabilité, à une augmentation du pourcentage des francophones. Ce qui s'est réalisé. Mais c'est vrai, ce n'est pas une assurance pour l'éternité.

Le territoire canadien a été découpé en plusieurs régions, découpage variable d'ailleurs suivant les besoins de l'analyse. Au Québec, Montréal a été isolé du reste. À notre surprise, la région métropolitaine de Montréal se francisait plus rapidement que l'ensemble de la province. Mais cela n'est pas vrai pour toutes les parties de son territoire : c'est hors de son île que Montréal se francise. L'explication est simple ; les francophones ont tendance à se déplacer vers la banlieue, laissant l'île occupé de plus en plus par les anglophones et surtout les allophones.

Une étude parallèle sur la population scolaire a été faite par Diane Vanasse, ancienne étudiante de mon département. Elle montrait que même avec une loi moins contraignante que la loi 101, la francisation de la population scolaire était assurée.

L'aventure ne fut pas que scientifique. Lachapelle avait eu la bonne idée d'embaucher une autre ancienne étudiante du Département de démographie, Michelle Gervais, qui revenait alors d'un long séjour au Brésil. Elle n'a pas fait que des merveilles en démolinguistique ; elle est devenue la mère, tout aussi merveilleuse, de trois de mes enfants. Car outre ses nombreuses qualités, elle a le mérite d'avoir vingt ans de moins que moi. Elle m'a donné deux garçons jumeaux magnifiques, en 1982 (j'avais 56 ans), et elle a poussé son goût de la vie jusqu'à aller chercher, en 1993, une perle de Chine âgée de dix mois. Comme on me le dit souvent : « Vous mettez vos conseils en pratique ! » C'est vrai, mais j'ai une Partenaire « géniale », comme disent mes ados.

Après l'étude faite avec Lachapelle, je n'ai pas entrepris de recherche d'envergure sur ces questions, mais j'ai dû signer sept ou huit articles ou mémoires qui s'y rapportaient, quelques fois dans un contexte polémique.

Politiques de population

Les politiques de population sont des mesures prises en général par les pouvoirs publics, soit pour modifier l'évolution des phénomènes démographiques (migrations internationales, fécondité), soit pour adapter la société aux conséquences indésirables de ces phénomènes (vieillesse par exemple). Contrairement aux économistes, qui ont sans cesse des mesures à proposer et des conseils à donner à tous les gouvernements, les démographes sont d'un mutisme un peu navrant. J'ai fait une estimation des articles qu'on peut classer comme touchant aux politiques de population, pour un bon échantillon des deux revues canadiennes de démographie, *Cahiers québécois de démographie* et *Canadian Studies in Population*. Sur 218 articles examinés, seulement 22 expriment, sans trop insister, quelque inconvénient relié aux phénomènes décrits ; sept évoquent des solutions possibles (dont 2 par des non-Canadiens) ; quatre envisagent des mesures à prendre (mais deux d'entre eux ne sont pas canadiens).

Les démographes canadiens sont, il est vrai, particulièrement discrets, mais dans l'ensemble du monde, on n'est guère plus ardent, sauf sur un point : la réduction de la natalité des pays du tiers monde. Certes, elle est souhaitable depuis longtemps, mais cette question est devenue tellement obsessionnelle que

beaucoup de commentaires confondent politique de population et diffusion de la contraception. Cependant, depuis quelque temps, principalement à l'instigation des Nations unies, les colloques internationaux portant sur la population ont élargie leur champ... au profit des objectifs du développement (de quoi ?), du féminisme et de l'écologie. On n'y parle à peu près jamais de la sous-fécondité des pays riches.

« Polipo »

À la fin des années 70, nous étions trois profs de langue française à donner un cours sur les politiques de population (« polipo ») : Jacqueline Hecht à l'Institut de démographie de Paris, Hubert Gérard à l'Université catholique de Louvain et moi. Il nous a paru intéressant de réunir nos notes de cours pour en faire une sorte de manuel ou de guide pédagogique pour nos étudiants. Dès les premiers échanges, un quatrième francophone s'est joint à nous : Jean-Claude Chasteland, chercheur français à la Division de la population des Nations unies, qui n'enseignait pas, mais était intéressé à ces questions. Ce dernier nous a convaincus d'amplifier notre modeste projet en y associant un nombre considérable de spécialistes. Un plan généreux fut dressé, une liste appropriée de spécialistes également. Nos notes de cours étaient devenues un traité qui n'allait pas voir le jour avant plusieurs années ; aussi bien, avons-nous décidé d'en publier les morceaux, au fur et à mesure, sous forme de cahiers à parution irrégulière. Nous voilà donc à la barre d'une revue, qu'il fallut financer. Hubert Gérard a eu le mérite d'en trouver les sources, et le secrétariat de la revue fut attribué à Louvain. Du même coup, Gérard en devenait la cheville ouvrière.

En pratique, il a dû agir comme rédacteur et administrateur à peu près unique, les trois autres donnant de loin leur avis, attrapant un collaborateur à l'occasion, assistant à une réunion de temps à autre. Quant à moi, l'Atlantique ne me facilitait pas les choses. Et puis, je ne sais à cause de quelle circonstance particulière, les pays sous-développés sont entrés dans le paysage. Qu'ils y fussent à titre d'objet d'intérêt, cela allait de soi ; mais il s'agissait d'un volet plus apostolique, si je puis dire : on a greffé sur la revue, à leur intention, un réseau de correspondants résidant surtout en Afrique, ce qui était louable, mais peut-être un peu optimiste ;

en outre, on a obtenu, vers la fin des années 80, des subventions spéciales pour eux, avec, si mes souvenirs sont bons, des perspectives de colloques régionaux sur les politiques de population. Nous étions fort loin de la mise en commun des notes de cours de trois profs.

Les sources de financement se sont raréfiées et un jour, notre collègue Gérard, que je n'ai pas beaucoup aidé dans cette entreprise, je m'en accuse bien volontiers, nous a écrit qu'il fallait suspendre la publication. Le dernier numéro, le seizième fascicule, je crois, est paru en 1993. Ils sont fort intéressants, mais ils ne couvrent probablement pas le dixième du plan... et il n'y aura pas de guide pour aider les étudiants à connaître les politiques de population.

Je connaissais déjà bien Jacqueline Hecht, beaucoup moins Chasteland ; cette aventure m'a fait découvrir Hubert Gérard, un intellectuel démographe-sociologue d'une grande qualité qui passe plus de temps à réfléchir qu'à calculer, ce qui est admirable ; je profite depuis de son amitié, à laquelle s'est associée celle de sa femme. Il y a des jours où je trouve l'Europe bien éloignée.

Fécondité

Au Canada anglais, un silence à peu près complet entoure la sous-fécondité, plus précisément le fait que les adultes d'aujourd'hui ne produisent que 80 ou 85% des enfants nécessaires pour assurer leur remplacement. C'est vrai d'ailleurs de la plupart des pays occidentaux : presque tous sont dans une situation semblable. Au Québec, on s'attendrait, avec les flux de sentiments nationalistes qui nous inondent, à plus de sensibilité à l'égard de cette lacune, qui a été, ici, longtemps plus accusée que dans l'ensemble du monde occidental. Cette défaillance existe depuis un quart de siècle maintenant et il est sûr que les générations de femmes et d'hommes nés entre 1942 et 1965 environ (23 générations !) ne se reproduiront pas complètement. Celles qui suivent non plus peut-être, mais on ne peut pas l'affirmer. Avec la morosité actuelle, gageons que les dix suivantes n'iront pas loin.

Pendant les vingt premières années de ce rachitisme reproductif, nous n'étions que trois, au Québec - et dans l'ensemble du Canada, je crois - à signaler cette

anémie sociale fondamentale : André Lux, Georges Mathews et moi. Le second a écrit là-dessus en 1984 un fort bon livre, *Le Choc démographique*. Cinq ans plus tard, je faisais mon morceau, *Naître ou ne pas être*, mais il y avait plusieurs années déjà que je « combattais » pour un redressement de la natalité. Quant à Lux, il dénonçait avec vigueur depuis longtemps cette anémie démographique, cause principale du vieillissement de la population. Je reviendrai là-dessus, mais on peut noter dès maintenant que le vieillissement est précisément la conséquence la plus pernicieuse et la plus prochaine de cette hypofécondité.

Trois hommes, donc, ont réagi. L'absence des démographes féminins - et ce sexe en compte de remarquables - n'est pas un hasard. Il était difficile pour une femme, aussi modérée fût-elle, de donner l'impression qu'elle prenait ses distances par rapport au féminisme, une cause qui méritait tous les appuis possibles. Il faut dire que la plupart des féministes combattantes, même relativement modérées, étaient opposées à la moindre hausse de la fécondité. On ne pouvait pas préconiser une fécondité plus saine sans heurter les protagonistes de ce mouvement, dont les sentinelles étaient partout aux aguets. Heureusement, la virulence du féminisme strident (comme l'a appelé le professeur de philosophie américain Allan Bloom) s'est atténuée. D'autre part, on a fini par comprendre qu'une fécondité inférieure de 20% à ce qui est nécessaire au remplacement des générations, ce n'est pas souhaitable à long terme. Et je vois maintenant avec plaisir d'autres démographes d'ici qui admettent qu'une fécondité de remplacement serait désirable.

Trouver les moyens d'y arriver, c'est une autre affaire. On pense toujours à un accroissement des allocations familiales, maintenant transformées au Canada en allocations de lutte contre la pauvreté. Elles sont nécessaires, mais il me paraît plus important de réduire le chômage des jeunes adultes. J'ai proposé, sans être sûr de leur efficacité, un certain nombre de moyens qui pourraient contribuer à redresser la natalité, dans *Naître ou ne pas être*. Il faudrait en particulier rendre conciliables l'éducation des jeunes enfants et la poursuite, peut-être au ralenti, pour les hommes aussi bien que pour les femmes, de l'activité professionnelle. S'il est vrai qu'on n'est sûr de rien quant à l'effet nataliste de ces diverses mesures, on est loin d'avoir tout essayé. Et même si l'effet nataliste n'est pas assuré, on est certain d'une chose : un peu plus de justice sera établie entre ceux et surtout celles qui donnent à la société ses futurs citoyens, au prix de beaucoup d'efforts de toute

sorte, et ceux et celles qui se soustraient - c'est leur droit - à cet impératif collectif Je dis bien « collectif ».

L'une des dérobades des antinatalistes consiste à préconiser le recours à l'immigration étrangère pour remplacer les berceaux vides. Mais personne ne calcule jamais le nombre d'immigrants nécessaires. J'ai fait l'exercice, en 1986, avec un jeune chercheur du Département de démographie, Louis Pelletier. Nous avons trouvé, pour le Québec, des résultats tout à fait étonnants. Supposons que la fécondité reste au niveau de 1,6 enfant par adulte. Pour quelques années encore, l'inertie démographique continue à produire son illusion : il y a beaucoup d'adultes et surtout peu de vieillards, de sorte que les naissances l'emportent sur les décès. Pas de vide à combler. C'est vers 2010 ou 2020 que la population atteint un sommet, puis commence à diminuer. Vers 2030, on est en pleine chute. Combien faut-il d'immigrants pour maintenir la population ? Il faut tenir compte des enfants qu'auront ces immigrés, de leurs décès et surtout de leur émigration, car beaucoup d'entre eux quittent le Québec. Résultat : à peu près 100 000 par an. Au bout d'une centaine d'années de ce régime, les descendants de ces nouveaux venus sont presque deux fois plus nombreux que les descendants des Québécois d'aujourd'hui. C'est un choix qui peut être fait, mais il vaut mieux le faire en connaissance de cause.

Les immigrés sont certes un enrichissement ; ils ne sont cependant pas des substituts aux naissances. Au bout du compte, une société n'est plus seulement enrichie par les apports nouveaux ; elle est remplacée par un échantillon des sociétés de la terre. Et l'on ne peut deviner par quelles luttes certains groupes ethniques ou linguistiques domineront les autres. Il est peut-être plus sage de faire ses enfants soi-même. Mais il y faudra une contribution de la société beaucoup plus importante que par le passé.

En fait, nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Les enfants sont devenus, pour la société, un bien rare, au sens que les économistes donnent à ce terme. C'est-à-dire que jusqu'en 1960 environ, les adultes fournissaient à leur société, à peu près gratuitement et en nombre suffisant, les enfants dont elle avait besoin. Après tout, il n'y a pas de société sans êtres humains. Depuis lors, les adultes nous disent, par leur comportement : « C'est trop cher pour nous, il faut nous aider. » Financièrement, bien sûr, mais aussi en réorganisant le fonctionnement de la société de sorte qu'il soit moins onéreux d'élever deux ou trois enfants.

Du point de vue social, les enfants ne sont plus les « biens libres » qu'ils étaient et il faudra bien qu'un jour on s'en aperçoive.

La famille

Je n'ai pas fait de recherches sur cette question. Mais je ne rate pas une occasion de parler des faits dévoilés par les autres chercheurs. Une idée cependant me hante : le délabrement de la famille, au Québec en particulier, tient probablement aux mêmes raisons que l'effondrement de la fécondité. Dans les deux cas, chez beaucoup de jeunes adultes, prévaut une éthique du court terme.

Assez curieusement, l'étude de la famille est plutôt négligée. On parle peu des conditions de sa santé et l'on se contente souvent de protester contre certaines monstruosité : femmes battues, abandonnées, violentées, enfants maltraités. Encore plus curieusement, les sociologues semblent fuir ce thème et j'ai l'impression que les démographes (Lapierre-Adamcyk, Lebourdais, Marcil-Gratton, Péron) ont davantage travaillé dans ce champ. La famille fait un peu figure de vieillerie évanescence et difficile à saisir. Le langage reflète ce vide : qui parle encore de « fonder une famille » ? Saluons cependant l'excellent travail d'un organisme qui fait des merveilles de bon sens et d'ingéniosité avec peu de moyens, le Conseil de la famille.

Si l'on étudie peu la famille au Québec, on parle beaucoup d'une politique de la famille, comme s'il en existait une. Je n'en suis pas si sûr, car si l'on en croyait les journaux, le Québec se donnerait une nouvelle politique familiale à peu près tous les six mois ! S'il faut en changer aussi souvent, l'édifice ne doit pas être très consistant. Une allocation par ci, un complément par là ; tiens, voici un bonus nataliste... et je te l'enlève au bout de cinq ou six ans ; et je te rebrasse tout ça. Il y a certes dans nos lois des éléments de politique familiale non négligeables, bien sûr, mais je ne suis pas convaincu qu'on ait là un objectif suffisamment défini, un ensemble de mesures relativement cohérentes, et que l'appellation « politique de la famille » convienne vraiment. Cela tiendrait d'ailleurs presque du miracle, puisque les pouvoirs publics refusent de faire leur nid, par exemple, quant aux formes de familles qui mériteraient d'être favorisées. Il faut à tout prix éviter le péché du siècle : la discrimination ! Pas de distinction entre les diverses formes de

couples. Je ne veux pas nier qu'il y ait diverses formes de familles ; mais elles n'ont pas toutes la même efficacité eu égard à la seule fonction qui est exclusive aux familles : former des enfants. Certes les familles ont d'autres fonctions, mais les besoins correspondants peuvent être satisfaits autrement. Pas l'éducation des enfants.

Il devient de plus en plus clair que les familles monoparentales réussissent moins bien que celles où les deux parents sont présents et que la cohabitation est beaucoup plus fragile que le mariage. Peut-on honnêtement prétendre que toutes les formes de familles se valent ? Un attribut est important, la durée. Évidemment, il y a des accidents de parcours dans toutes les catégories. Et ce que je viens de dire est en fait une vérité statistique, pourrait-on dire ; il y a des familles à deux parents qui sont des enfers et il y a des mères seules qui élèvent fort bien leurs enfants. Les différences statistiques sont telles que la société serait justifiée de favoriser certains parcours. Du moins ne doit-elle pas s'interdire de faire des choix, sous prétexte que les croyances, les habitudes, les comportements se valent. En moyenne, les familles amputées sont moins performantes que les familles intègres.

Que faire ? On ne peut certes forcer les membres d'un couple à s'aimer et tout le monde admet que la séparation est parfois la meilleure solution. Mais on peut atténuer les conséquences financières désastreuses du départ du père. L'irresponsabilité des pères fuyards est inacceptable et l'on doit les forcer, dans la mesure du possible, à verser une pension. Que penser d'un ministre de la Justice qui craint de poursuivre ces irresponsables au nom de la liberté ? Voilà un bel exemple de mollesse.

Il y a de l'espoir pour une flambée de trouvailles prochaines sur ce sujet, grâce à une enquête de Statistique Canada auprès d'un impressionnant échantillon d'enfants qu'on va suivre, d'année en année, pendant les douze premières années de leur vie. On ne suivra pas que les enfants, mais aussi leurs parents, originels ou de remplacement, dont on aura relevé toute l'histoire conjugale antérieure dans ses diverses formes. Les trouvailles dépendront de l'intérêt des chercheurs canadiens, qui auront accès à cette mine d'informations. Je suis déjà tranquille là-dessus, car mes collègues les plus douées sont déjà sur la piste.

Vieillesse

Il s'agit des difficultés que va causer - c'est déjà commencé - une modification considérable de la composition par âge de la population : la fraction des vieux augmente, celle des jeunes diminue. Adoptons un indicateur généralement utilisé et rappelons l'évolution de la fraction des plus de 65 ans. Ils constituaient moins de 3% de la population canadienne en 1850, un peu moins de 8% en 1950, 12% maintenant. On en parle beaucoup, mais on n'a encore rien vu. En 2010, ils seront 15 à 16% ; c'est à ce moment que les baby boomers, nés à partir de 1945, vont commencer à franchir le seuil de 65 ans et que le vieillissement va s'emballer : on peut s'attendre à 25% de vieux vers 2035. Peut-être un peu moins, peut-être un peu plus. Cela ne s'est encore jamais vu nulle part. Même les Européens, qui nous devancent sur ce sentier, ne sont qu'à quelques points de pourcentage devant nous. On ne sait donc pas très bien à quoi ressemble une société ainsi charpentée. Mais on peut estimer le poids que représenteront certaines dépenses publiques pour les contribuables.

Deux éléments importants de ces dépenses publiques sont particulièrement touchés par le vieillissement : les pensions et les soins aux malades. Ce sont les hôpitaux qui pèsent le plus lourd dans les coûts publics de la santé, et comme les vieux sont de gros consommateurs de ces services, le vieillissement pèse sur cette part importante du budget de l'État. Ce n'est pas par hasard que les gouvernements mettent tant d'énergie à alléger, trop vite à mon avis, les services rattachés aux hôpitaux.

Quant aux pensions, il faut préciser que les pensions financées par capitalisation sont à peu près à l'abri des conséquences du vieillissement ; seules sont vraiment touchées les pensions financées suivant le principe de répartition (« pay as you go »). Dans ce dernier système, l'État attribue des pensions moyennant des conditions prévues par la loi et il prélève les cotisations ou les impôts nécessaires aux pensions de l'année courante. Il n'y a pas de caisse qui accumule les cotisations et en tire des revenus de placements. C'est ainsi que sont financées les pensions de sécurité de la vieillesse et le revenu minimum garanti. Quant au régime des rentes du Québec et à son équivalent le régime de pensions

du Canada, ils fonctionnent en vertu d'un financement hybride, mais qui se rapproche beaucoup du principe de répartition.

On peut estimer que le vieillissement de la population qui se produira d'ici 2035 multipliera par deux et demi, la charge de chaque contribuable en matière de santé et de pensions publiques, si rien d'autre que le vieillissement ne bouge. C'est-à-dire si l'on verse les mêmes pensions, financées de la même façon, si l'on soigne les malades avec les mêmes méthodes et si l'activité économique par âge et par sexe ne se modifie pas. C'est ce que Hervé Gauthier, André Lux et moi, par des méthodes différentes, avons estimé pour le Québec et c'est aussi, à peu de choses près, ce que Fellegi, Murphy et Wolfson, de Statistique Canada, ont estimé pour le Canada. Ce qui va être multiplié par deux et demi n'est pas mince : le fardeau financier pour ces deux services publics passerait, au Canada ou au Québec, de 13 à près de 30% du produit intérieur brut. En contrepartie, le poids des jeunes diminuerait un peu, mais très peu car leur amenuisement est déjà fait.

J'ai d'abord écrit deux articles sur ces questions, l'un dans la revue *Population* en 1992, qui s'appuyait sur des modèles de population, l'autre dans la revue canadienne *Analyse de politique* en 1993. Mon but n'était pas que de décrire ces sombres perspectives, mais aussi de suggérer des moyens d'alléger le fardeau futur ; voici quelques moyens :

- ralentir le vieillissement par l'accroissement de la natalité ; un retour à une fécondité de remplacement des générations, 2,1 enfants par adulte, aurait un effet appréciable, mais n'empêcherait pas le vieillissement, phénomène inéluctable ;
- accroître l'activité économique à tous les âges ;
- repousser l'âge moyen de la retraite ;
- soigner les malades plus efficacement, c'est-à-dire par des traitements moins coûteux, par exemple en confiant à des infirmières des soins faits par des médecins ou en raccourcissant les séjours à l'hôpital.

En 1996, l'Institut de recherche en politique publique m'a invité à faire une étude sur l'effet du vieillissement sur les pensions. Elle a été publiée en 1997.

Sans que ce fût mon intention au départ, les analyses que j'ai faites m'ont amené à faire plusieurs propositions dont quelques-unes susciteront sans doute quelques oppositions :

- garder, pour les économiquement faibles, un système public de pensions sans contributions et fondé sur le principe de répartition, comme le gouvernement fédéral s'apprête à le faire ;
- se débarrasser des systèmes actuels de pensions (régime de pensions du Canada et son équivalent québécois le régime des rentes du Québec) ou, si l'on préfère, les remplacer par l'élément suivant :
- obliger par la loi toute personne gagnant un revenu à souscrire à un régime de retraite convenable, c'est-à-dire qui assure une pension de l'ordre de la moitié du revenu annuel à ceux qui ont eu une pleine activité (environ 35 ans à plein temps) ;
- ces régimes seraient financés par capitalisation ; ils pourraient être en principe publics ou privés, mais la somme des avoirs détenus par ces caisses est tellement énorme qu'il serait peu sage de les confier en bloc à un ou des organismes publics sous la coupe de l'État ; il vaut mieux les répartir entre plusieurs régimes privés, auxquels on imposerait des normes ;
- remplacer les pensions de réversion (environ la moitié de la pension du bénéficiaire attribuée au conjoint survivant) par une pension parentale dépendant du nombre d'enfants élevés ; cela s'appliquerait aux systèmes privés comme publics.

Ce système de pensions financé par capitalisation ne coûterait en cotisations que 10% du revenu environ et assurerait une pension double de ce que donnent les régimes publics actuels. Ce 10%, c'est à peu près la moitié de ce que coûteraient les mêmes pensions financées par répartition, l'autre moitié étant prise en charge par les revenus de placements des caisses. Le principe de répartition est avantageux quand la population est jeune ; la population canadienne, comme celle du monde occidental, ne l'est plus beaucoup et le sera encore moins dans trente

ans. Dans trente ans, ou bien les systèmes de répartition ne seront plus viables, ou bien ils ne vaudront pas pipette.

Il n'y a pas de miracle en cette matière : quand on prend sa retraite à 65 ans, il reste 20 ans d'inactivité pour les femmes, 16 ans pour les hommes. Les ressources nécessaires ne tombent pas du ciel. Bien entendu, il faut ajouter cinq ans d'inactivité si l'on se retire à 60 ans. N'allons pas plus loin !

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 9

Le métier et ses corollaires de 1954 à 1994

[Retour à la table des matières](#)

J'aurai été prof quarante ans. Métier stimulant, rempli de défis dans la mesure où l'on veut s'en donner, métier solitaire aussi, malgré les liens avec les collègues immédiats, les heures passées en comités, les journalistes et autres artisans des médias, et bien entendu les étudiants, seuls ou en troupes. Il reste que personne ne dit à un prof quoi enseigner, chercher, dire, écrire. Il y a bien sûr des contraintes, mais pour l'essentiel, chacun est laissé à soi-même. C'est à lui de trouver la formule qui rendra vivable et fructueuse la tension entre les cours, les études (la recherche, comme on dit), l'administration de la boîte, la participation à la famille scientifique hors les murs et les services à la communauté ». Je pense avoir fait ma part dans tous ces domaines, avec un intérêt inégal et pour des motifs différents.

Fonctions mineures

Je me serais bien passé de l'administration interne, mais il faut défendre le bon sens et la qualité, parfois la justice, ce qui ne se fait que si l'on siège aux comités, qui pullulent à l'Université de Montréal. Par exemple, j'ai accepté d'être candidat à l'Assemblée universitaire, principalement pour contrer, avec d'autres, les

tentatives de la syndicatie locale en vue de noyauter tous les comités de cette Assemblée. C'est dans ces comités que s'élaboraient, pesamment, faut-il le dire, les analyses et les suggestions utiles. Les réunions de l'Assemblée elle-même étaient d'une assez grande tristesse. Les mousquetaires syndicates ne la dominaient pas, mais ils étaient assez nombreux et geignards pour que la moitié du temps passât à mitrailler la direction (je devrais dire « la partie patronale ») et à se plaindre de l'état de la tuyauterie. Je ne blague pas : j'ai passé des heures à écouter les doléances de mon président syndical à propos des conduits d'aération d'un bâtiment ! Épreuve de patience méritoire. Si les victimes, c'est-à-dire les quelque soixante membres de cette Assemblée qui ne faisaient pas partie du commando syndical, pouvaient réclamer de tous les présidents gueulards du syndicat des profs, 50\$ par heure perdue, il y en aurait bien trois ou quatre qui perdraient une année de traitement !

J'espère qu'on me comprendra. J'ai déjà écrit plus haut que pendant trois ou quatre ans, j'avais consacré pas mal de temps et d'énergie à la défense des conditions de travail et du respect des profs. Je ne souffre donc pas d'anti-syndicalisme primaire. Nous faisions alors pour beaucoup moins cher le travail utile du syndicat actuel des profs. Et nous épargnions à tout le monde les effronteries que les dirigeants récents de ce syndicat ont proférées à l'adresse d'anciens collègues devenus recteurs ou vice-recteurs, ce qui semblait les métamorphoser en suppôts de Satan. On se demande quelles circonstances ont dès le début tari l'imagination des sergents-majors syndicates, au point de les amener à singer le style du président du syndicat des cols bleus de Montréal. Au temps béni de l'association des profs, on ne perdait pas non plus tout ce temps en avocasseries, dès que l'épiderme d'un collègue était endolori par le refus d'une promotion. Et surtout... et surtout, nous avions gardé le souci de l'amélioration de la qualité de notre maison. C'était la nôtre, pas celle des patrons. Avec le syndicat bon chic bon genre d'aujourd'hui, on va tout droit à la médiocrité, sur un tapis de paperasses : convention collective de 200 pages et dossiers de promotion de plusieurs centimètres d'épaisseur. Il est remarquable que les meilleurs profs se trouvent rarement parmi les membres de l'état-major syndical. Mais on y trouve un fort contingent provenant de facultés plutôt anémiques.

J'ai été tiède, cependant, à l'égard des voyages. C'est ainsi que j'appelle, un peu injustement, la participation à des colloques ou conférences dans les villes

éloignées qui présentent, pur accident, un intérêt touristique. Mes cotisations aux sociétés savantes et mes impôts ont financé bien des voyages de mes collègues ! J'en ai fait quelques-uns et j'ai eu du plaisir à rencontrer des collègues étrangers. Rien ne vaut, cependant, un séjour individuel chez les confrères « étrangers ». Il y a quinze ans, j'ai réglé ma conduite en cette matière d'une façon catégorique. Michèle, ma deuxième femme, était alors au début de sa vie professionnelle et nous venions d'avoir nos garçons jumeaux, après une grossesse assez pénible. Moi, j'étais plutôt à la fin de ma carrière et rien ne m'obligeait à respecter le rituel des colloques et conférences touristico-scientifiques, en laissant à ma femme tout le poids de la domesticité. Ma solution fut simple : ne pas découcher ; je dois pouvoir faire l'aller-retour dans la journée, ce qui me limite à Ottawa, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières.

Je me suis racheté en acceptant sans trop hésiter les sollicitations des journalistes et de tous ceux et celles qui naviguent autour des émissions d'affaires publiques à la radio et à la télévision. Depuis quelques années cependant, j'ai pris mes distances par rapport à la télévision. Premièrement, je refuse si l'on est plus de trois à discuter ; au-delà, cela fait plus de chaleur que de lumière et l'on risque de tomber en plein spectacle. Mais je me rends compte que même une interview en solo peut être un traquenard, car on ne fait presque plus rien « en direct » ; on peut donc charcuter sans ménagement ce que vous avez dit. En fait, il y a deux éventualités : ou bien on dénature votre opinion, ou bien on ne retient qu'une demi-phrase insignifiante. Il y a manque de respect dans les deux cas. Justement, depuis quelques années, plusieurs expériences m'ont convaincu que les médias, la télévision surtout, n'ont aucun respect pour le temps qu'ils ne paient pas, ce qui est le cas du temps des « spécialistes » qui participent, si l'on peut dire, aux émissions d'affaires publiques.

J'ai consacré probablement des mois, sinon des années, à plusieurs organismes extérieurs dont la mission était de favoriser la recherche : Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, conseil équivalent du Québec, comités divers mis sur pied par Statistique Canada pour améliorer la qualité des informations statistiques et des études sur la population produits par cet organisme remarquable, comités de toutes sortes pour l'attribution des bourses d'études et de recherche. Tout cela est à l'enseigne du bénévolat le plus strict et je pense qu'il est

admirable que tant de profs d'université consacrent tant de temps à ces tâches qui ne leur sont pas imposées.

On apprend des choses en rendant ces services, sans compter qu'on y fait la connaissance de personnalités originales et attachantes. J'ai pu constater, par exemple, que les plus grands « scholars » des sciences humaines ont parfois des avis tout à fait opposés quant à l'intérêt d'une étude proposée ; chacun a ses credos, ses théories préférées ou honnies. Ceux qui croient à l'objectivité scientifique... Dans plusieurs sciences humaines (sociologie, anthropologie, psychologie, entre autres), règne une enflure théoricienne qui n'a pas toujours sa place. Que de contorsions verbales pour montrer que derrière ce qu'on veut faire, se profilent, mine de rien, des courants de pensée aussi enrichissants que mystérieux !

J'ai admiré le courage, la patience, des demandeurs de fonds. Naguère, presque tous les projets d'études qui valaient quelque chose se voyaient attribuer les fonds demandés, ou à peu près. Aujourd'hui, les jeunes professeurs et chercheurs ont la vie beaucoup plus dure et ils risquent d'être pénalisés par un système de promotion infernal, compte tenu des mythes régnants et de la difficulté de s'y conformer, non seulement en faisant des études, mais en obtenant pour les faire des fonds de recherche. Car dans la mythologie régnante, il ne suffit pas de faire quelque trouvaille intéressante ; il faut aussi qu'elle coûte cher !

L'une de mes activités extérieures a eu un caractère très particulier. D'abord, elle n'était pas bénévole. Ensuite, elle était plus proche de l'action que de la recherche scientifique, puisqu'il ne s'agissait rien de moins que d'améliorer le sort des Canadiennes.

La Commission royale d'enquête sur la situation de la femme.

Je vais étonner bien du monde en affirmant que j'ai été un féministe convaincu. Il y avait de quoi. En 1968, la condition des femmes était proprement choquante à bien des points de vue. Au Québec, par exemple, prévalait le régime matrimonial de la communauté de biens, qui confiait l'administration de tous les

biens au mari seulement, sans droit de regard pour la femme. Celle-ci ne trouvait ses droits qu'à la mort de son mari. Dans le reste du Canada, c'est au contraire au décès du mari que le régime de séparation des biens produisait des catastrophes. Les fermières devenues veuves et dont l'entreprise agricole était au nom du mari se voyaient parfois dans l'obligation de liquider une entreprise à laquelle elles avaient travaillé toute leur vie, car il eût fallu qu'elles la rachetassent en bonne partie. Que de domaines de la vie sociale où les femmes étaient humiliées : entrée dans certaines facultés ; possibilité de devenir facteur, menuisier, soldat ; discrimination salariale ; nécessité d'un endosseur masculin pour un emprunt bancaire ; perte du patronyme d'origine ; interdiction d'accès dans les tavernes... ou dans le Faculty Club de McGill ! Et il faudrait évoquer tout le poids des traditions, des rôles spécifiques attribués à chaque sexe. Nous avions avec nous, à titre de chercheur en matière juridique, la première Québécoise admise à faire des études de notariat. Elle était plus jeune que moi ; elle a donc dû faire ses études au début des années 1950. Les Québécoises avaient acquis le droit de voter peu d'années auparavant... contre les adjurations des évêques et de bien d'autres détenteurs de la sagesse.

La Commission fut mise sur pied par le Premier ministre Pearson, en février 1967. Elle fut présidée par une journaliste d'Ottawa qui avait atteint l'âge de raison depuis longtemps et que nous avons mis du temps à convaincre de se libérer, sinon du patronyme, du moins du prénom de son mari. Mrs John Bird est devenue Mrs Florence Bird. À l'opposé, si j'ose dire, nous avions Elsie MacGill, notre aînée, combattante féministe de longue date, une Torontoise ingénieure en aéronautique qui n'utilisait jamais le nom de son mari et s'amusait à le présenter sans dire qu'il était son époux. Des Maritimes nous vint Doris Ogilvie, juge de Fredericton, dont la sagesse, l'affabilité, la compréhension, incarnaient les qualités de son métier, celles d'une mère de famille idéale et, oserai-je le dire, la féminité. L'Ouest nous envoya Lola Lange, la plus jeune des commissaires, mais presque quadragénaire tout de même, probablement la seule militante libérale du peloton. Le Québec fournit trois commissaires sur sept, dont les deux du sexe masculin : d'abord Jeanne Lapointe, prof de lettres à Laval, qui malgré ses efforts, est restée solitaire dans son intérêt pour la psychologie de groupe ; ensuite John Humphrey, prof de droit à McGill et réputé pour sa paternité des droits de l'homme aux Nations unies ; et moi, qui n'ai jamais su pourquoi on m'avait désigné. J'attribue

cet honneur à l'estime de Maurice Sauvé, ministre du cabinet Pearson à l'époque, que je n'avais pas revu depuis longtemps et qui m'appela un jour pour me demander si j'acceptais cette mission.

Le travail de la Commission est exposé dans son rapport et ce n'est pas ici le lieu d'en résumer le contenu. Il n'y eut pas de dissension systématique entre femmes et hommes, ni entre anglophones et francophones. Une fraction importante de ses recommandations ont été appliquées. Elles avaient le vent dans les voiles, sans doute, et la condition des femmes canadiennes s'est, me semble-t-il, passablement améliorée depuis. Qu'il reste beaucoup à faire, j'en conviens facilement ; il faudra cependant pour cela utiliser des leviers d'une autre nature, puisqu'il s'agit fondamentalement de modifier le partage des rôles familiaux entre hommes et femmes et cela exigera en particulier plus d'imagination que n'en ont manifesté les chevaliers et chevalières du mouvement féministe depuis un quart de siècle. Il doit y avoir mieux, comme tactique, que les jérémiades répétitives sur les écarts de revenus, les plaidoiries à saveur démagogique ou les petites crottes ridicules qui massacrent les textes français dans notre pays, ce qu'ont évité les autres pays francophones. L'exemple vient de haut : essayez de lire les textes administratifs de l'UQAM, qui devrait être un bastion du bon goût en matière de langue.

Je n'ai jamais travaillé aussi longtemps et en aussi étroite communion avec mes semblables que pendant ces quelque trois ans. Tous les cerveaux ne fonctionnent pas de la même façon et ne puisent pas aux mêmes sources de connaissances ; il est fascinant de pouvoir l'observer d'aussi près. J'ai eu l'occasion d'en voir un à l'oeuvre qui était exceptionnel, celui de la secrétaire générale de la Commission, Mme Monique Bégin, encore fort jeune à l'époque. Quand on parle de puissance du cerveau, on pense surtout aux abstractions et aux raisonnements de type mathématique. Mais il y a aussi la sensibilité, l'intuition, la capacité de perception, la vivacité, le jugement. À cet égard, notre secrétaire générale avait des dons peu communs et la Commission lui doit une bonne dose de gratitude. Ses talents se sont d'ailleurs illustrés dans la suite : cette maîtresse d'école sociologue est devenue ministre de la Santé, puis doyenne d'une faculté des sciences de la santé, avec, comme passe-temps, la coprésidence d'une commission d'enquête sur l'enseignement en Ontario. En passant, cette commission ontarienne a fait des recommandations originales, réfléchies et courageuses, dont le Québec

aurait pu s'inspirer plutôt que de rééditer la production d'une ratatouille à saveur corporatiste et doctrinale, par une journée de cuisiniers intéressés habillés en « états généraux.

Comment se débrouiller avec un milliard de Chinois

Au début des années 70, les dirigeants chinois commencèrent à s'inquiéter du grand nombre de bouches qu'ils avaient à nourrir, nombre qui au surplus croissait de quinze millions par année. Ce souci légitime entraîna, de la part des chefs politiques et de quelques scientifiques chinois, des déclarations inspirées d'un malthusisme que Malthus lui-même aurait certainement trouvées outrancières. Cela constituait une grave hérésie par rapport à la doctrine marxiste orthodoxe ; on s'en tirait en faisant commencer tous les documents par une profession de vigoureuse fidélité à la pensée des principaux Pères de l'Église (de Marx à Mao), après quoi on passait aux choses sérieuses, en se gardant bien d'ailleurs de mentionner le nom du pasteur Malthus. Cette démographie économique simpliste était à l'honneur dans la tête des dirigeants, mais la démographie tout court était peu répandue. Dans un pays à direction vigoureuse, cette lacune était grave mais elle allait être corrigée énergiquement.

Vers 1978, le gouvernement du peuple a créé presque du jour au lendemain une quinzaine de centres de recherche sur la population. D'après ce que j'ai pu comprendre, ces centres ont été « occupés », pour une certaine partie, par des chercheurs formés en économie politique (entendez en doctrine marxiste) ou en statistique ; les autres étaient des reliquats surprenants de la dévastatrice Révolution culturelle, c'est-à-dire des personnes qui n'avaient d'autre qualification que celle d'être dans les bonnes grâces de la clique du Grand Timonier. Pendant cette folle décennie (1966-1976), ils avaient eu la chance d'atterrir dans une université ou un institut de recherche. Cinq ans après la fin de cette révolution et la disparition de la très honnie « bande des quatre », on ne les avait pas encore chassés et ils encombraient les corps professoraux des établissements universitaires. À tel point qu'à l'Université de Fudan, par exemple, il y avait trois

étudiants seulement par professeur, proportion révélée par les dirigeants eux-mêmes.

Le gouvernement chinois connaissait fort bien ces faiblesses et il accepta le concours de l'ONU pour donner un début de formation à ces « chercheurs » vrais ou faux, en y ajoutant quelques jeunes diplômés. J'allais être un de leurs moniteurs.

Mon ami bourlingueur, Walter Mertens, avait été désigné par les Nations unies, vers 1979, comme représentant à Beijing en matière de démographie. Il habitait avec sa famille dans l'un de ces enclos surveillés en permanence par des sentinelles militaires. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, elles n'étaient pas là pour vérifier les allées et venues des résidents étrangers, mais bien pour empêcher les citoyens de la République populaire de pénétrer là, sauf avec permission. Mertens recruta trois professeurs pour donner avec lui des cours de démographie pendant six semaines à une bonne cinquantaine de stagiaires, réunis à l'Université de Fudan, à Shanghai, au cours de l'été 1981 : le professeur Toshio Kuroda, de l'Université de Nihon à Tokyo, traiterait de migrations ; le professeur Warren C. Robinson, attaché à l'époque à la State University of Pennsylvania, aurait à vaincre des mythes éléphantsques : il aborderait les aspects économiques de la population ; Mertens devait analyser la population active ; à moi, on avait demandé d'initier ces stagiaires à l'analyse de la fécondité.

Nos auditeurs avaient tous les âges compris entre vingt et soixante-dix ans, la majorité ayant dépassé la cinquantaine. Je ne jurerais pas que plus du tiers des participants ont pu comprendre l'essentiel. Tout ce que je peux en dire est d'ailleurs fort approximatif, car nous avions, à cause de la langue, bien peu de rapports avec eux. Tout se passait, en effet, par le truchement de l'interprète qui avait été attribué à chacun de nous. Ce n'est qu'à la toute fin du stage, par exemple, que je finis par découvrir un jeune qui comprenait un peu l'anglais. J'en profitai pour lui poser une question qui m'intriguait depuis le début : pourquoi mon interprète prenait-il tant de temps à traduire mon discours. Car telle était la méthode : je parlais trente ou quarante secondes, je m'arrêtais, mon interprète traduisait. L'explication était fort simple : mon interprète traduisait chaque morceau de deux, parfois trois manières différentes ! Si bien que quand il avait terminé, j'avais parfois du mal à me souvenir de la dernière phrase que j'avais dite.

Nous trimions assez dur : ce n'était pas tout de donner les cours : outre la préparation de la matière des leçons, il fallait « répéter » chacune d'elles avec l'interprète, pour qu'il ne fût pas pris au dépourvu, en classe, par un élément qu'il ne comprenait pas. Il faisait fort chaud et faute de mieux, nous parlions en agitant un éventail. L'Université de Fudan était à une bonne demi-heure en minibus du centre-ville, dans un quartier qui ne ressemblait ni à la ville ni à la campagne. Sur tout le parcours, le conducteur klaxonnait régulièrement, une fois par seconde environ, pour écarter les cyclistes innombrables.

Nous étions encadrés par des administrateurs efficaces, mais sur le plan scientifique, nous étions complètement isolés et privés de toute inspiration qui aurait pu venir de la Chine, car il n'y avait pas un seul véritable démographe à cinq cents kilomètres à la ronde. Il y avait cependant, à Shanghai, l'un de ces quelque quinze centres de recherche sur la population créés peu auparavant. Nous sommes allés rendre visite aux six ou sept chercheurs de cet institut, curieux d'apprendre ce qu'ils faisaient et comment ils étaient équipés. Ils eurent vite fait de nous dire ce qu'ils faisaient et ont plutôt insisté pour que nous leur disions, nous, ce qu'ils devaient faire. Nous avons bravement surmonté notre étonnement et, à titre d'illustration un peu facile, nous avons suggéré qu'ils pourraient peut-être soumettre à une analyse critique la prétention du ministre responsable voulant que si chaque famille respectait la consigne de l'enfant unique, le taux d'accroissement naturel de la Chine baisserait à 5 pour mille habitants dès 1985. Étonnement et hilarité contenue chez nos hôtes : il était impensable de supposer que peut-être le gouvernement faisait erreur ! La bonne volonté de ces chercheurs ne pouvait pas compenser leur manque d'audace ni la pauvreté de leur bibliothèque : pas plus de six mètres de rayons.

Notre séminaire de six semaines n'allait certainement pas donner à la Chine les démographes dont elle avait besoin. C'était le moment où la Chine s'ouvrait au monde. Le Gouvernement a envoyé un peu partout dans les pays développés un régiment d'étudiants prometteurs. Nous avons rencontré l'un d'entre eux : après des études universitaires à Beijing, il devait partir aux États-Unis. Jeune homme certes intelligent, mais on est parfois décontenancé par la distance qui sépare les objets de fascination des uns et des autres : pour ma femme, c'étaient les statuettes de bronze ; pour lui, c'étaient les montres et... les chemises de marque Arrow.

Mais si la Chine commençait à s'ouvrir au monde, les Chinois, eux, étaient sur leur garde quant à la surveillance dont ils étaient l'objet - on les comprend - et il n'était pas facile de savoir ce qu'ils pensaient. Ils étaient encore épiés partout. Nous avons eu quelques réunions un peu formelles avec les administrateurs de l'Université ou quelques fonctionnaires. Presque tous nos hôtes étaient affables et détendus, mais il y avait toujours une dame silencieuse d'âge canonique, au visage un peu sinistre et qui s'asseyait les jambes écartées : c'était la surveillante de la bonne pensée. Pas la nôtre, notre cas était sans rédemption, mais celle de ses camarades. Autre exemple : une dame reçut de nos amis Mertens, chez qui elle travaillait, des vêtements dont ils n'avaient plus besoin. Les gens de son quartier l'ont accusée d'avoir obtenu ces cadeaux en échange d'informations secrètes et elle fut soumise à des interrogatoires en règle ! En fait, ma femme, mes collègues et moi en avons plus appris sur eux par Mertens, qui les côtoyait régulièrement depuis quelques années, que par les quelques contacts directs que chacun de nous pouvait avoir, à peu près exclusivement avec son interprète.

Les Chinois qui nous encadraient quotidiennement furent discrets et serviables. Sans doute a-t-on épié nos cours, mais nous n'en avons rien su. C'est surtout en matière de divertissement et de tourisme que nous avons senti quelque peu la rigidité de leur sens de l'organisation. Mais je ne me plains pas : grâce à leur sens de l'hospitalité, nous avons vu quelques opéras classiques chinois, plusieurs spectacles d'acrobatie, des concerts des minorités périphériques, dont la musique est toute proche de la nôtre ; nous avons visité quelques hameaux modèles, de délicieux jardins publics, des ateliers d'artisanat, des musées, un haut fourneau géant, etc. Nous avons appris par Mertens que ce haut fourneau, étonnamment désert quand nous y sommes allés, perdait un peu de sa hauteur chaque mois, car il s'enfonçait progressivement dans un sol trop mou, erreur due à l'entêtement d'un ministre.

Je n'entreprendrai pas de décrire l'âme chinoise et je me limiterai à rapporter ce qui m'a le plus surpris dans le comportement de nos hôtes : c'est le contraste entre, d'une part, leur très ardente curiosité à l'égard de notre physique et, d'autre part, l'espèce de claustration à laquelle les non-Chinois étaient soumis, en particulier à l'occasion des repas. On ne mangeait pas dans la même salle dans les hôtels et restaurants ; pas à la même table dans les cafétérias universitaires ; à des moments différents dans les trains. Il n'y avait rien à faire. Mais on nous laissait

aller où l'on voulait dans Beijing ou Shanghai. Nous avons beaucoup marché, ma femme et moi, dans ces rues de Shanghai où l'on prépare les légumes, on fait la cuisine, la lessive et la sieste, parfois du tai-chi. Dès que nous nous arrêtons, nous étions subitement cernés par des passants ou des voisins de tous âges, qui se plaçaient sous notre nez pour en examiner le caractère cyranesque, car pour eux, les Blancs ont un appendice nasal long. Il n'y avait pas là la moindre agressivité et il était amusant de voir surgir en deux secondes une dizaine de jolis visages souriants qui avaient l'air de nous demander : « Comment diable vos parents ont-ils fait pour vous fabriquer ainsi ? »

Les banquets et réceptions échappaient évidemment à la règle de la claustration. Les Chinois en sont friands et ont pour cela beaucoup de talents, non seulement culinaires mais aussi oratoires. Beaucoup d'hommes présentaient des toasts bien sentis ; cependant, les quelques femmes chinoises qui étaient là (elles n'étaient pas des épouses et devaient donc avoir quelque responsabilité) restèrent silencieuses. Gardiennes de la bonne pensée là aussi ? Mais ma femme en a été ravie : elle eût préféré être emmenée par les gardes rouges plutôt que de faire un discours.

Car pour l'art oratoire, nous avions aussi notre part à faire. Et je me suis surpris à déclarer avec émotion, après quelques culs secs, que la fraternité qui commençait à bourgeonner sur les branches de l'arbuste que nous venions de planter, n'était que la douceur du printemps, et qu'avec les saisons, des fruits abondants n'allaient pas manquer d'enrichir notre amitié avec la Chine, l'un des pays où l'on cultive le mieux l'intelligence et la sagesse. Yes, Sir ! Mais c'est là un travail d'écolier si on le compare au flamboiement des discours que nous avons entendus.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 10

Polémiques

[Retour à la table des matières](#)

On ne s'aventure pas sur le terrain des problèmes contemporains sans rencontrer des adversaires. J'aime assez le jeu, surtout quand il s'empare de questions importantes. Plusieurs des études dont je viens de parler ont eu un volet polémique qui m'a beaucoup amusé. Mais attention, nous ne sommes plus tout à fait dans le domaine de la science.

Débat démolinguistique

En été 1977, le ministre Camille Laurin se débattait en commission parlementaire à propos de son projet de loi n° 1 sur la langue française. Il faut croire que ça n'allait pas trop bien, car il le retira, puis le présenta de nouveau en Chambre, coiffé du n° 101... sans discussion en commission, cette fois. C'est ce qu'on a appelé, plutôt incorrectement, la « charte de la langue française ». Les défenseurs de cette loi s'appuyaient en grande partie sur des considérations démographiques, en particulier la perte de poids des francophones au Québec, aussi bien dans un passé récent que pour l'avenir. Cela a déclenché une guerre de chiffres entre démographes québécois et il n'est pas sans intérêt d'en rappeler les

principaux épisodes. Guerre de chiffres, c'est une façon de parler ; il y eut surtout une guerre d'hypothèses. C'est là que le diable se cachait, enveloppé du fleurdelysé. Rappelons que dans sa forme originelle, cette loi interdisait l'école anglaise à tous les enfants, sauf ceux dont un des parents avait fréquenté une école primaire anglaise du Québec. C'est donc par héritage de parents de souche québécoise, que certains enfants anglophones acquéraient le droit de fréquenter l'école anglaise. Les autres étaient voués à la francisation.

Mon collègue Réjean Lachapelle travaillait alors précisément sur l'évolution des groupes linguistiques, à l'Institut de recherche sur les politiques publiques, un centre de recherche canadien privé, dont le siège social était à Montréal. En avril 1977, il écrivit un article pour *Le Devoir*, dans lequel il faisait remarquer qu'un exercice de logique élémentaire montrait que ces dispositions de la loi n° 1 allaient probablement priver les anglophones du Québec d'une bonne partie des sources démographiques qui les ont toujours alimentés : les immigrants des autres provinces et des autres pays. Les anglophones allaient continuer à quitter le Québec en assez grand nombre ; d'autres les remplaceraient, mais leurs enfants auraient toutes les chances de se franciser.. pour peu que la loi soit efficace. Lachapelle parlait de « disparition tendantielle » des Anglo-Québécois. Il entrevoyait également un fort rétrécissement du système scolaire anglais. On pouvait en conclure que si l'on désirait tout simplement empêcher que la fraction des anglophones ne s'accrût, au Québec et à Montréal en particulier, on pouvait se contenter de mesures moins astreignantes. L'auteur ne s'opposait pas à l'ensemble de la loi, et son analyse était présentée avec pondération, sans malice ni intention de provoquer.

Tempête ! Ce malheureux démographe avait commis un sacrilège. Lachapelle venait de toucher à une entreprise chère aux hypernationalistes, presque un symbole ; et il s'attaquait - indirectement, mais quand même - au grand-prêtre de l'obsession franco-québécoise. Deux semaines plus tard, il fut mitraillé dans le même journal par neuf démographes déclinant leurs titres : quatre anciens ou actuel présidents de l'Association des démographes du Québec, trois professeurs de démographie, quelques hauts fonctionnaires. Et quelle virulence dans l'attaque ! Ces membres de ma confrérie étaient horrifiés par l'expression « disparition tendantielle » (des Anglo-Québécois) ; on n'allait pas comme ça être privé de nos chers ennemis ! La bande des neuf a doucement ridiculisé

Lachapelle, a taxé son argumentation d'absurde et a servi aux lecteurs toute une série de raisons pour lesquelles nul n'avait à s'inquiéter du sort de l'ennemi. La plupart de ces raisons reposaient sur des faits réels, mais ces faits avaient peu d'effets.

J'étais tout à fait hors du coup, mais après avoir lu cette attaque, largement injustifiée, me semblait-il, je m'empressai de téléphoner à mon ancien étudiant, pour lui dire qu'il y avait au moins un de ses anciens profs qui lui donnait raison et que s'il le souhaitait, j'étais disposé à l'épauler. Nous écrivîmes ensemble un premier article, dans *Le Devoir*, en juillet 1977. Cela déclencha une assez longue polémique qui a dû ennuyer bon nombre de lecteurs. Je me garde bien de faire ici un résumé de ce débat assez fastidieux, sauf pour les amateurs d'arithmétique, ce qui ne court pas les rues. Le 15 août, nous terminions notre dernier article dans *Le Devoir* en avertissant que cela suffisait et que nous ne riposterions plus. Quinze démographes québécois ont participé à cette bataille, d'une façon ou d'une autre. À l'exception de Lachapelle et moi, tous s'étaient mis au service du catéchisme péquiste, parfois sans s'en rendre compte, m'a-t-il semblé.

L'emprise de la foi nationaliste fut telle que trois représentants de l'Association des démographes du Québec, dont le président, sont allés devant la commission parlementaire qui discutait de cette question, pour défendre, au nom de l'Association, la thèse du Ministre. Ce dernier a évidemment félicité ses thuriféraires, qui ne se sont jamais rendu compte qu'une association scientifique qui respecte ses membres, ne se prononce pas sur des questions politiques qui concernent autre chose que l'avancement de la science ! Il y a là une impudeur infantile. Quelques années plus tard, juste avant le premier référendum, on a donné, en pleine assemblée de l'Association des démographes du Québec, le résultat d'un sondage auprès des membres sur leur réponse à la question du référendum : un peu plus de 80 % allaient voter « oui ». Pourquoi se gêner quand on est en famille et qu'on pense tous la même chose ?

Quant à Lachapelle et moi, nous avons ensuite poursuivi notre recherche dans un contexte plus serein : pendant trois ans, nous avons travaillé au livre dont il a été question plus haut. Il fut publié en français en 1980 et en anglais en 1982, avec le concours d'un excellent traducteur, Deirdre A. Mark.

J'ai joué sur ce terrain un match encore plus polémique. En 1982, le gouvernement fédéral a contesté, devant les tribunaux, certaines dispositions de la loi 101, qu'il croyait non conformes à la charte des droits. Il s'agissait, tout compte fait, d'assez peu de choses : le gouvernement fédéral désirait que les enfants dont un des parents avait fréquenté une école anglaise au Canada (et non au Québec seulement) eussent accès à l'école anglaise. Le procureur du gouvernement fédéral, Me Raynold Langlois, m'a appelé comme témoin expert pour parler démolinguistique devant le juge Jules Deschênes. Le gouvernement provincial avait aussi les siens. « Mon » procureur a été implacable à l'égard des témoins experts adverses et je me suis rendu compte que les jeux des plaideurs sont loin de l'atmosphère feutrée des universités et de l'indulgence des professeurs. L'un des témoins adverses s'est entortillé dans ses réponses aux questions du procureur du fédéral et s'est contredit de façon flagrante. J'ai admiré l'habile construction du piège de Me Langlois, mais je n'ai pu m'empêcher de m'apitoyer sur le sort de mon collègue adversaire. Il a blêmi et a dû se retirer temporairement pour reprendre ses esprits.

Les tribunaux ont donné raison au gouvernement fédéral. Dans un long article publié dans *Le Devoir*, le 9 septembre 1982, le juge Deschênes écrivait que : « En effet, l'argument du Québec fait état d'une conception totalitaire de la société à laquelle la Cour ne saurait se rallier.. La prétendue restriction d'un droit collectif qui priverait le centième membre du groupe de l'exercice des droits garantis par la Charte constitue, pour ce centième membre, une véritable négation de ses droits... Pour chaque citoyen touché par la clause Québec, celle-ci constitue la négation des droits que la Charte canadienne lui garantit : la clause Québec doit donc céder. »

J'ai commis une maladresse en témoignant. J'expliquais au tribunal une stratégie méthodologique que Lachapelle et moi avions adoptée dans notre étude. Des calculs préliminaires nous avaient déjà indiqué que la fraction des francophones allait probablement augmenter au Québec. Sachant que les nationalistes défenseurs de la thèse péquiste allaient tout faire pour essayer de montrer que nous avions erré, nous avons systématiquement choisi des hypothèses qui allaient plutôt à l'encontre de ce résultat. On comprendra que personne ne connaît l'intensité des courants migratoires futurs suivant la langue, ni les choix linguistiques que feront les uns ou les autres. Il faut donc faire des

hypothèses raisonnables, compte tenu, bien entendu, des comportements observés dans le passé. Or, le raisonnable présente des sentiers divers. Dans l'incertitude, nous avons penché du côté des cheminements qui allaient à l'encontre du résultat attendu : immigration étrangère plutôt forte ; émigration des anglophones du Québec plutôt faible ; attrait de l'anglais plus grand que nature, etc.

Pour me faire comprendre, j'ai utilisé une analogie : nous avons agi comme un biologiste dont les clients craignent qu'un polluant quelconque déversé dans une rivière, n'affecte leur santé. Le biologiste croit qu'il n'y a pas de danger, mais pour que son analyse soit plus rassurante, il grossit la quantité déversée, accroît aussi la virulence du polluant, donne à son action une durée particulièrement longue. Si, malgré cela, on constate qu'il n'y a aucun risque, on n'en sera que plus rassuré.

Un journaliste de la Presse canadienne, qui était sur place, a écrit dans son compte rendu que pour moi, les Anglos du Québec étaient un polluant ! Son titre : « La pureté à tout prix. » Je ne sais combien de journaux ont publié cette sottise. Le mal était irréparable, mais j'ai fait ce que j'ai pu. J'ai demandé au procureur du fédéral d'intervenir auprès du juge pour qu'il exige une rétractation : le juge n'a pas bougé ; j'ai écrit à la Presse canadienne : aucune réponse. Me Colin Irving, qui représentait la Commission des écoles protestantes à ce procès, a écrit au Globe and Mail, qui avait publié l'article, afin de rectifier la stupidité du journaliste : je n'en ai pas eu d'écho.

Défaite du gouvernement péquiste devant les tribunaux, défaite aussi devant les faits : le recensement de 1981 démentait les inquiétudes des hypernationalistes. Nos détracteurs démographes se sont tus pendant une douzaine d'années. Mais de nouveau, discrètement, le loup-garou se montre le bout du nez et les politicailleurs reprennent le refrain d'un Montréal qui s'anglicise. C'est faux : dans la région métropolitaine de Montréal, entre 1986 et 1991, les flux exceptionnellement élevés de nouveaux immigrants ont accru la part des allophones et ont fait baisser la fraction des anglophones, laissant pratiquement stable celle des francophones. Dans l'Île-de-Montréal cependant (moins de 60% de la population de l'agglomération), les gains des allophones sont considérables, au détriment des francophones et surtout des anglophones. Mais il faut être péquiste ou péquisant, avoir quelque idée derrière la tête, pour limiter Montréal à son île ! Pour y inclure Baie-d'Urfé, par exemple, mais pas Longueuil ! On comprendra par

les trois pourcentages suivants l'intérêt de l'Ile-de-Montréal comme épouvantail linguistique : en 1991, la fraction des personnes de langue maternelle française était de 68,5% dans l'ensemble de l'agglomération, de 64,2% dans la ville de Montréal et de 56,8% dans l'île. Si vous désirez semer la frayeur linguistique, que choisissiez-vous ?

On m'a reproché d'avoir changé d'idée, au cours du temps, sur cette question. C'est vrai, mais voilà un reproche bien bizarre, car il n'y a que les sots qui ne changent jamais d'avis. jusqu'en été 1977, personne ne connaissait l'ampleur des mouvements migratoires interprovinciaux suivant la langue. Les démographes qui désiraient faire des perspectives sur l'évolution respective des groupes linguistiques au Canada avaient une idée de la fécondité, de la mortalité, des transferts linguistiques de chaque groupe ; rien sur la langue des migrants interprovinciaux. Or, pour le Québec, les migrations interprovinciales sont passablement plus importantes que les mouvements entre le Québec et les pays étrangers. Que pouvions-nous faire ? Des hypothèses raisonnables. Je venais tout juste d'en faire avec deux de mes collègues, quelques mois auparavant. Nos hypothèses étaient raisonnables, mais elles étaient erronées : personne ne soupçonnait que l'émigration des Anglo-Québécois vers d'autres provinces était aussi forte : entre 1966 et 1981, à chaque lustre, 15% d'entre eux ont quitté la Belle Province pour un autre coin du Canada.

Qu'avons-nous donc appris en été 1977 ? Statistique Canada a publié pour la première fois les statistiques nécessaires : les migrations interprovinciales par langue maternelle au cours de la période 1966-1971. Elles provenaient du recensement de 1971. Il les publie régulièrement depuis, avec un délai moins long. Ce fut une révélation. Des faits nouveaux, insoupçonnés, nous étaient révélés, qui chamboulaient passablement les perspectives futures. Que fait un scientifique quand il apprend que ses hypothèses passées sont contrariées par les faits ? Il refait ses calculs. C'est ce que Lachapelle et moi avons fait.

Pour ce qui me concerne personnellement, je ne rougis pas de mes pronostics passés. Car il y avait en outre un raisonnement très légitime qui soutenait les pronostics « pessimistes » que j'avais faits auparavant - comme d'autres d'ailleurs. Pendant un siècle, un équilibre remarquable s'était maintenu entre le français et les autres langues au Québec, équilibre résultant de deux phénomènes qui se faisaient contrepoids : les Anglos profitaient de l'immigration étrangère, dont la

grande majorité adoptaient l'anglais ; les Francos répondaient par la revanche des berceaux. Or, vers 1950, cette surfécondité était presque disparue et l'équilibre séculaire était rompu... au profit des Anglo. Rien de plus logique, mais un autre phénomène, très sous-estimé jusqu'en 1977 faute d'informations, venait de prendre une importance insoupçonnée : la saignée des anglophones (et dans une moindre mesure des allophones) par émigration vers le reste du Canada.

Mon « pessimisme » antérieur, concernant l'évolution de la proportion des francophones du Québec m'a cependant un peu gêné. Comme mes pronostics pessimistes faisaient l'affaire des hypernationalistes, qui se nourrissent en grande partie de la crainte des autres, beaucoup ont pensé que j'appartenais à cette catégorie de citoyens. Bon, c'est un mauvais moment à passer. Quant à l'avenir, nul ne peut jurer de rien. Je serais tenté d'avancer que si le Québec reçoit régulièrement plus de 40 000 étrangers par an, la fraction des francophones risque de se réduire.

Mon combat contre les pidgin-marxistes

C'est Jean-François Revel qui a inventé l'expression et c'est pour moi l'une des trouvailles les plus succulentes de cet essayiste, qui a excellé autant par son style que par ses idées, sa clairvoyance, son indépendance d'esprit et la vigueur de ses arguments. Certainement l'un de mes auteurs préférés. Il faut lire, dans *La Tentation totalitaire*, le chapitre qui porte ce titre. Il s'agit d'un courant de pensée, ou plutôt de croyances, qui s'inspirent du matérialisme historique, de Marx, davantage de Lénine et du tiers-mondisme. Il ne faut y chercher ni la limpidité ni la rigueur. Le pidgin-marxisme est aussi le support d'une action politique ; il a un ennemi qui est responsable de tous les maux de la Terre, le capitalisme au singulier. Au singulier, car du haut de la montagne de la Vérité pidgin-marxiste, il importe peu de faire des distinctions entre le capitalisme de 1850 et celui de la fin de notre siècle ; entre celui du Guatemala et celui de la Suède. S'il ne pleut pas suffisamment au nord du Burkina Faso, c'est le capitalisme qui est le principal coupable. Si certains immigrants du Canada sont chômeurs ou occupent des emplois peu rémunérés, c'est encore lui. Je ne vais pas répéter ici ce que je pense du pidgin-marxisme appliqué au domaine de la démographie ; je l'ai fait dans les

Cahiers québécois de démographie (1980, vol. 9, n° 3), la revue des démographes canadiens de langue française. Mes collègues ont dû être surpris de lire cette philippique dans leur revue, où l'on trouve en général cent fois plus de calculs descriptifs que d'idées polémiques. Une fois n'est pas coutume.

Deux de nos professeurs ont brandi cet étendard-là. Évidemment, dans une université, on a le droit de penser ce qu'on veut et d'ailleurs, le courant était à l'époque fort répandu. Mais a-t-on vraiment le droit de professer la sottise de façon systématique ? Peut-on sans coup férir déformer les écrits des « dominants hérétiques » - qui sont forcément les défenseurs du capitalisme impérialiste le plus abject - afin de les démolir plus facilement ? Ne peut-on s'attendre à quelque moquerie quand on avance avec un air de conquérant une platitude que tout le monde admet ? Et n'y a-t-il pas quelque morbidité intellectuelle dans la perception de l'idéologie partout ? Ce n'est pas parce que les pidgin-marxistes pataugent avec délectation dans leurs piteux et fumeux actes de foi qu'il faut en voir partout.

D'autre part, il y avait là une question morale : nous avions la responsabilité de donner une formation scientifique à des étudiants et quand ils tombaient sous l'influence de cette religion, les croyances et les poncifs tenaient lieu en grande partie des observations honnêtes et des raisonnements rigoureux. Cela me paraissait particulièrement fâcheux pour nos étudiants africains, qui n'étaient que trop heureux de naviguer dans ces eaux-là. Voici un étudiant zaïrois, dont le pays est assez doté de richesses naturelles pour nourrir l'Afrique entière, paraît-il. Dites-lui que si l'on y meurt de faim, c'est à cause du capitalisme périphérique et non de l'incurie de ses gouvernants, cette dernière cause étant d'ailleurs dénoncée par plusieurs adversaires du capitalisme. Quel soulagement ! Réforme agraire, système de prix qui encourage les paysans, réduction de la natalité, à quoi bon se soucier de tout cela, puisque la solution est dans la lutte des classes internationale et l'abolition du capitalisme périphérique.

En outre, ce courant religieux, comme tous les autres, entraînait une ferveur dans l'action qui se conciliait mal avec la retenue, la réserve, l'ascèse même, qui doit caractériser toute démarche de caractère scientifique. Une atmosphère de chapelle entourait tout cela. Des informations qui auraient bénéficié d'une discrétion élémentaire, étaient rapidement connues des étudiants militants. De singulières cohésions surgissaient, qui supprimaient toutes les distances :

géographiques, disciplinaires ou simplement d'âge. Assez belle fraternité, d'ailleurs.

Pour moi, accepter ces sottises, ce tissu d'intrigues camouflées sous de bons sentiments, cette mainmise sur les étudiants et cette exploitation de leur naïveté, ce n'était pas de la tolérance, c'était de la mollesse. On peut bien laisser courir les discours abscons ; on ne peut laisser passer n'importe quel mémoire de maîtrise. À titre de membre de jurys de mémoires d'étudiants, j'ai utilisé mon droit de veto pour opposer un refus radical à deux mémoires, ce qui ne se voyait à peu près jamais dans cette université où l'une des principales devises, jamais exprimée, est « Ne faisons pas de vagues ».

L'un de ces mémoires était fort amusant. C'était une véritable fable, bien écrite et pleine d'imagination, dans laquelle l'auteur donnait une interprétation maoïste de la fécondité chinoise, fécondité dont on ne connaissait d'ailleurs à peu près rien à l'époque, les autorités refusant de divulguer les informations qu'elles pouvaient avoir. On apprenait, dans ce conte féérique, que les rapports de production qui s'étaient établis, grâce à la ligne de pensée du Grand Timonier, faisaient en sorte que la fécondité chinoise - que l'auteur de ce mémoire ne connaissait pas plus que quiconque - était exactement au niveau souhaitable pour le bien-être du peuple chinois, désormais maître de sa destinée. Par quel mécanisme cette enviable adaptation se produisait-elle ? Eh bien ! si vous vous posez cette question, vous êtes un impertinent capitaliste ! Comment pourrait-on imaginer que des prolétaires qui sont maîtres de la production de leur société ne seraient pas également maîtres de leur propre reproduction ? Car en effet, - c'était l'un des dogmes de ces démographes nouveau genre - la démographie n'est après tout que l'un des aspects de la reproduction de la force de travail, sinon sa définition même. L'étudiant dont je jugeais le mémoire était responsable de ce qu'il avait inventé, mais il était un peu victime de son directeur de mémoire. J'ai cru bon de compatir quelque peu en lui écrivant une lettre exprimant mon regret et justifiant mon refus. Le lendemain, elle circulait parmi tous les membres, profs et étudiants, de la confrérie des pidgin-marxistes et autres tiers-mondistes du Département ! À la guerre comme à la guerre... aux capitalistes fonctionnalistes !

Je me suis donc très franchement opposé à ce genre de salmigondis. Je fus le seul. Mais j'ai toujours pensé que la majorité de mes collègues étaient très probablement - et très silencieusement - de mon avis. Vive la liberté académique !

Maintenant, c'est de l'histoire ancienne, mais on trouve encore, à l'occasion, une discrète profession de foi.

C'est à peu près fini, mais une bonne partie du monde occidental se sera fait berner pendant un demi-siècle par des sornettes qui ont abouti à des catastrophes sanguinaires. Et comme se le demande Revel, saurons-nous reconnaître la prochaine vague d'imposture quand elle se présentera, sans doute sous d'autres habits ?

Mes accrochages avec les féministes stridentes

Il y eut au Québec une effervescence féministe peu commune. Elle a eu ses accès de nervosité, ses amirales fébriles, mais je ne mettrais sûrement pas toutes les féministes dans le même sac, Dieu m'en garde, car il y a des femmes - et même des hommes - qui ont combattu avec intelligence, courage et habileté, les injustices et le mépris dont les femmes ont été l'objet, et cela de la façon la plus grossière. On a oublié que les Canadiennes n'ont pu être nommées sénatrices avant 1929, parce que la loi disait qu'il fallait pour cela être une *personne* et qu'un tribunal avait déclaré qu'à cet égard, les femmes n'étaient pas des personnes ! On a peut-être oublié aussi que ce n'est qu'en 1940 que les femmes ont acquis le droit de voter au Québec, vingt-trois ans après les Ontariennes. Bravo, donc, pour les féministes. Une femme bien née ne peut tourner le dos, ni même en avoir l'air, à une lutte aussi nécessaire.

Mais il y a aussi celles qu'Allan Bloom, dans son livre *L'Âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, appelle « les féministes stridentes ». C'est la face hystérique de ce qui, sans cette déformation, est une vertu. Elles ne sont pas très nombreuses, mais quelle efficacité ! J'ai eu quelques démêlés avec elles à propos de natalité. Les stridentes ne veulent pas en entendre parler, car si l'on en parle sérieusement, on risque d'aboutir à la nécessité de la redresser. Dire cela, c'est renvoyer les femmes à leurs chaudrons, rien de moins ; c'est le retour à la fécondité de nos arrière-grand-mères, six ou sept enfants. Or, il s'agit, pour retrouver la « santé démographique », de passer de 1,6 enfant par adulte à 2,1, si l'on veut être précis ; c'est-à-dire que par comparaison au comportement récent, un adulte sur deux aurait un enfant de plus. Rien à faire, tant que les femmes ne

recevront pas justice, ne leur demandons pas de faire des enfants ! Une journaliste particulièrement inspirée de *La Presse* s'est laissée emporter un jour par un élan quasi poétique : elle a accusé les hommes qui préconisent un redressement de la natalité de « danser sur le ventre des femmes ».

Cette idéologie fut assez virulente pour occulter la question de la fécondité des familles dans deux rapports importants qui auraient dû normalement l'aborder : celui de la Commission parlementaire de la culture sur les tendances démographiques du Québec en 1984 ; celui du Comité sur la politique familiale en 1986. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire tout le mal que je pensais du deuxième ; le premier est fort bien fait, mais tout ce qu'on y trouve sur la natalité, c'est une invitation à réfléchir à la question !

Le féminisme de combat n'a que rarement manifesté de l'imagination et il me paraît affecté de deux faiblesses - d'abord, il est un peu pleurnicheur ; ensuite, il n'arrive pas facilement à se débarrasser de l'idée que le comportement et les attributs masculins frisent un idéal que les femmes devraient chercher à atteindre. Bien sûr, on a toutes les raisons de protester devant la goujaterie, la bêtise et la violence de certains hommes. Mais quoi faire pour stopper cette brutalité ? Il ne suffit pas de se plaindre.

J'ai donc quelque peu guerroyé, sous bien des formes, autour de cette question, mais j'ai rarement provoqué la bagarre ; j'ai cherché à répondre aux attaques des anti-naissances. Mon objectif était d'alerter mes concitoyens à propos des conséquences indésirables d'une trop faible fécondité. À l'occasion, j'ai dû égratigner quelques combattantes. J'ai demandé à l'une d'elles un jour : « Alors, si je vous comprends bien, vous préférez, pour le futur, des femmes non existantes (faute de fécondité) dans l'égalité complète par rapport aux hommes, eux aussi non existants, plutôt que des femmes souffrant encore de quelque injustice, mais bien vivantes ? » Réponse : « Certainement ! » Voilà ce qui s'appelle la foi.

À propos des vieux envahissants

C'est par leur nombre relatif, et non par quelque comportement impérialiste, que les personnes âgées ont commencé et vont continuer à prendre de plus en plus de place. Dans quarante ans, il y aura plus de vieux que de moins de quinze ans. Ce sera de l'inédit et il est difficile de prévoir le changement d'ambiance qui en résultera dans nos rues et nos parcs. On ne peut non plus mesurer le degré d'isolement de beaucoup d'entre eux, ceux - et celles surtout, car ce seront surtout des femmes - qui n'auront pas eu d'enfants. Ils seront victimes de leur propre défaillance, car d'une façon générale, si ces vieilles et ces vieux d'après 2030 manquent d'adultes pour les aider, payer les impôts nécessaires à leur santé et leur pension publique, c'est tout simplement qu'ils auront refusé de les faire naître.

Mais si l'ambiance socio-psychologique est impossible à prévoir, les coûts financiers futurs pour l'État peuvent se chiffrer, au moins en gros. Il s'agit ici du coût sous sa forme la plus crue : la fraction du revenu de chacun qui devra être perçue pour défrayer les dépenses à deux postes, les pensions et la santé. On peut se quereller sur la décimale, mais le fardeau va tellement grossir - si l'on ne fait rien - que la précision est inutile. On ne voit pas pourquoi on taxerait de « noircisseur » celui qui attire l'attention sur les dangers de l'immobilisme devant un tel phénomène. J'ai suivi là-dessus le sentier ouvert et souvent parcouru par Sauvy, qui a souvent « prêché » contre cet immobilisme. Voici un de ses traits de génie : « Le vieillissement engendre sa propre analgésie, sa propre non-conscience ; de ce fait, il est mal connu, mal étudié et mal combattu. Ce sera l'oeuvre des prochaines générations. » (*Éléments de démographie*, Paris, P.U.F., 1976, p. 313.)

Je ne sais si ces générations ont commencé leur oeuvre, mais ce n'est guère le cas au Canada. On parle partout du vieillissement, mais presque toujours (mon collègue Lux fait exception) en évitant de faire face à cet indésirable fardeau financier collectif. Que fait-on plutôt ? D'abord, sous le couvert de préoccupations dites « sociales », on s'intéresse au bonheur des individus, en insistant sur les nombreux besoins insatisfaits des vieux (logement, transport, assistance, contacts,

divertissements, etc.). Cela est tout à fait louable, mais c'est le point de vue individuel.

Arrêtons-nous un instant sur ce curieux glissement de langage, qui concerne d'ailleurs presque tous les secteurs de l'intervention de l'État ou des organismes caritatifs privés : on appelle social ce qui est en fait dominé par le souci du bien-être *individuel* et l'on va même jusqu'à opposer ce souci à celui du bon fonctionnement de l'économie, fonctionnement qui, lui, est par nature proprement social, puisqu'il concerne essentiellement l'organisation des citoyens entre eux pour produire et se partager les biens dont ils ont besoin. Le partage est souvent injuste ; il n'en est pas moins tout à fait social.

Revenons à l'aspect collectif du vieillissement de la population. Lorsque la question a été abordée au Canada, ce fut presque toujours pour enrober ses effets indésirables dans de vagues espoirs de solutions qui surviendront spontanément. Deux arguments sont utilisés, qui s'apparentent un peu à la magie :

- a) du côté de certains économistes (ou spécialistes apparentés), on mise sur l'accroissement de la productivité : les revenus accrus qui s'ensuivront compenseront pour la hausse des prélèvements à faire sur chaque contribuable, hausse nécessaire pour faire face à l'augmentation des coûts de la santé et des pensions ;
- b) chez d'autres auteurs, on mise sur les vertus des vieux de demain : meilleure santé, instruction plus poussée, droit à une pension plus confortable (j'écarte pour l'instant les perspectives proprement délirantes). D'ordinaire, on ne chiffre pas.

Voyons en quoi les « économistes » se rendent la partie facile. L'accroissement de la productivité, qui doit compenser la hausse du fardeau fiscal entraînée par les coûts de la santé et des pensions, comporte une part de vérité, mais l'argument est souvent présenté d'une façon simpliste. Il est vrai que le progrès technique - évitons le prétentieux « technologique » - augmente le revenu de chacun et facilite les prélèvements supplémentaires ; mais il augmente aussi le revenu des infirmières, des médecins, des fabricants de médicaments, des

constructeurs d'hôpitaux, etc. ; et voilà l'avantage compensateur rongé par l'augmentation du salaire des dispensateurs de soins. En fait, l'argument est correct dans la mesure où ce progrès technique s'applique au domaine médical et permet de donner les soins à meilleur compte, c'est-à-dire avec moins de travail ou du travail moins coûteux, ce qui n'est pas impossible. C'est d'ailleurs ce qu'on fait quand on raccourcit les séjours à l'hôpital ou qu'on les remplace par la médication. C'est aussi ce que fait - trop brutalement à mon humble avis - le ministère de la Santé du Québec. Dans certains cas, il ne s'agit plus de donner les mêmes soins de façon plus efficace ; on les réduit... au risque de perdre des joueurs !

Le problème des pensions est plus limpide. Ce qu'on propose, c'est de profiter de la hausse des salaires pour ralentir la croissance de la part du revenu versée en cotisations : la valeur des pensions ne suivrait donc pas la hausse des salaires. On voudrait savoir pourquoi les retraités ne profiteraient pas du progrès technique dont ils ont été les initiateurs un peu éloignés.

Quant aux auteurs dont l'optimisme repose sur les vertus des futurs vieux, on peut leur accorder que beaucoup de ces vertus ne sont guère contestables : plus d'instruction, plus d'aisance matérielle, meilleure pension, partant plus d'autonomie. Cependant, ceux qui restent dans les limites du raisonnable ne poussent pas leur allégresse et leur enthousiasme, à ma connaissance du moins, jusqu'à chiffrer le soulagement que procureront ces vertus au trésor public. Ils seraient plus convaincants s'ils le faisaient.

Mais quelques auteurs ont poussé l'enthousiasme beaucoup plus loin. Roland Pressat a parlé à leur sujet des « propos angéliques des laudateurs d'une "civilisation des loisirs et de l'ère de gérance" ». Ces laudateurs constituent un bon exemple de l'emportement auquel se laissent parfois aller les intellectuels, quand ils sont happés par le verbe au détriment de l'observation de la réalité et de la perception du vraisemblable. On a aussi employé le terme « vieillesse inoxydable » pour caractériser ces merveilleux gérontes de l'avenir, un avenir d'ailleurs assez prochain, puisque le défi prendra toute sa force d'ici quarante ans. Remarquons que ces vieux inoxydables sont les jeunes adultes d'aujourd'hui et ceux qui les suivront.

André Lux a bien relevé les outrances - les divagations, dirait Pressat - de cette position, quand elle est poussée à la limite de son inspiration idéologique. Il l'a fait dans un chapitre qu'il a écrit sur le vieillissement, pour un livre publié en 1995, *La Sociologie des populations*, sous la direction de Hubert Gérard et Victor Piché (Presses de l'Université de Montréal). Il se rapporte en particulier à un texte du démographe belge Michel Loriaux. Évoquant les vieux de l'avenir, Loriaux n'épargne pas son enthousiasme et nous parle de « ce groupe novateur, porteur de valeurs nouvelles et seul capable de dynamiser la société de demain... » Lux enchaîne : « Si ce groupe en est *seul* capable, c'est que les générations plus jeunes du XXI^e siècle manqueront de ce dynamisme ; par quel miracle se dynamiseront-elles à leur tour au seuil de leur troisième âge ? (p. 473). » Lux ajoute : « [...] l'observation des jeunes actuels n'autorise pas un optimisme débordant. Ces jeunes, avec un tiers et plus d'abandons scolaires (au Québec), aux prises avec la drogue, [...] deviendront-ils dans quarante ans ce fameux groupe novateur, porteur de valeurs nouvelles et capable de dynamiser la société ? Ce n'est pas exclu, mais quel défi à relever ! »

La direction de la revue *Population* m'a invité à débattre de ces questions avec Loriaux dans le numéro du cinquantième anniversaire de cette revue. La formule était nouvelle pour cette revue, qui a toujours été fort retenue en matière de polémique. L'expérience a été profitable pour moi : sans endosser les idées flamboyantes de mon « adversaire », annonceur de « l'ère de la gèrité », j'ai perçu des points de vue qui m'auraient échappé autrement et je suis plus sensible à la nécessité de réinsérer les vieux dans le fonctionnement de la société.

Faut-il se battre ?

La pugnacité répugne à beaucoup de monde. Est-elle pour autant sans mérite ? Je répondrai en posant une question : que proposez-vous de faire contre la sottise crasse, la malhonnêteté intellectuelle, la mesquinerie partisane et le corporatisme obtus ? Bien sûr, ça ne se pratique pas sans dommage, surtout dans un milieu comme le nôtre où la moindre contradiction, le non-assentiment même, sont perçus comme une agression.

Évidemment, je me suis fait ainsi quelques ennemis (et une ou deux ennemies, malheureusement). Faites le calcul : ajoutez, aux féministes stridentes, les fleurdelisés et surtout les pidgin-marxistes, que j'ai écorchés avec beaucoup plus de ferveur, cela fait beaucoup de gens qui ne sont pas prêts à me placer sur un piédestal. Mais ma femme, mes enfants et quelques amis et collègues m'aiment bien et cela me suffit. Un professeur n'est pas payé par la société pour être aimable ; son rôle est de dire ce qu'il pense, même quand c'est rugueux. Que dites-vous ?... Que je pourrais sans doute l'être moins ?... Vous allez m'enlever tout mon plaisir.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 11

Retraite mitigée

[Retour à la table des matières](#)

J'ai quitté mon poste de professeur en 1994, à l'âge de 68 ans. Aucune raison impérieuse ne m'y poussait, mais plusieurs justifications. Les cours commençaient à me lasser, du moins pour ce qui concerne l'administration des étudiants. D'autre part, mes travaux n'intéressaient guère les candidats à la maîtrise ou au doctorat : ils exigeaient plus de réflexion que de calculs, ce qui a de quoi désarmer un étudiant de démographie bon teint ; et je n'avais pas d'argent à offrir, puisque j'avais décidé depuis une dizaine d'années de ne plus perdre de temps à quémander des fonds de recherche. Au total, j'avais quelque raison de me demander si je n'étais pas en train de devenir passablement ronchon. « Devenir ? » se moque ma conscience. Bon, passons ! Il était donc temps de me conformer à un souhait qui planait insidieusement un peu partout à l'université : laisser la place à un jeune prof

*Un panorama louangeur
à l'enseigne de la fraternité*

La Faculté a été généreuse : allègement de la moitié de la charge normale de cours pour la dernière année ; et l'on m'a fait professeur émérite. Mon département a aussi fait les choses admirablement, grâce au dévouement, à l'imagination et à l'amitié que m'ont gardée les deux collègues avec lesquelles j'ai

le plus travaillé : Evelyne Lapierre-Adameyk et Nicole Marcil-Gratton ont organisé un colloque d'une journée sur des thèmes que j'avais abordés au cours de ma carrière. Quelques collègues de diverses disciplines (démographie, économique, histoire et sociologie en particulier) y ont participé, mettant délibérément l'accent sur les aspects positifs. Mais quelle surprise de trouver là trois vieux amis européens : Gérard Frinking des Pays-Bas, collaborateur des premières années du Département de démographie, accompagné de sa femme et de son huitième rejeton, ce qui me déclasse complètement ; de la Belgique, Micheline Gérard et son mari Hubert, à qui j'avais pourtant été bien peu fidèle, depuis quelques années, dans le cadre de notre entreprise « Polipo ». Les universitaires n'ont pas été les seuls à commenter mes travaux ; l'après-midi, des responsables d'organismes publics ont traité de questions à caractère plus politique : condition féminine (Marie Lavigne, présidente du Conseil du statut de la femme) ; démolinguistique (Pierre-Étienne Laporte, un vieil ami qui a souvent tâté de l'université) ; immigration (la sous-ministre Monique Daigle). Je m'attendais à quelques flèches ; on a eu la générosité de m'épargner. D'autres se sont donné la peine de se déplacer : Jean-Marie Pelet, des Nations unies à New York ; Roderic Beaujot, professeur à Western Ontario, Roger Dehem, mon premier prof d'économie.

C'est dans ces occasions qu'on s'aperçoit de ce qu'on doit à celles et ceux qu'on a côtoyés, de même qu'à la maison où l'on a vécu. Je ne pourrais mieux exprimer ma gratitude qu'en reprenant quelques phrases de mon allocution de remerciement à la fin de cette fête :

« Ma vie à l'Université de Montréal remonte à 1948. Six ans après, je devenais à mon tour professeur. Époque quasi épique où l'Université de Montréal passait d'un régime artisanal et clérical à un régime plus... normal. Cela ne s'est pas fait tout seul et je tiens ici à saluer ou rappeler la mémoire de quelques compagnons d'armes de cette époque, retraités eux aussi ou sur le point de le devenir. Nous pratiquions alors un syndicalisme fécond, sans oriflammes et sans convention collective, en gardant toujours un œil sur la qualité de notre maison. Heureux temps de la liberté à l'égard des formes, des normes et des critères.

Je lui dois beaucoup, à cette maison. Sans elle, je n'aurais pas eu le quart du plaisir que j'ai eu pendant quarante ans dans l'exercice de mon métier. Mais je suis ici embarrassé, car je me trouve dans la situation qu'évoque Robert Escarpit, dans

sa Lettre ouverte à Dieu, auquel il ne croyait pas. Il se plaignait justement de cette absence divine, non parce qu'il était dépourvu de réconfort dans l'adversité, mais parce qu'il ne savait pas qui remercier quand il était heureux. Qui dois-je remercier ? D'abord, les artisans qui nous ont précédés et qui ont amené l'Université de Montréal à l'état de fœtus viable ; ensuite, mes collègues de tous les jours, ceux d'économie, puis de démographie ; mais il y en a bien d'autres, fort disséminés géographiquement et intellectuellement, qui m'ont enrichi, étonné, divertit. Les secrétaires adoucissent bien des aspérités et, dans mon cas, Mme Gaby Bérubé, qui m'a assisté à la direction du département, a compensé bien des lacunes. Aux étudiants, je donne une palme spéciale : ce sont sûrement les plus imaginatifs quant aux façons d'agrémenter la vie d'un professeur !

À mes collègues proches, je dois, me semble-t-il, quelques remarques particulières. J'ai toujours eu une conception plutôt généreuse de la liberté d'expression. Associée à un léger penchant pour la polémique, cela donne un mélange parfois explosif. On ne pratique pas ces vertus-là sans égratigner, et même écorcher, des personnes que par ailleurs on estime beaucoup. J'ai relu récemment quelques-unes de mes philippiques et je dois avouer que certaines m'ont paru avoir beaucoup trop d'entrain. Je m'en accuse, je m'en excuse... Mes patientes et inspirées collaboratrices, Evelyne et Nicole, qui m'ont parfois évité quelques dérapages, vont penser qu'enfin j'ai compris. Espérons qu'elles ont raison. La semaine dernière, quand j'ai dit à mon confesseur que je regrettais ces abus, il m'a répondu que c'était bien. Quand je lui ai dit que j'avais le ferme propos de ne plus recommencer, il ne m'a pas cru. »

Il avait bien raison, voyez certains passages de ces souvenirs...

Libération et continuité

Je suis donc désormais libéré de bien des contraintes du métier de prof, en particulier de l'enseignement formel. Cette libération n'a encore produit aucune nostalgie chez moi. Il faut croire que même quand on aime ce métier, on s'en passe facilement. Il reste d'autres tâches, en particulier celles qui relèvent du bénévolat : avis à un collègue sur un texte qu'il compte publier, appréciation d'un article soumis à une revue, jury de thèse, compte-rendu de livre, conférence,

séminaire ... J'ai tout récemment consacré trois ou quatre jours de travail à examiner le texte de 50 pages que m'a soumis, avant de le publier, un ancien étudiant maintenant bien lancé. Je l'ai fait avec plaisir, mais je trouve assez curieux que la fonction publique provinciale, dont il fait partie, n'ait pas un sou pour rémunérer ce genre de travail. Peu auparavant, Statistique Canada m'avait offert quelques centaines de dollars, en s'excusant par-dessus le marché, pour un travail du même genre et cinq fois plus court.

Autre forme de bénévolat : les sollicitations des chers journalistes. J'apprécie celles des commentateurs de la presse écrite et de la radio, qui me téléphonent pour éclairer leur lanterne. L'arithmétique n'est pas souvent leur fort, mais ils sont pleins de bonne volonté et l'on clarifie un peu les choses. La télévision est une autre affaire. D'une façon générale, elle est aussi revêche à la connaissance qu'au respect de ceux qu'elle invite, si l'on peut parler d'invitation. J'y résiste de plus en plus, car avec ce qui reste de vos idées quand elles sont passées dans le collimateur de madame la chercheuse, de monsieur le réalisateur et de madame l'animatrice, on pourrait vous faire pendre ou vous décerner un prix d'insignifiance. Quelle tristesse, quelle platitude, quelle quétainerie, que cette barbe à papa pour adolescents demeurés, que nous servent presque continûment les postes de télévision ordinaires, pour le plus grand bénéfice des prébendiers et prébendières qui s'y sont enracinés ! Heureuse exception : les nouveaux postes consacrés aux nouvelles et reportages.

Pour ce qui est de la recherche - je préfère parler d'« études » -, il n'y a guère eu de rupture. D'abord, depuis que j'ai installé un ordinateur chez moi, c'est là que je travaille et c'est là que se sont entassés mes documents. En outre, comme je ne demande plus d'aide financière depuis douze ans, je n'ai pas d'assistant depuis belle lurette. De sorte que bien avant ma retraite, je faisais presque tous mes travaux en solitaire et la plupart du temps chez moi ; il m'a été facile de continuer. Certes, je garde contact avec deux ou trois collègues qui font des travaux qui rejoignent mes intérêts. Le reste du temps est mangé par ma fille de six ans, mes fils qui en ont quinze et les travaux domestiques. J'ai à peine plus qu'autrefois le temps de lire. C'est probablement le plus grand chagrin de ma carrière : ne pas avoir assez lu. Je ne suis pas le seul et j'en suis le premier responsable. Je me demande, cependant, si la mythologie un peu obsessionnelle qui imprègne la recherche dans nos universités n'est pas un obstacle à la connaissance,... à la

connaissance des travaux et des idées des autres en particulier ! Je ne suis pas en train de dire que la recherche n'est pas importante. Mais si fécond et innovateur que puisse être un chercheur, il n'ajoutera à son domaine qu'une infime fraction des connaissances nouvelles qui surgiront pendant sa vie. Il vaut peut-être la peine d'aller voir ce qu'écrivent les autres. Mais entre trois demandes de subventions, un article et un rapport, quel temps reste-t-il ?

Mythologie de la recherche

On a dit et organisé pas mal de sottises à propos de la recherche à l'université. D'abord, on a répété *ad nauseam*, sans jamais le démontrer, que pour être un bon professeur, il faut faire beaucoup de recherche. Je pense que c'est faux : il suffit d'en faire un peu qui mérite ce nom. Il est important cependant que ce peu soit fait. Assez pour en connaître les embûches, le caractère souvent décevant de ses résultats et pour se convaincre que la vérité est désespérément fuyante. Car la vraie recherche est une aventure ; on ne sait pas à l'avance où le chemin qu'on a tracé va conduire.

Autre illusion : la recherche serait planifiable. Ce n'est sans doute pas entièrement faux, mais cette idée a conduit, je le crains, à toute une série d'intrusions inutiles ou dommageables dans la vie de l'esprit. Pourquoi diable faut-il, par principe, être plusieurs ? Pourquoi faut-il demander de l'argent si l'on n'en a guère besoin ? C'est qu'on « mesure » trop souvent la valeur d'un chercheur ou l'ampleur de la recherche d'une unité à la masse pécuniaire obtenue. Il est facile de dépenser : vous accrochez votre sujet à une question à la mode (féminisme, pays en voie de développement, préservation de la nature, discrimination raciale) ; vous proposez de recueillir des informations nouvelles pour répondre aux vastes questions théoriques dont vous avez enrobé votre projet ; deux ou trois étudiants vous aideront ; enfin, vous mettez quelques ordinateurs dans le décor. Pourquoi tant de fric pour amasser de nouvelles informations, faire des enquêtes, quand on n'a pas encore bien analysé les observations qu'on possède déjà ? Et pourquoi beaucoup de bailleurs de fonds se gargarisent-ils à ce point d'une interdisciplinarité qui n'est hélas ! bien souvent que chimérique ? Exigeante, l'interdisciplinarité... rare surtout !

Et enfin, qu'on cesse de nous assommer avec la recherche destinée au progrès socioculturel du Québec... ou du Canada. Voilà une façon fort efficace de tarir toute source d'originalité et d'innovation. La recherche universitaire a pour but principal de comprendre un peu mieux la réalité. Elle est souvent justifiée de déborder de cet objectif, sur le plan méthodologique en particulier, mais elle devrait toujours être caractérisée par l'innovation. En d'autres termes, elle est plus affaire de réflexion que de technique. Ce n'est pas toujours ce qu'on voit. Je suis souvent étonné par l'accusation qu'on fait aux universitaires de travailler dans une tour d'ivoire. Si l'on savait comme souvent leurs cogitations se font au niveau des pissenlits !

Mythologie qui imprègne la recherche. Elle est multiforme.

Les camarades retraités et leur « boîte »

Les professeurs de l'Université de Montréal qui ont pris leur retraite avant moi ont eu la bonne idée de se regrouper en association, l'APRUM. Son but premier est d'encadrer le prolongement d'une vieille fraternité, ce qui n'est pas bien difficile. En effet, presque tous se connaissent, ayant été les initiateurs ou les premiers témoins de l'Association des professeurs au début des années cinquante, alors que nous étions peu nombreux. Ce sont eux qui ont présidé à l'émancipation de la double tutelle pontificale et duplessiste ; ils ont aussi mis en place la caisse de retraite et la première échelle des salaires. Ils n'ont pas aujourd'hui une allure très révolutionnaire, et je pense qu'ils n'ont probablement jamais été les adeptes d'une rhétorique fracassante et qu'ils n'ont pas souvent sorti leur épée de son fourreau. Intelligence et opiniâtreté font plus que fanfaronnades verbales.

Nous avons la bonne fortune d'avoir un président dont l'entrain, le sens pratique et l'humour donnent un piquant irremplaçable à son intelligence et à la connaissance qu'il a de tous les recoins de la maison. Jacques St-Pierre, tout en continuant à animer la Direction de l'enseignement de service en informatique, mène la barque des vieux « honoraires » avec autant d'efficacité que d'élégance. Car il y a tout de même des choses à faire. Ainsi, nous venons de consacrer pas mal de temps à la défense d'une justice élémentaire dans la gestion du système de pensions de l'Université. Il y va de l'intérêt des retraités actuels, anciens profs ou

employés de soutien, et aussi de tous les futurs retraités, c'est-à-dire de tous les personnels.

Plusieurs d'entre nous avons été émus, au cours des deux dernières années, par l'effondrement des revenus de notre Université et les coupures qui en ont résulté. Et le massacre n'est pas terminé. Certains ont vu là avec raison une menace de disparition de l'oeuvre de leur vie et ont proposé que nous protestions. Je n'ai pas hésité à appuyer ce mouvement, car il y a là des richesses à défendre ; mais j'ai des sentiments partagés à cet égard. Il est vrai que nous avons mis sur pied, de peine et de misère et avec beaucoup de temps, plusieurs programmes respectables et des unités de recherche dont la réputation est enviable ; mais nous avons aussi fait, collectivement, quelques fantaisies de nature diverse qui encombrant maintenant les budgets.

Il y avait donc du dégraissage à faire, d'abord dans l'appareil administratif, mais aussi dans l'enseignement. L'hyperspécialisation des programmes, qui caractérise les universités franco-québécoises, coûte cher. Chaque discipline ayant tendance, non seulement à limiter la formation de ses étudiants à ses propres cours, mais à fragmenter ses programmes en sous-programmes, il est évident que cette tendance accroît les coûts, ne serait-ce qu'en gonflant les effectifs de profs. Cela se fait en outre au détriment de la formation des étudiants, qui se voient ainsi confinés à un programme étriqué, recroquevillé.

Il y a aussi des cours peu utiles et qui, de ce fait, sont nuisibles parce qu'ils prennent la place de cours plus formateurs. J'ai été sidéré, il y a quelques années, d'apercevoir une affiche en couleurs annonçant *urbi et orbi* qu'il y avait, dans mon université, plus de trente cours de niveau maîtrise ou doctorat, axés sur la condition féminine ! J'avais alors prédit ironiquement, dans *Cité libre* je crois, l'établissement probable d'un programme de « muliérologie ». Quelques mois plus tard, un ami m'a écrit pour me dire que cela venait de se faire... heureusement pas dans mon université.

Et enfin, tous ces étudiants qui ne devraient pas être là, ils coûtent bien quelque chose ! C'est nous qui avons établi les règles d'admission. À tout le moins, nous n'avons guère protesté contre les techniques de marchands qu'ont utilisées les universités pour attirer les étudiants. Bien entendu, ce ne serait pas une économie nette : il faudrait recaser ces élèves dans d'autres établissements où

ils entraîneraient des frais. Les frais seraient moindres, et surtout la nouvelle formation leur serait plus utile.

Il reste qu'un dégraissage aussi rapide risque de saccager de belles pièces. La protestation des profs retraités aura-t-elle atténué l'ardeur des financiers publics ? J'en doute, mais il fallait tout de même protester contre la brutalité de l'opération.

À ma connaissance, l'Université de Montréal n'a pas tenté de recourir systématiquement à ses profs retraités pour colmater quelques-uns des trous créés par les départs massifs récents. Il y a là un réservoir de connaissances non négligeable dont on aurait pu tirer profit, me semble-t-il, à assez bon compte. Sur les deux ou trois cents que nous sommes, il doit bien y en avoir au moins la moitié dont le cerveau est encore en état de marche et certains sont encore assez costauds. Je me demande si cette ressource n'est pas sous-utilisée, aussi bien à l'université qu'à l'extérieur.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 12

Dernières réflexions sur mon milieu

[Retour à la table des matières](#)

Autant vider mon sac ! Il me reste encore quelques grognements joyeux à pousser à propos de divers éléments de la société où je vis. Je partirai du plus proche pour aller vers le plus vaste.

Le monde de l'enseignement

Mon milieu, c'est d'abord celui de l'enseignement. Milieu inégalement intelligent, ultrapacifique, généreux, très conservateur. Autant j'ai admiré l'intelligence et l'ardeur de beaucoup de mes collègues, autant j'ai été surpris de leur soumission aux habitudes. Les universitaires sont par définition des inventeurs susceptibles de tout remettre en question, mais on dirait parfois qu'ils entretiennent quelque attachement à des coutumes et privilèges qui accroissent leur confort. À certaines formes, aussi. Pourquoi presque tous les cours valent-ils trois crédits, ce qui correspond à environ cent cinquante heures de travail pour l'étudiant moyen ? Cela facilite la confection des horaires, mais cette commodité est-elle suffisante pour déterminer le poids d'une matière ? Et pourquoi faire

correspondre au nombre des crédits le nombre d'heures de présence en classe ? N'y a-t-il pas bien des façons d'apprendre et d'enseigner ? Pourquoi donne-t-on encore des cours comme si l'imprimerie ou la photocopie n'existaient pas ? Pourquoi cette immense et coûteuse machine qu'est une université ne sert-elle aux étudiants que cinq jours par semaine et huit mois par an ? Voilà une petite collection d'habitudes qui ne sont certes pas matière à scandale, mais qui pourraient être mises en cause.

Cela irait à l'encontre d'une seconde nature. Je crois qu'il n'y a pas plus conservateur qu'un groupe d'enseignants, surtout s'ils sont syndicalisés. Cependant, les universitaires ne pratiquent pas le corporatisme avec la même énergie que les enseignants des autres niveaux. Dans mon université, les professeurs acceptent encore le pénible devoir de refuser la promotion d'un collègue et même de le remercier. Malgré les syndicats. Impensable dans le cadre de la *CEQ*.

Je ne connais les autres secteurs de l'enseignement public que par le truchement de mes enfants, les horreurs que les journaux en rapportent et l'observation de la qualité du produit quand il échoit à l'université. Je n'ose être affirmatif, mais je croirais volontiers que la défaillance de ce système - cette défaillance, on peut l'affirmer - résulte d'un trust secret qui regroupe les fonctionnaires du Ministère, les gestionnaires des syndicats et les facultés des sciences (sic) de l'éducation. Ces trois monstres réunis ont à peu près ligoté les enseignants, réduisant leur initiative et les enfermant dans la sécheresse sans âme de programmes souvent stupides et de conventions collectives qui feraient mieux l'affaire d'une colonie de fourmis. Gilles Marcotte, dans ses *Entretiens* avec Pierre Popovic, dit qu'il n'est pas étonnant « que l'éducation ait été, et demeure encore en partie, un immense bazar » (p. 83). Je crois qu'il a raison. J'ai lu quelque part que le ministère de l'Éducation du Québec a six ou sept fois plus de fonctionnaires que celui de la Suède. Il est probable que les trois quarts sont non seulement inutiles, mais nuisibles !

Notre système scolaire, dans son ensemble, charrie un immense échec : il n'a pas appris à parler à nos enfants. Georges Dor vient d'écrire là-dessus un pamphlet saisissant, *Anna brailé ène shot*. Sur un ton moins agressif, Gilles Marcotte, dans ses *Entretiens*, reprend un mot suggestif : « Il ne faut pas parler

français ; il faut du français pour parler. » Que dit donc la Société Saint-Jean-Baptiste sur cette défaillance ?

Je tiens cependant à ajouter que dans cette immense soupe d'improvisations imbéciles, de monstruosité stupides, décrétées par des fonctionnaires aussi incapables que prétentieux, surgit parfois une réussite inattendue. Mes trois derniers enfants ont fréquenté l'école primaire publique de mon quartier, l'école Saint-Clément. Cette école est la preuve éclatante que des enseignants intelligents et qui aiment les enfants peuvent vaincre la bêtise du ministère de l'Éducation. Il y a sans doute d'autres fleurs du même genre.

L'enseignement n'est pas une science, quoi qu'on en pense dans les universités, c'est un art. Il est grand temps qu'on remette l'enseignement entre les mains de ses artisans. Je ne dis pas de leur appareil syndicalomane.

Je ne résisterai pas, pour en finir avec la quêtainerie éducative qui nous accable, au plaisir de citer mon maître Sauvy. Dans son autobiographie, on trouve quatre lignes sur les degrés de la connaissance et ce qu'on peut en faire :

« Quand on connaît bien une chose, on la fait.
Quand on la connaît à moitié, on la dirige.
Quand on ne la connaît pas du tout, on l'enseigne.
[...] il y a [...] un degré plus haut encore que l'enseignement,
c'est l'organisation de cet enseignement. »

(Alfred Sauvy, *La vie en plus. Souvenirs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, p. 37.)

Sauvy avait surtout en tête l'enseignement universitaire français.

Les intellectuels

Dans un sens très large, les intellectuels sont ceux qui travaillent plus avec leur cerveau qu'avec le reste de leur corps. Mais ce n'est pas à tout ce monde qu'on attribue d'habitude cette appellation. Quand Georges Suffert a écrit ses *Intellectuels en chaise longue*, il pensait à peu près exclusivement à ceux qui, dans leur travail mental, ne rencontrent guère d'autres contraintes que les mots et... la logique, quand ils ont le bonheur de s'en soucier. Très rarement sont-ils

contraints par la réalité. Un humoriste anglais a défini les intellectuels à peu près de la façon suivante : ce sont des gens qui utilisent des symboles comme tout le monde, mais qui n'ont jamais à assumer la moindre responsabilité. Caricatural, évidemment, mais il y a là beaucoup de vrai.

Les plus exposés aux errements de l'intellectualisme sont les philosophes, les théologiens, en général ceux qui pratiquent un métier littéraire. Il faut malheureusement inclure les journalistes, dans la mesure où ils s'en rapportent à leurs cogitations et s'éloignent du reportage des faits, ce qui est beaucoup plus exigeant et pourrait les rapprocher des scientifiques.

Je suppose que je fais partie de cette catégorie de primates. Quoi qu'il en soit, je ne me sens pas à l'aise dans ce troupeau, qui cultive trop souvent les idées toutes faites. Voyez les affirmations sans fondements de la plupart des journalistes, des idéologues et religieux de tout bord, et de pas mal d'adeptes des sciences sociales, surtout celles où l'on ne mesure guère. Que dis-je, on ne mesure guère ! On n'observe même pas systématiquement.

L'activité des intellectuels purs est souvent flamboyante, mais elle est dangereuse, parce qu'il n'y a pas de garde-fou - la réalité honnêtement observée - pour éviter le précipice d'erreurs monstrueuses, comme on a pu le voir chez les marxisants ou autres gauchistes, en France particulièrement, où l'on est plus cérébral et émotif qu'ailleurs, me semble-t-il. En Europe, les marxisants se sont terrés ou fortement affadis, justement quand la réalité a sauté à la figure de tout le monde et que la supercherie est devenue insoutenable. Les preuves de l'erreur étaient étalées en Europe sous leur nez. Mais en Amérique du Nord (du Sud aussi, peut-être), la déconfiture, plus lointaine, a paru moins évidente et ce sera probablement le dernier rempart du « pidgin-marxisme », suivant l'heureuse expression de Jean-François Revel.

Mais si le pidgin-marxisme s'est étiolé, nous avons au Québec un joli mirage pour les intellectuels qui traînent leurs rêves de jouvenceaux un peu tardivement. Comme par hasard, c'est dans l'aimable confrérie des intellectuels qu'on trouve les plus fortes densités de sécessionnistes. Ceux qui, comme Gilles Marcotte, Marcel Trudel et Jean Pellerin, ne le sont pas, sont presque des héros de l'indépendance d'esprit. Je ne m'étonne pas de rencontrer un sécessionniste ici ou là. Mais je suis inquiet de constater que près de 80 % des profs de sciences sociales de mon

Université suivent ce mouvement. Et je suis proprement scandalisé par ceux qui jouent les prédicateurs et ne sentent pas le besoin de condamner les mensonges de leurs chefs... ni même de s'abstenir eux-mêmes de jouer avec les mots comme ils le font. Avant la fierté nationale, il y a une telle chose que l'honnêteté intellectuelle. Quant à l'indépendance intellectuelle des étudiants - du moins de ceux et celles qui s'affichent au nom de la troupe -, on peut se demander s'ils savent ce que c'est !

Les organes de l'information et de l'éducation de masse

Le pouvoir de ces envahisseurs que sont les organes de l'information et de l'éducation de masse est extraordinaire. Non pas surtout par ce qu'ils nous font croire ; il faut aller en amont : ils décident de ce qui mérite l'attention. Ils le font, la plupart du temps, avec une grande légèreté. La campagne référendaire de 1995 en est un bon exemple. L'énorme fourberie de ces prétendues commissions d'enquête en quinze morceaux (régions, jeunes, vieux, nourri.. non, aucune pour les nourrissons), qui n'étaient en fait qu'un outil de la propagande sécessionniste, cela méritait-il une telle couverture ? Certainement... si vous êtes à la solde du sécessionnisme.

Ce n'est pas un milieu que je fréquente, mais il m'agresse comme il agresse tout le monde. Il m'agresse d'abord par l'insignifiance de ce qu'il produit, puis par l'inexistence d'éléments qu'on devrait y trouver. Voyons un exemple, tiré de ce qu'il y a de plus présentable parmi les organes d'informations : les quotidiens importants et la radio de Radio-Canada. Dieu sait si l'on nous a gavés de commentaires sur l'accord du lac Meech. Bien que je lise un quotidien au moins tous les deux jours, je me suis demandé pendant des mois ce que cet accord pouvait contenir. De deux choses l'une : ou bien le contenu était important et il fallait le rappeler souvent, voire l'analyser ; ou bien il ne signifiait pas grand-chose - ce que je fus porté à penser quand enfin j'en appris l'essentiel - et alors il ne fallait pas nous casser les oreilles sur ce sujet avec autant d'obsession. Que nous importent les frissons du ministre Rissette, le picotement nasal du président

de la Société de la ceinture fléchée ou l'algarade du général des scribes du Québec ?

Il y a là beaucoup de paresse. Il est bien plus expéditif de commenter le discours d'un ministre quelconque, de rapporter une engueulade ou de décrire quelques remous de surface des soi-disant écologistes que de faire une analyse sérieuse d'un problème après avoir recueilli les faits essentiels qui s'y rapportent. Je ne sais si cette paresse est imputable aux journalistes eux-mêmes ou à un laisser-aller des organes de presse, mais elle est destructrice de la rigueur, de la limpidité et même de l'honnêteté. Parfois aussi de la langue française. Qui donc est responsable de ces reportages sans queue ni tête, véritables mélimélos de circonstances, de commentaires, de causes, d'effets, de commérages et, avec un peu de chance... de faits ?

Où recrute-t-on ces cerveaux prompts à s'énervier à la vue de n'importe quel reflet apparent d'un tabou quelconque ? Ils ont le choix, car la vague de puritanisme qui nous frappe depuis quelques années nous en fournit tout un chapelet, de ces tabous : violence faite aux femmes, racisme, « écologie », impérialisme, pauvres, enfants molestés, homosexuels, droit d'accès au collège ou à l'université, droit de travailler, de disposer d'un revenu décent, d'être incarcéré confortablement, etc. Voici l'exemple d'un traitement injuste, ridicule, infligé avec une belle unanimité à un homme politique qui a fait une bourde mineure. On ne m'accusera pas de vouloir défendre un de mes héros : il s'agit de Lucien Bouchard, que je n'estime pas particulièrement, ce qui est une litote. Ce dernier a eu le malheur de dire que les Canadiens français (ou les Québécois) étaient la race blanche (ou l'une des races blanches) qui avait le moins d'enfants. Il est évident, même pour l'esprit le moins entraîné, que cette proposition est une bévue, que cela n'a pas de sens littéral. Il n'y a pas plusieurs races blanches et il est facile de décoder : il voulait dire : l'un des peuples de race blanche. Mais il avait prononcé le mot « race ». Interdit ! Il n'y a pas de race, le professeur Jacquard, qui n'enseigne que fort peu, l'a dit et répété.

Et puisque nous en sommes à ce tonitruant Lucien, restons dans son giron. Ses discours, quand il était chef de l'opposition aux Communes, méritaient-ils qu'on les prenne assez au sérieux pour les transmettre ? On nous a par ailleurs inondés avec le bavardage des croisés du Bloc québécois, comme si ces bouffons avaient fait autre chose qu'une longue et coûteuse pitrerie. Quelle complaisance des

journalistes devant une opération aussi grotesque ! Facilité encore. Il est beaucoup plus difficile de faire une étude sérieuse de la pauvreté ; une étude, c'est-à-dire autre chose que des citations d'évêques, de chefs syndicaux ou de démagogues, qui ne sont souvent que l'incarnation des bons sentiments inutiles.

Il arrive, en revanche, que des journalistes nous émerveillent par la qualité de leur travail : faits et opinions diverses recueillis patiemment, exposé clair et non ampoulé, aperçu des conséquences, texte charpenté, nuances, correction du langage, vivacité du style. J'ai eu le plaisir d'en côtoyer quelques-uns, à propos d'une question sociale absolument vitale et qui me préoccupe depuis longtemps : la sous-fécondité du monde occidental, du Québec en particulier. Plusieurs journalistes de la presse écrite ont fait d'excellents reportages sur ce thème et je pense que de tous ceux qui s'occupent d'affaires publiques (politiques, essayistes, leaders, scientifiques, commentateurs) ce sont eux qui ont manifesté le plus d'intérêt - et d'une façon intelligente - pour ce problème.

Signe caractéristique : chez les bons journalistes, on trouve plus rarement l'abus de l'article défini : ils sont moins prompts à discourir sur « le » Canada anglais, « les » femmes, « les » jeunes, comme si tous les individus de ces catégories étaient identiques et pensaient la même chose. Les moins bons, eux, se surpassent quand ils essaient de décrire « le » Québécois, ou encore mieux, « le » citoyen québécois.

Vaut-il la peine de faire allusion à la télévision ordinaire, c'est-à-dire aux chaînes non spécialisées ? On entre là dans le crétinisme systématique. Ce sont elles, les grandes ramolisseuses du cerveau de la population. Ce sont elles qui fabriquent des vedettes aussi stupides que vaniteuses. Ce sont elles qui ont glorifié deux sortes de comiques qui bourgeonnent au Québec plus qu'ailleurs : les burlesques ultravulgaires et les quétaines. La glorification de la vomissure et du niais ! Ça vous dit quelque chose, comme garant de l'avenir ? Je sais, il y a des exceptions. Elles ne sont pas bien nombreuses.

On me dira qu'il y a les affaires publiques de Radio-Canada et de la CBC. J'ai été invité près de 200 fois à participer à des émissions d'affaires publiques ou à commenter quelque nouvelle, surtout à Radio-Canada. Depuis trois ans, je refuse de participer à une émission où il y a plus de trois personnes. Au-delà, c'est du spectacle et les professeurs ou chercheurs scientifiques ne sont pas là pour faire

cela. Et depuis une aventure récente à Télé-Québec, je me demande s'il ne faut pas refuser toute interview en différé, histoire de ne pas se faire charcuter. Il faudrait que les réalisateurs apprennent qu'il est intéressant d'essayer de comprendre la réalité - ce qui est l'objectif des sciences - et qu'il est possible de le faire sans ennuyer tout le monde.

Vive le bon vieux temps, c'est-à-dire les émissions « en direct », où il n'y a pas de spécialistes de la sensation pour censurer et bousiller. Au temps où les réalisateurs n'avaient pas « la chienne » et ne pouvaient censurer, l'invité pouvait dire quelque chose, tenter d'expliquer. Aujourd'hui, on s'amène à trois ou quatre chez vous, on cherche un coin qui convient, on s'entend sur l'objet du discours, on enregistre une vingtaine de minutes. Sur les ondes, vous vous apercevez qu'on a retenu 23 secondes en trois morceaux : tout a été coupailé ; les liens ont disparu ; on a conservé quelques bouts de phrases réduits à un simplisme insignifiant ; on recrache les morceaux qui ont quelque chance de faire sensation et s'il n'y en pas, le présentateur les ajoutera.

La tribu franco-québécoise

C'est ma tribu et, ma foi, je l'aime bien et j'ai toujours eu plaisir à la servir, quand l'occasion s'est présentée. Mais je ne l'admire que modérément. Qu'a-t-elle en effet d'extraordinaire à son crédit ? La préservation de la langue ? Quelle langue ? On trouve plus de choses du côté débit : sauf erreur, le Québec est la province championne, au Canada, pour les défaillances collectives suivantes : la faiblesse de la fécondité ; la fréquence des familles monoparentales ; le suicide des jeunes ; le décrochage scolaire ; le chômage urbain. À mon avis, cela n'est pas compensé par la richesse des presbytères, ni par le musée du rire, ni par la fréquence des festivals.

La société canadienne-française du Québec a été assez malmenée récemment : au cours des trente dernières années, elle a perdu une partie importante de sa colonne vertébrale éthique en jetant les curés par-dessus bord. Il fallait sans aucun doute leur reprendre les pouvoirs qu'ils avaient usurpés, comme d'autres sociétés l'ont fait, mais nous avons été un peu expéditifs. Le clergé et les communautés religieuses ont tout de même maintenu à bout de bras jusqu'aux années 50 une

armature morale sans doute étriquée, mais qui arrivait tant bien que mal à piloter à peu près tout le monde. Nous n'avons pas pris le temps d'y substituer une nouvelle morale, plus intériorisée celle-là, c'est-à-dire un ensemble de convictions, de sensibilités, de règles de conduite, etc., qui constituent une espèce de clairvoyance, de sagesse collective, nécessaires à toute société. Je parle ici de morale collective, celle qui préside, par exemple, à la droiture politique, à l'éducation des enfants, ou encore aux relations de travail. Avez-vous déjà entendu, ailleurs qu'ici, un chef syndical coiffant tous les enseignants du primaire et du secondaire publics, déclarer que le système d'enseignement n'a pas à transmettre de valeurs ? On est ici devant un vide moral abyssal.

Je me garderai de décrire « le » Québécois. Y a-t-il un mot qui le résume globalement, un trait qui domine ? Je n'en connais pas. Cependant, le caractère inédit de certains produits de la « culture » franco-québécoise, pour parler comme les anthropologues et les promoteurs artistiques, laisse souvent pantois. On trouve là une profusion d'éruptions cérébrales assez minables pour lesquelles les Québécois eux-mêmes ont inventé un assez joli mot : des « quétaineries ». On est effaré par un nombrilisme enrobé de sexualité vulgaire, qui rampe là avec la grâce d'un crabe qui parlerait joual.

Sur le plan individuel, la plupart des Québécois francophones sont remarquablement doux, pacifiques, parfois chaleureux, souvent affables et généreux. La plupart des étrangers les trouvent accueillants et hospitaliers. Est-il vrai qu'ils se laissent trop facilement « manger la laine sur le dos » ? Moins qu'autrefois, me semble-t-il, mais la loi 101 n'a probablement pas effacé toute trace de sentiment d'infériorité, sur le plan de la langue par exemple, surtout devant des Européens francophones. Sentiment qui hélas ! n'est que trop juste, tant il est difficile d'être à la hauteur linguistique des Français et des Belges, d'être un peu piquant ou d'exprimer une opinion nuancée, quand on n'a pas de langue pour le faire. On compense par un sourire, une interjection, ou une blague.

On compense aussi par héros grandiloquents interposés. Nous avons eu pour cela, dans le passé, quelques évêques et cardinaux ; nous avons eu aussi, et nous avons toujours, en abondance, des hommes politiques, avec en prime quelques emphatiques jean-baptistards. C'est plus grave qu'il ne paraît, car ce besoin de se gonfler la poitrine l'emporte sur la plus élémentaire lucidité politique. Par exemple, lors du référendum de 1995, un très grand nombre de Franco-québécois

se sont laissés bernier par la rhétorique des séparatistes, qui s'appuyait sur un tissu de fourberies : les commissions de propagande qui ont parcouru la Province ; la formulation de la question elle-même ; la prétendue entente avec le reste du Canada sur le partenariat, présentée comme un accord déjà conclu. D'ailleurs, Parizeau avait déjà annoncé la ruse : il allait trouver une « astuce » ! Une large fraction des Québécois qui se disaient en faveur du « oui » croyaient en même temps qu'ils allaient continuer à faire partie du Canada ! Cela en dit long sur la sagacité des pure-laine. Gérard Filion avait raison : nous sommes différents des autres, nous sommes un peu plus bêtes que les autres (dans un de ses éditoriaux, après une victoire retentissante du Crédit social).

Cependant, derrière cette naïveté, il y a une belle simplicité, une grande modestie et une fraternité chaleureuse qu'on découvre vite quand on gratte un peu.

Le sécessionnisme

Quand serons-nous libérés de cet infatigable désir de nous convaincre que nous sommes beaux et forts ? Crise d'adolescence d'une tribu qui a beaucoup vécu au crochet des autres, qui commence sans doute à s'émanciper, mais qui voudrait qu'on l'admire davantage, qu'on la prenne une fois pour toutes pour une grande. Culture où l'émotion domine la raison. Un de mes amis séparatistes - étant de la confrérie des sciences sociales, j'en ai pas mal ! - me dit en blaguant qu'eux, au moins, ils n'ont pas peur du grand méchant loup d'Ottawa. Peur ? Peur de quoi exactement ? Une blague, je veux bien, mais il faut avoir le cerveau bien astiqué pour imaginer qu'on est canadien parce qu'on a peur !

Le sécessionnisme est un potage dans lequel la vanité noie le sang-froid et la cohérence. Et nous avons droit aux spectacles du bouillonnant Lévesque, du survolté Bourgault, du suffisant Parizeau, du tonitruant Bouchard. Tous cependant fort intelligents. Pierre-Marc Johnson a échappé à cette clownerie politique... et ça ne l'a pas conduit très loin. Nous avons droit aussi à des palabres sur la pérennité de la société québécoise (« francophone » est sous-entendu et « démocratique » sur-entendu !) sans un mot sur une natalité qui est déficitaire du quart des enfants nécessaires pour assurer cette pérennité.

Ce que je reproche surtout aux sécessionnistes :

- D'abord leurs mensonges, demi-mensonges, entourloupettes, prouesses de malhonnêteté intellectuelle. Aux deux référendums, la question a été trompeuse, biaisée, enrobée de caramel rassurant. En outre, on joue avec une conception de la démocratie qui est d'une puérilité honteuse et certainement pas innocente, dans le cerveau qui se cache derrière cette dramatique mèche de cheveux. D'une part, on réduit cette idée difficile à cerner à une technique de vote populaire (50 % plus un) ; d'autre part, on soutient sans vergogne que cette technique ne s'applique que pour une unité géographique particulière, la Province. Le pays entier, qui risque de se faire couper en deux, ça ne le regarde pas. Lucien nous dit que ce serait de la provocation que de demander l'avis de la population canadienne. Une région du Québec, celle de Montréal par exemple, qui voudrait rester au Canada, vous n'y pensez pas ! Et si vous y pensez, vous avez l'esprit tordu et vous devez certainement entretenir des rapports avec Satan.
- Ensuite, de mettre en péril la santé économique de la province de Québec. Les gens d'affaires, pourtant bien discrets d'ordinaire - et encore beaucoup trop à mon goût, - ont averti clairement et en grand nombre : l'incertitude politique (ils sont polis !) nuit aux investissements. Montréal subit une forte perte nette de sièges sociaux au profit de Toronto. Nous avons la plus belle collection de villes pauvres de tout le Canada. Que faut-il d'autre ? Mais les sécessionnistes ne veulent rien voir ni entendre.
- De faire perdre beaucoup de temps (et beaucoup de dollars) à beaucoup de monde.
- De tout ramener à des histoires sentimentales. Passons sur les « Patriotes » de 1837. À en croire un bon nombre de journalistes de Radio-Canada (il faut bien prendre les sécessionnistes là où ils sont), il faudrait décider de la sécession du Québec d'après la réponse à la question : « Les Canadiens anglais nous aiment-ils ? » Mais qu'est-ce que l'amour vient faire dans cette galère ? C'est d'ailleurs leur droit de nous détester - plusieurs francophones le leur rendent bien - et ça n'a pratiquement rien à voir avec

l'intérêt de continuer à vivre ensemble. Il suffit de s'estimer et de se respecter, ce qui, bien sûr, n'existe jamais sans quelque défaillance.

Je ne serais pas surpris de voir ces saints apôtres de la fierté nationale filer en douce, quand ils auront tout saccagé, si jamais on leur en laisse le temps. Un terroriste du FLQ et quelques grosses têtes du PQ n'ont-ils pas accepté des postes ou des émoluments du gouvernement fédéral, c'est-à-dire de se mettre au service du Canada, pays à démolir ? On cherche la cohérence... je veux dire ailleurs que dans l'épaisseur de la liasse de billets de banque.

Il faut croire que je ne suis pas si intransigeant qu'on le dit parfois, car malgré mon aversion évidente pour ce courant de sentiments ultrafleurdelysés, j'ai accepté de collaborer, pendant quelques mois, à *L'Action nationale*, rien de moins. Les circonstances ont aidé. La Société Saint-Jean-Baptiste m'a décerné le prix Esdras-Minville en 1986. Je manifestai d'abord mon étonnement, car je ne partageais pas, ai-je dit, les convictions politiques de la Société. Mon interlocuteur m'assura qu'on le savait, mais que la Société était large d'esprit. Lors de la remise du prix, on me dit que les responsables de *L'Action nationale*, une entreprise cousine, avaient un service à me demander : diriger la rédaction d'un numéro spécial sur la population du Québec. C'était là oeuvre pie : j'acceptai et j'en profitai pour inviter mon ami Yves Martin, éditeur hors pair et alors peu occupé, à partager la besogne. L'affaire a bien marché, grâce surtout à la qualité des seize auteurs ; la revue a fait une deuxième impression (1988) et les Presses de l'Université de Montréal en ont publié une version remaniée (1991). Nous avons été entièrement libres de choisir les thèmes et les collaborateurs.

À l'invitation du secrétaire de la revue, le très affable Rosaire Morin, j'ai accepté dans la suite de faire un ou deux articles de vulgarisation sur des sujets démographiques. À vrai dire, je ne connaissais pas bien la revue, à laquelle je m'étais abonné, et ce n'est que tardivement que j'ai pris conscience de la hargne qu'elle cultive contre le gouvernement fédéral, le Canada non français, les Anglo en particulier, enfin tout ce qui n'est pas soumis à l'éclairage Québec-objet-de-persécution-et-de-mépris-de-la-part-des-maudits-fédéralistes. Tout aimable qu'il fût dans ses rapports personnels, - et c'est incontestable, - Rosaire Morin était dans

ses écrits d'une agressivité peu égalée, et même d'une mesquinerie assez déconcertante, dès qu'il s'agissait des « adversaires » présumés du Québec français. J'ai fini par comprendre que je n'avais pas grand-chose à faire là ; j'ai cessé de collaborer et je n'ai pas renouvelé mon abonnement. Le préposé aux abonnements qui m'appela un jour pour m'inviter à prolonger cette fidélité un peu involontaire, n'a rien compris quand je lui déclarai que je ne pouvais plus soutenir, ne serait-ce que par un abonnement, une revue qui voulait détruire mon pays. Mon pays, bien entendu, ça ne pouvait être que le Québec et qui donc voulait détruire ce pays-là à *L'Action nationale* ?

Vive le Canada... et l'Europe

Pourquoi vouloir rester canadien et souhaiter que ce pays perdure ? Parce qu'il existe depuis cent trente ans et qu'il est une réussite remarquable. Parce que ce qui existe a une immense prédominance sur ce qui n'est qu'un projet, *a fortiori* s'il est mal défini. C'est pour cela qu'il faut plus qu'une majorité simple pour modifier la Constitution d'un pays. Sagesse élémentaire qui est pratiquée par tous les organismes que j'ai pu connaître : leurs statuts exigent justement une forte majorité (deux tiers, par exemple) pour qu'on puisse en modifier un article. Ça aussi, c'est de la démocratie... moins infantile que celle que nous proposent les minables lutins qui prétendent défendre « les intérêts du Québec » en triturant la cervelle de mes concitoyens.

Je ne suis pas amoureux du Canada dit anglais, que je connais d'ailleurs bien peu. Et ma fidélité à ce pays est surtout de raison. Et d'estime aussi pour les Canadiens que j'ai eu la chance de connaître. Nous partageons des choses importantes et la langue n'est pas tout : système judiciaire, régime parlementaire, rôle de l'État dans la santé et la pauvreté. Et l'on ne sait pas ce qui arrivera le jour où l'on voudra mettre le couteau dans le filet des services, des échanges commerciaux, scientifiques, littéraires et artistiques, que des rapports échelonnés sur plus d'un siècle ont lentement établis.

Les Canadiens ont cependant peut-être une faiblesse. Après les avoir auscultés assez longuement, un journaliste du réputé *The Economist* faisait remarquer dans son reportage qu'il y avait une différence majeure entre les Canadiens et les

Américains : ces derniers se sont rebellés contre la Couronne anglaise ; les premiers s'y sont soumis. Six ou sept générations nous séparent de cet épisode historique. Les gènes ne se transmettent pas si simplement, mais ce reporter trouvait aujourd'hui des traces de ces deux psychologies. Je le rejoins sur un point : les Canadiens sont mollaques. Ils s'effacent par exemple devant les revendications d'immigrés fraîchement arrivés qui veulent nous imposer leurs fêtes, leur accoutrement, leurs habitudes conjugales... et, pourquoi pas, la clitoridectomie ! Le chapeau de la Gendarmerie royale est un phénomène mineur, mais son remplacement par un turban sur la tête d'un sikh est fort symbolique du peu de fierté des Canadiens à l'égard de ce qu'ils sont et de ce qui symbolise leur pays. Une plaisanterie court : les Canadiens ne souhaitent rien tant que de n'être rien de particulier.

Ménager la chèvre et le chou comme nous le faisons est peut-être d'ailleurs, justement, ce que nous avons de particulier. Un exemple patent : le nom même, « progressiste-conservateur », de l'un des deux partis politiques les plus importants. Il faut le faire ! On tergiverse, on adoucit, on fait mine de ne pas voir, on ménage les pires criminels. « Il y a parfois dans l'ordre social, une pénombre complaisante aux industries scélérates », écrivait Victor Hugo. Est-ce « parfois », seulement, au Canada ? Et les honnêtes citoyens vont bientôt être écrasés sous le poids des droits de la personne, des finasseries des avocats et de l'obsession du « touche-pas-à-ma-nature ». Les pays européens ont en général plus de muscles... Ils doivent tous avoir un roi décapité sur la conscience !

Malgré ma fidélité au Canada, je me sens bien plus à l'aise en Belgique ou en France qu'en Ontario. Affaire de langue et de savoir-vivre. Un fait banal suffira pour faire sentir mon attachement à ce coin de l'Europe. Dans le train Bruxelles-Paris, un douanier ouvre la porte du compartiment en s'excusant et dit, tout simplement : « Monsieur n'a rien à déclarer ? » Correction, raffinement, respect de l'autre, art de vivre. On parle, dans ces pays-là ! Tout le monde fait des phrases, n'est-ce pas admirable ?

Il y a autre chose : il me semble que les Européens se sont mieux dépêtrés que nous dans les filets du puritanisme qui paralyse l'Amérique du Nord. Question difficile à cerner. La recherche de la pureté conduit à l'intolérance, à l'inefficacité, à l'étroitesse d'esprit. L'obsession puritaine a atteint des sommets dans la sottise, me semble-t-il, en matière de préservation de la nature. Un exemple : des

entrepreneurs songent à établir une usine au bord du Saint-Laurent, qui aurait ouvert 400 emplois ; holà ! cela pourrait nuire à la qualité de vie des perchaudes jaunes qui s'ébaudissent par là. On arrête tout ! Je comprends qu'il faut assainir l'eau du Saint-Laurent... pour les humains ! Espérons que beaucoup de ces verts et vertes au nez pincé trouveront d'autres occupations plus constructives et qu'entre-temps, ils méditeront sur un fait majeur : la nature n'est jamais aussi saccagée que par elle-même.

Vive quand même le Canada... non pas *et*, mais y *compris* le Québec. Et que les pisse-froid aillent au diable !

Musique et pollution sonore

Que vient faire ici la musique ? Ce n'est pas très clair dans mon esprit, mais probablement plusieurs choses. Dans ce chapitre de sentiments et réflexions, je suis allé du plus proche (le milieu de l'enseignement) au plus large (le Canada et l'Europe). Pour aller à plus vaste encore, il faut embrasser le monde et c'est hors de ma portée. Mais dans l'ordre de l'universel, il y a un produit humain qui se moque de la diversité des langues, des coutumes et même des continents : la musique. Je suis, à tort ou à raison, persuadé que la musique exerce un pouvoir rarement soupçonné sur le fonctionnement du cerveau. J'ai été conforté dans cette conviction par un philosophe américain, le pénétrant Allan Bloom, qui cite à ce sujet Platon : « Si l'on veut prendre la température spirituelle d'un individu ou d'une société, il faut noter sa musique. » (*L'Âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, p. 79.) Qu'ai-je à ajouter à cela, moi qui ne suis qu'un amateur de la musique à l'oreille sensible ? D'abord rappeler ce qu'a écrit Allan Bloom ; ensuite, dénoncer l'animalisation de la musique.

Dans son essai, Bloom consacre un chapitre à la musique, en insistant sur les rapports de celle-ci avec les jeunes Américains de douze à vingt ans. Chez ces jeunes, la musique est omniprésente, phénomène inédit qui résulte de l'usage de techniques toutes nouvelles. Pour notre professeur de philosophie, cet enveloppement perpétuel est un peu effarant. Je le cite : « [...] de la nouvelle musique émane un appel, un seul, et c'est un appel barbare. La musique rock excite le désir sexuel, non pas l'amour, non pas l'éros, mais le désir sexuel pur et

simple, non évolué et à l'état brut... Mon souci, ce sont ses effets sur l'éducation ; mon principal reproche à son égard, c'est qu'elle abîme l'imagination des jeunes gens et suscite en eux une difficulté insurmontable à établir une relation passionnée avec l'art et la pensée qui sont la substance même de la culture générale. » (Idem, chap. III.)

L'exploitation de ce dévergondage sonore trouve son sommet dans ces « vidéoclips » que plusieurs chaînes de télévision déversent 24 heures sur 24. Tous les « clips » ne sont pas à mettre à la même enseigne, mais il y a là une machine enivrante et dévastatrice. Les images fascinantes qui s'y bousculent, sans suite, mêlées à des voix sans sexe, pulvérisent l'intelligence jusqu'à l'anéantir. Ce n'est pas seulement satanique, car si ça l'était, ce serait encore humain ; c'est animal. C'est l'antiraison, l'antipensée par excellence, le règne de la pulsion brute. Pourra-t-on jamais apprécier l'effet à long terme de cette intoxication ? Pourra-t-on éduquer les enfants de l'hystérie audiovisuelle ? Comment assurer, comme l'écrit Bloom, « une continuité naturelle entre ce qu'ils ressentent et ce qu'ils peuvent et doivent être » ?

Faut-il ajouter que pour les non-pratiquants, ces bruits constituent une véritable pollution sonore ? Elle assombrit un tantinet la fin de ma vie, mais ce n'est rien comparé aux égratignures qu'elle risque de faire dans le cerveau de beaucoup d'adolescents d'aujourd'hui.

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 13

Et puis après ?

[Retour à la table des matières](#)

Embrassant ces sept décennies, je trouve que j'ai eu une veine de tous les diables, en comptant bien entendu les diables qui portaient la soutane ! Départ un peu difficile, certes, mais quels parents j'ai eus ! Aimants, intelligents, courageux, sages, respectueux de ma liberté à un moment décisif de ma vie. Ils m'ont donné une fort bonne santé, une formation morale ferme, une soeur et deux frères qui ont gagné leur vie plus tôt que moi et ont ainsi facilité la poursuite de mes études. Certes, je ne coûtai pas cher à mes parents, mais je ne les aidais guère non plus, ce que mes frères et ma sœur ont fait.

Sinuosités

La suite résulte de ma ténacité, de mon travail, des personnes qui m'ont aidé et d'une série de circonstances : vie dans un petit patelin où tout le monde se connaissait ; chasse aux vocations de la part des Oblats qui desservaient ma paroisse ; générosité de ces derniers et clairvoyance quant à la débilité de « ma vocation » ; existence de Mongeau et Saint-Hilaire, cette espèce de collègue classique réduit à l'essentiel ; amis qui m'ont encouragé et parfois donné l'exemple

de la débrouillardise matérielle ; générosité de quelques jésuites ; hardiesse de Dehem et Lemieux lors de mes études à la Faculté des sciences sociales ; intérêt de l'Institut national d'études démographiques pour le Canada ; Bourgeois-Pichat et Henry comme patrons scientifiques ; Faculté de droit de Paris conciliante, grâce à Gemaehling, dans l'acceptation d'une thèse assez éloignée de ses domaines ; arrivée tortueuse à la Faculté des sciences sociales, mais peu de temps avant qu'elle n'explode ; collègues de grande qualité ; appui de quelques organismes importants, Statistique Canada en particulier. Je l'ai dit : une veine de tous les diables. Et je ne parle pas, par discrétion, de ma famille proche et d'excellents amis.

Mon sentier professionnel fut sinueux, c'est le moins qu'on puisse dire. L'idée de devenir curé ne venait pas vraiment de moi mais plutôt du ciel et je pense que je n'ai jamais désiré ce métier. La suite a été guidée par mes goûts, les occasions et les obstacles : architecture à peine rêvée, relations industrielles à peine effleurées, science économique qui m'a fasciné et finalement démographie, qui m'a absorbé. Je crois que j'aurais été heureux dans chacune de ces professions, mais je ne regrette certainement pas le champ où ce sentier m'a finalement conduit. J'y ai cultivé avec entrain une grande variété de plantes.

Tâches accomplies

Je n'ai rien à me reprocher quant au volume de mes travaux. Quant à leur qualité non plus, je le dis en toute candeur. J'ai fait des erreurs, bien sûr, mais je ne m'en repens pas trop. La vie m'a obligé à ne pas trébucher sur les fleurs du tapis et, à tout prendre, cela est un ingrédient bien utile dans les entreprises scientifiques. Il faut de l'audace. Quand on ferme la porte à toutes les erreurs possibles, on la ferme aussi à la vérité et aux idées fructueuses. La science progresse en faisant des erreurs... corrigées par la suite ! Et si l'on se laisse arrêter par des informations lacunaires, par les faiblesses de sa formation ou de son expérience, on risque de piétiner, de ne rien découvrir et de n'avoir rien à dire que des platitudes. Que de chercheurs par ailleurs doués qui s'empêtrant et traînent leurs lecteurs dans des considérations méthodologiques stérilisantes, qui ne peuvent avancer une proposition sans la corriger par trois réflexions qui la

contredisent, qui s'emberlificotent dans une verbosité hirsute, et qui finalement n'ont qu'un plat fade et peu nourrissant à présenter ! Mais il est vrai que ceux-là aussi sont utiles ; il faut de tout.

Audace. Vers 1968, j'ai décidé de lancer une enquête sur la fécondité au Québec, sans avoir suivi de cours sur ce procédé de collecte d'informations ni avoir vécu le déroulement d'une enquête. Eh bien ! cette enquête a été doublée d'une deuxième, elle a révélé des faits insoupçonnés nombreux, elle a produit deux livres et nombre d'articles éclairants. Et surtout, elle a ouvert une piste des plus fructueuses à deux anciennes étudiantes devenues par la suite mes collègues les plus proches : Evelyne Lapierre-Adamcyk et Nicole Marcil-Gratton, qui ne cessent depuis un quart de siècle de nous servir des trouvailles fascinantes. Leur talent aurait sans doute éclos ailleurs, mais nous ne saurions pas ce qu'elles nous ont appris sur la fécondité, la contraception et la famille. Auraient-elles trouvé un champ plus fertile ? Pas sûr.

Si c'était à recommencer, j'apporterais deux correctifs : je lirais davantage et je m'armerais un peu plus en mathématiques. Je laisse à mes ennemis les autres remontrances. Cependant, comme il faut dormir et vivre un peu avec sa famille, il m'eût fallu prendre quelque part le temps exigé pour mes correctifs. J'aurais dû saper la moitié de mes contributions aux innombrables comités qui, dans mon université, remplacent trop souvent la virilité et la détermination ; d'autre part, j'aurais pu décliner l'invitation à faire quelques conférences et quelques textes mineurs. Mais je ne sacrifierais pas mes contributions aux divers médias, car elles ont fait connaître, peut-être même apprécier, ma discipline.

Autre chose à faire ?

Soixante-douze ans bientôt. Terminé ? Certainement pas, si les artères résistent... Beaucoup d'obstacles à la connaissance se dressent encore, encombrant ainsi les sentiers du bon sens, et je vois là bien des occasions de ronchonner encore. De vieux adversaires, parfois claudiquant, s'y trouvent toujours.

Certes, le pidgin-marxisme n'existe presque plus qu'à moitié effacé dans quelque coin reculé du cerveau nostalgique de ses anciens adeptes : labyrinthes

envahis par la végétation d'une réalité incontournable. Mais il reviendra avec un autre déguisement, un autre vocabulaire, surtout si les puissants et les riches - riches en pouvoir, en autorité, en argent, en métiers, en qualités intellectuelles efficaces et rentables - négligent l'armée grandissante des laissés-pour-compte.

Le féminisme est moins strident que naguère, me semble-t-il, mais il provoque parfois quelques déséquilibres. Je ne souhaite pas qu'il disparaisse ; trop de muflerie masculine existe encore. Je lui souhaite seulement un brin d'imagination.

L'idéologie fleurdelisée et, plus généralement, le tribalisme, sont là pour rester et je ne compte pas voir leur affaiblissement, tant la passion nationaliste est facile, envahissante, obsessionnelle. Le tribalisme ne subira probablement sa première défaite significative que lorsqu'un gouvernement mondial, muni d'une année efficace, verra le jour. Ce n'est pas pour demain.

Il y a encore les « laudateurs de la gérance ». Affaire de quelques années : les effets du vieillissement démographique sont en train de nous sauter à la figure. Longue vie aux inoxydables !

Quant à mon principal ennemi, la sottise, qui se cache d'ailleurs souvent sous les habits des maux ou imperfections que je viens d'évoquer, je suis tranquille, il persistera jusqu'au refroidissement du système solaire. On pourrait réduire la portée de sa force pernicieuse en assainissant les écoles et les médias. Vaste programme, comme disait un général !

Et il y a quantité d'autres mythes et aberrations qui mériteraient quelques ronchonnements sonores : l'écologie hystérique ; la démission des législateurs au profit des juges ; les outrances de mauvais goût des combattants homosexuels ; la molasserie des hommes politiques, qui devraient prendre exemple à cet égard sur leurs collègues féminins ; les modes suivies par les intellectuels et qui entament leur liberté ; les errements de la télévision ; la destruction de l'intelligence par la drogue et les vidéoclips...

Excitant, mais je ne me sens pas bien armé pour tous ces combats en perspective. Il me faudrait de l'aide. La ligue de la contre-sottise ?

Poursuite du métier ? Il m'intéresse encore, cela ne fait pas le moindre doute. Un petit malaise cependant. J'ai dû écrire quelque deux cents textes dans ma vie et

j'ai fait une dizaine de cours différents. Presque chaque fois, j'avais l'impression, peut-être fausse, que j'étais la personne désignée pour le faire, compte tenu, bien entendu, des circonstances. Je ne veux pas jouer ici le faux modeste, mais il n'y a pas, je pense, mis à part les morceaux polémiques et de synthèse, une seule de ces pièces pour laquelle je ne pourrais pas dire, aujourd'hui : X, Y ou Z pourrait faire cela mieux que moi ; il vaut peut-être mieux les laisser faire.

Cependant, une idée me tenaille, qui n'a pas l'air de séduire grand monde. « Dessine-moi un mouton », demandait le Petit Prince à son aviateur. L'aviateur a dessiné une boîte. « Tiens, dit-il, ton mouton, il est dedans ! » On attend des tâcherons des sciences sociales, des décideurs, des organisateurs, des planificateurs, qu'ils dessinent un monde parfait... ou presque. Ils ont dessiné une boîte. « *Voilà*, disent-ils, le monde parfait, il est dedans. » On ouvre la boîte : il n'y a presque pas d'enfants et ceux qui sont *là* sont souvent mal élevés.

Que dire ? Que faire quand on n'est même pas trop sûr d'avoir élevé ses propres enfants correctement ? Il est clair que nous ne nous sommes pas adaptés à la libération des femmes, à leur activité professionnelle généralisée, à la télévision, ou encore à la laïcité. L'ajustement n'est pas bon. Assistons-nous à l'affaissement de la civilisation occidentale, faute de reproduction des mammifères relativement intelligents qui la soutiennent ? Quel pari faire ? Qu'avec le temps, on finira bien par s'ajuster ? La question est de savoir à quel prix, après combien de tergiversations, après combien de souffrances, de victimes ou de laissés-pour-compte. Et s'il ne sera pas trop tard. Dans un siècle, les humains de souche européenne seront passés, peut-être, de 30 à 20% de la population de la Planète ; les musulmans, eux, seront passés, si les tendances qui se dessinent persistent, de 20 à 40%. Cela vous laisse indifférents ? Pas moi, car ce sont ces Occidentaux qui, malgré leurs défauts, leurs épisodes de sauvagerie sanguinaire, ont réussi à faire un nid à la liberté.

Il y a encore du pain sur la planche...

Souvenirs et réflexions d'un ronchon

Chapitre 14

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

On trouvera ici la liste de mes livres, articles de revues et chapitres de livres publiés. Il s'y trouve cependant quelques textes substantiels qui n'ont pas été publiés, strictement parlant, mais ont reçu une assez large diffusion (par exemple, des notes de cours), de même qu'un film de trois heures sur les pays en développement. N'y figurent pas les articles de journaux, ni les recensions d'ouvrages. N'apparaissent pas non plus les rapports et mémoires qui, de toute façon, ne sont pas des publications et qui seraient difficiles d'accès. La liste couvre la période qui va de 1954 au début de 1998 et je parierais qu'elle est dépourvue de lacunes un tant soit peu significatives.

Je ne me suis pas conformé au rituel universitaire qui veut qu'on distingue entre revues « avec arbitres » et revues qui n'en affichent pas. Distinction utile, sans doute, mais peu convaincante : on trouve des platitudes dans les premières et de bonnes idées dans les dernières.

Il m'a paru plus commode, pour l'utilisateur éventuel de cette bibliographie, de répartir les titres en une quinzaine de catégories, suivant la nature des thèmes traités. Ce classement est en partie arbitraire, puisqu'une étude peut appartenir à deux ou trois catégories. Chacune n'apparaît cependant qu'une fois et a été placée sous le thème qui me paraissait dominer, mais ce n'est pas toujours évident. Par

exemple, plusieurs textes ont été classés sous « politiques de population », mais ils comportent néanmoins des considérations d'ordre économique souvent importantes.

Je n'ai pas séparé les livres des autres publications ; à

l'intérieur de chaque catégorie, tous les textes sont placés en ordre chronologique.

1. Démographie générale

[Retour à la table des matières](#)

La Population canadienne au début du XVIIIe siècle, Paris, P.U.F, 1954, 129 p.

(En codirection avec Yves Martin), *Dossier sur la situation présente et l'avenir de la population du Québec*, numéro spécial de *L'Action nationale*, mai 1988, p. 217-382.

(En codirection avec Yves Martin), *La Population du Québec d'hier à demain*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1991, 213 p. (réédition fortement remaniée de *Dossier sur la situation ...*).

Éléments de démographie : notes de cours souvent remaniées. Je ne signalerai ici que deux versions : la première, datée de 1978, a été préparée par Evelyne Lapierre-Adamcyk et moi-même et compte 350 pages ; je suis le seul auteur de la deuxième, datée de 1992 et réduite à 134 pages ; un supplément de 23 pages y a été ajouté en 1995.

2. Pratique de la démographie

[Retour à la table des matières](#)

« Les études démographiques », dans *Situation de la recherche sur le Canada français*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1962, p. 133-141.

« Démographie » (discours de réception à la Société royale du Canada, réponse au professeur Vianney Décarie), Ottawa, Société royale du Canada, 1969, p. 35-43.

« Démographie, théorie et théologie », dans *Cahiers québécois de démographie*, 1980, vol. 9, n° 3, p. 7-18.

« Les prêtres idéologiques d'un historien riche à un démographe pauvre », dans *L'Actualité économique*, vol. 61, n° 2, juin 1985, p. 274-279.

« La démographie », dans *L'Encyclopédie du Canada*, t. I, Montréal, Stanké, 1987.

Critique de deux ouvrages : a) Gauvreau, Gregory, Kempeners et Piché (sous la direction de) *Démographie et sous-développement dans le Tiers Monde* ; b) *La Sociologie des phénomènes démographiques* (vol. XIX de *Sociologie et société*), dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 17, n°1, printemps 1988, p. 135-142.

« Y a-t-il place pour la démographie impure ? », dans *La Démographie au coeur des questions sociales. Les démographes au service de la société* (25e anniversaire du Département de démographie), Montréal, Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, juin 1990, p. 45-48.

3. Évolution passée de la population

[Retour à la table des matières](#)

« From Acceptance of Nature to Control : the Demography of the French Canadians since the 17th Century », dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. XXIII, February 1957, p. 10-19.

« Observations sur la situation démographique des Canadiens français », dans *L'Actualité économique*, 1957, p. 559-580.

« Aspects démographiques », dans Mason Wade (édit.), *La Dualité canadienne. Canadian Dualism*, Toronto, Toronto University Press, 1960, p. 149-180.

(En collaboration avec Nathan Keyfitz), « Main Trends in Canadian Population », dans *Committee on the Judiciary*, Special Series, n° 5, USA House of Representatives, Washington, U.S. Government Printing Office, 1963, p. 13-27.

« Vital Statistics, Health and Welfare », dans M.C. Urquart et K.A.H. Buckley (édit.), *Historical Statistics of Canada*, Cambridge, University Press et Toronto, The Macmillan Company of Canada, 1965, p. 30-54.

(En collaboration avec Nathan Keyfitz), « Les tendances démographiques au Canada et aux États-Unis », dans *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 2, n° 2, 1965, p. 77-91.

(En collaboration avec Yves Péron), « The Demographic Transition of the Province of Québec », dans D.V. Glass et Roger Revelle, *Population and Social Change*, London, Edward Arnold, 1972, p. 213-231. N.B. - Ce texte a été publié en français dans Hubert Charbonneau (sous la direction de), *La Population du Québec : études rétrospectives*, Montréal, Les éditions du Boréal express, 1973, p. 23-44.

(En collaboration avec Yves Péron), « Évolution démographique récente du Québec », dans *Annuaire du Québec*, Gouvernement de la province de Québec, 1972, p. 201-218.

(En collaboration avec Yves Péron, Victor Piché et Norbert Robitaille), « Actualité démographique du Québec », dans *Population et famille* (Belgique), 1973, p. 113-132.

Natalité, migrations et croissance démographique, Montréal, Parti libéral du Québec (textes référendaires), 1980, 38 p.

« From One Transition to Another » (commentaire sur un article de Nathan Keyfitz, paru en 1963), dans Audrey Wipper (édit.), *The Sociology of Work in Canada* (Papers in honour of Oswald Hall), Ottawa, Carleton University Press, 1994, p. 552- 554.

4. Évolution prospective de la population

[Retour à la table des matières](#)

« Prévisions de population scolaire » dans *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement de la province de Québec*, 2e partie, Annexe, Gouvernement de la province de Québec, 1964, p. 381-396.

(En collaboration avec Yves Martin), *La Population du Québec et de ses régions, 1961-1981*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1964, 151 p.

(En collaboration avec Jacques Légaré), *Évolution démographique du Québec et de ses régions, 1966-1986*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1969, 132 p.

(En collaboration avec Yves Martin), « D'aujourd'hui à 2050 », dans J. Henripin et Y. Martin, *La Population du Québec d'hier à demain* (voir plus haut), p. 25-33.

5. Fécondité

[Retour à la table des matières](#)

« La fécondité des ménages canadiens au début du XVIIIe siècle », dans *Population*, 9, n° 1, janvier-mars 1954, p. 61-84

Tendances et facteurs de la fécondité au Canada, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, 456 p. (Traduction anglaise : *Trends and Factors of Fertility in Canada*, Ottawa, Queen's Printer, 1972).

« Planification familiale et démographie », dans *L'Union médicale du Canada*, mai 1968, p. 1-5.

« Évolution de la fécondité au Canada depuis la dernière guerre mondiale », dans Union internationale pour l'étude scientifique de la population, *Congrès international de la population London 1969*, Liège, UIESP, 1971, p. 531-542.

(En collaboration avec Jacques Légaré), « Recent Trends in Canadian Fertility », dans *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 1971, 8 (2), p. 106-118.

« Quelques aspects quantitatifs de l'avortement au Canada », dans *Credo*, 1973, 3 p.

« Fécondité récente et prochaine de la province de Québec », dans ACFAS, *Comptes rendus, 41e Congrès*, 1973, p. 118-120.

(En collaboration avec Evelyne Lapierre-Adamcyk), *La fin de la revanche des berceaux. Qu'en pensent les Québécoises ?*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1974, 174 p.

(En collaboration avec Nicole Marcil-Gratton), « La fécondité des jeunes couples québécois : un ajustement à la baisse par un moyen radical », dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 6, n° 3, 1977, p. 161-170.

(En collaboration avec P.-M. Huot, E. Lapierre-Adamcyk et N. Marcil-Gratton), *Les enfants qu'on n'a plus au Québec*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1981, 410 p.

(En collaboration avec Natalie Kyriazis), « Women's Employment and Fertility in Québec », dans *Population Studies*, vol. 36, n° 3, novembre 1982, p. 431-440.

« Le baby-boom », dans *L'Encyclopédie du Canada*, t. I, Montréal, Stanké, 1987.

Naître ou ne pas être, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 140 p. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

« Tableau sur l'évolution séculaire de la fécondité », dans J. Henripin et Y. Martin (sous la direction de), *La Population du Québec d'hier à demain*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 45-50.

« Une flambée de bébés. Le baby-boom ou la démographie bousculée », dans *Cap-aux-diamants. Revue d'histoire du Québec*, n° 36, hiver 1993, p. 18-21.

« L'hypofécondité et son contexte », dans Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (sous la direction de), *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 25-45.

« Trois siècles de grosses familles », dans *Cap-aux-diamants. Revue d'histoire du Québec*, n° 39, automne 1994, p. 30-35.

6. Mortalité infantile

[Retour à la table des matières](#)

« L'inégalité sociale devant la mort : la mortalité infantile et la mortalité infantile à Montréal », dans *Recherches sociographiques*, vol. II, n° 1, 1961, p. 3-34.

« Les facteurs sociaux de la mortalité infantile à Montréal », dans *L'Union médicale du Canada*, février 1960, p. 3 -11 et janvier 1962, p. 65-71.

La mortalité infantile au Canada 1956-1972, Ottawa, Conseil économique du Canada, document n° 23, 1975, 68 p.

7. Démolinguistique (et groupes ethniques)

[Retour à la table des matières](#)

« Évolution de la composition ethnique et linguistique de la population canadienne », dans Société royale du Canada, *La Population canadienne et la colonisation du Grand Nord*, Ottawa, Société royale du Canada, 1962, p. 27-32.

(En collaboration avec Hubert Charbonneau et Jacques Légaré), « L'avenir démographique des francophones au Québec et à Montréal, en l'absence de politique adéquate », dans *Revue de géographie Montréal*, vol. XXIV, n° 2, 1970, p. 199-202.

L'Immigration et le déséquilibre linguistique, Ottawa, Information Canada, 1974, 44 p. (étude qui a accompagné *l'Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada*, Main-d'oeuvre et immigration, Ottawa, Information Canada, 1974).

« L'avenir des francophones au Canada », Ottawa, Société royale du Canada, *Mémoires*, série IV, tome XIII (1975), p. 133-139.

(En collaboration avec Réjean Lachapelle), *La Situation démographique au Canada : évolution passée et prospective*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1980, xxxii + 391 p. (Traduction anglaise : *The Demographic Situation in Canada : Past Trends and Future Prospects*, Montréal, The Institute for Research on Public Policy, 1982, xlv + 381 p.).

« L'an 2001 ou la territorialisation des deux solitudes », dans *Langue et société*, Ottawa, Commissaire aux langues officielles, n° 4, hiver 1981, p. 15-18.

« Évolution des groupes linguistiques au Canada », dans *Démographie et destin des sous-populations*, Colloque de Liège, 21-23 septembre 1981, Paris, A.I.D.E.L.F, 1983, p. 349-354.

« Les anglophones du Québec, un péril qui s'évanouit », dans *L'Analyste*, 2, été 1983, p. 15-18.

« L'anglais et les Québécois pointus », dans *L'Analyste*, 3, automne 1983, p. 14-15.

« Les langues au Canada », dans *L'Encyclopédie du Canada*, t. II, Montréal, Stanké, 1987.

« Les Québécois dont la langue est flottante et la mobilité linguistique », dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 14, n° 1, avril 1985, p. 87-98.

(En collaboration avec Louis Pelletier), « Un quart d'allogènes au Québec d'ici cent ans ? », dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 15, n° 2, octobre 1986, p. 227-251.

(En collaboration avec Louis Pelletier) « Trois correctifs à "Un quart d'allogènes" », dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 16, n° 1, avril 1987, p. 145-164.

« Le recensement de 1986 : certaines tendances séculaires s'atténuent », dans *Langue et société*, Ottawa, Commissaire aux langues officielles, automne 1988, p. 6-9.

« Le peuplement non français et la diversité ethnique et linguistique », dans J. Henripin et Y Martin (sous la direction de), *La Population du Québec d'hier à demain*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 169-184.

« Québec - The People », dans *Encyclopedia Americana*, Danbury (Connecticut), Grolier, 1995.

8. Économie et population

[Retour à la table des matières](#)

« Les besoins futurs de nouveaux logements au Canada jusqu'en 1971 », dans *L'Actualité économique*, 1956, p. 191-209.

« Population et main-d'œuvre », dans André Raynauld (sous la direction de), *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, p. 159-188.

Le Coût de la croissance démographique, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1968, 43 p. (leçon inaugurale, 13 février 1968).

(En collaboration avec Evelyne Lapierre-Adameyk), *Essai d'évaluation des coûts de l'enfant*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1986, 84 p.

Guide pour le cours DMO 3450 : Économie et population, notes de cours diffusées par la Librairie de l'Université de Montréal, 1992, 83 p.

« Les cadeaux financiers des sur-féconds aux sous-féconds », dans *Population*, nos 4-5, 1995, p. 1053 -1077.

9. Politiques de population

a) Généralités

[Retour à la table des matières](#)

« Composition par âge et sécurité sociale », dans *L'Actualité économique*, 1955, p. 146-153.

« Petite préface à une politique de population pour le Québec », dans *Relations*, juillet-août 1974, p. 204-207.

« Québec and the Demographic Dilemma of the French Canadian Society », dans Dale C. Thomson (édit.), *Québec Society and Politics : Views from the Inside*, Toronto, Mc Clelland and Stuart, 1976, p. 155-166.

(En collaboration avec Hervé Gauthier), « Canada », dans Bernard Berelson, *Population Policy in Developed Countries*, McGraw Hill, 1974, p. 403-426.

« Avantages et inconvénients de la croissance démographique au Québec », dans *Annuaire du Québec 1974*, Gouvernement de la province de Québec, 1974, p. 213-221.

(En collaboration avec Michèle Gervais-Meunier), « Les mesures gouvernementales relatives à la population du Québec », dans *Annuaire du Québec 1977-1978*, Québec, Éditeur officiel du Québec, p. 240-248.

« Discretion et témérité à propos des politiques de population », dans Société royale du Canada, *Mémoires*, série IV, tome XX (1982), p. 139-149.

« Vous dites : Une politique de population ? », dans *L'Analyste*, 8, hiver 1984-1985, p. 3-6.

« Sur la définition des politiques de population », dans *Politiques de population*, vol. 11, n° 1, janvier 1985, p. 71-77.

« La population mondiale et les inquiétudes qu'elle suscite », dans *Politiques de population*, vol. 4, n° 2, janvier 1990, p. 5-65.

« Mutation sociale, régime démographique et organisation de la société », dans Tellier et Tessier (sous la direction de) *Changement planifié et développement des organisations*, Les presses de l'Université du Québec, 1990, p. 285-296.

Sans titre : exposé et discussion sur divers problèmes démographiques du Canada, Chambre des Communes, Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, Fascicule n° 22, 15 mars 1990, p. 22: 3 à 22:25.

Sans titre : comparution devant le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des Communes sur le *Processus de modification de la Constitution du Canada*, Montréal, 26 avril 1991, Fascicule n° 28, p. 28:5 à 28:18.

« Population Trends and Policies in Québec », dans Alain-G. Gagnon (édit.), *Québec State and Society*, Scarborough, Nelson Canada, 1993, p. 304-318.

« Questions démographiques et politiques », dans Alain-G. Gagnon (sous la direction de), *Québec : État et société*, Québec / Amérique, 1994, p. 281-304 (édition française de *Québec State and Society*, chapitre remanié et amplifié par rapport à la version anglaise).

b) Fécondité

« Ébauche d'un système de prestations familiales », dans *Socialisme* 65, 1965, n° 6, p. 33-48.

« Justice dans l'impôt pour les chargés de famille : éléments d'un système d'impôt sur le revenu personnel », dans *Socialisme* 66, 1966, n° 8, p. 3-12.

« Besoins économiques des familles et prestations familiales », dans *Relations*, mai 1966, p. 138-140.

« Faut-il tenter d'accroître la fécondité au Québec ? », dans *Bulletin de l'A. D. Q.*, 1974, 2 p.

« La natalité au Québec : y a-t-il un problème ? » (interview), dans *Relations*, février 1979, p. 44-48.

« Justice sociale et politique familiale » (interview), dans *Relations*, mars 1979, p. 81-85.

« À propos des futurs citoyens à engendrer et à former », dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 8, n° 2, 1979, p. 29-46.

« Plaidoyer pour une politique modérément nataliste », dans *Cahiers québécois de démographie*, août 1981, p. 265-280.

« Pouvoirs publics et natalité », dans *L'Analyste*, 16, décembre 1986, p. 23-28.

(En collaboration avec J. Hecht, S. Ivanov et C. Théré), « Politiques de population et action sur la natalité en Europe de l'Est (2 e partie). Bibliographie thématique » dans *Politique de population*, vol. 3, n° 1, juin 1987, p. 5-87.

« Les premiers sourires natalistes du ministre des Finances », dans *L'Analyste*, n° 23, automne 1988, p. 33-34.

« Le Québécois, une espèce menacée ? » (interview par V Robert), dans *L'Actualité*, janvier 1990, p. 18-22.

« Peut-on redresser la natalité ? », dans J. Henripin et Y. Martin (sous la direction de), *La Population du Québec d'hier à demain*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 75-80.

« La natalité et les "ismes" », dans *Cité libre*, vol. 20, n° 1, février 1992, p. 5-7.

c) Immigration étrangère

« Quelques choix à faire à propos d'une politique d'immigration canadienne », dans *Immigration : processus d'élaboration de la politique et résultats*, Toronto, Institut d'administration publique au Canada, n° 8, 1976, p. 35-42.

« Canadian Immigration Objectives », dans Beach et Green (édit.), *Policy Forum on the Role of Immigration in Canada's Future*, Kingston, John Deutsch Institute, 1988, 2 p.

d) Famille

« Éléments d'un nouveau contrat social à propos des jeunes », dans *Population et famille*, 33, (1974-3), p. 191-197.

« Famille, natalité et avenir des sociétés industrialisées »(discours inaugural), dans Dansereau, Terrisse et Bouchard, *Éducation familiale et intervention précoce*, AIFREF et GREASS Montréal, Agence d'Arc, 1990, p. 13-14.

« L'effritement de l'institution familiale au Québec », dans André Turmel (sous la direction de), *Culture, institution et savoir*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 71-81.

e) Vieillissement

« La retraite... les jeux restent à faire », dans *Le Médecin du Québec*, vol. 13, n° 5, 1980, p. 55-62.

« Une population vieillissante et menacée d'anémie », dans *L'Action nationale*, novembre 1988, p. 844-855.

« Quelques parades au coût du vieillissement », dans *Population*, vol. 47, n° 6, novembre-décembre 1992, p.1621-1637.

« Vieillissement et coûts de la santé », dans Gilles Paquet et Jean-Pierre Voyer (sous la direction de), *La Crise des finances publiques et le désengagement de l'État*, Montréal, Association des économistes québécois, 1993, p. 351-354 (conférencier d'honneur au congrès de l'Association des économistes québécois, 1993).

« The Financial Consequences of Population Aging », dans *Canadian Public Policy -Analyse de politiques*, 1994, XX, 1, 78-94.

(En collaboration avec Michel Loriaux), « Le vieillissement : discours à deux voix », dans *Population*, 6, 1995, p.1591-1638.

Les Pensions de retraite dans une société vieillissante, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, collection « Choix. Finances publiques », vol. 3, n° 1, avril 1997, 47 p.

« Les pensions de retraite face au vieillissement de la population », dans *Cité libre*, à paraître en 1998.

10. Divers

[Retour à la table des matières](#)

« Les Canadiens français et leurs institutions », dans *Chronique sociale de France*, cahier n° 5, 15 septembre 1957, p. 413-422.

« Le problème démographique du Tiers-Monde », dans Institut canadien des affaires publiques, *L'Occident et le défi du Tiers-Monde*, Montréal, Les éditions du jour, 1960, 8 p.

« Un argument alléchant mais trompeur : la croissance du nombre des étudiants », chapitre (anonyme) de *L'Université dit non aux Jésuites*, Montréal, Éditions de l'homme, 1961, p. 28-40.

« L'exubérance démographique de l'Amérique latine », dans *Socialisme 1964*, nos 3-4, 7 p.

(En codirection avec A. Asimakopulos), *Conférence on Statistics 1962 and 1963*, Toronto, University of Toronto Press, 1964, 2 60 p.

Les Divisions de recensement au Canada, de 1871 à 1951 : méthode permettant d'en uniformiser les territoires, Montréal, École des Hautes Études commerciales, 1966, 60 p.

« Déclaration personnelle », dans *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1970, p. 473-480.

« D'une servitude à l'autre », dans *Les Sciences sociales au Québec. Continuité et rupture*, Les presses de l'Université de Montréal, 1984, p. 361-367.

« L'université entre Apollon et Mercure », dans *Cité libre*, avril-mai 1993, p. 18-22.

Office national du film, série de trois films d'une heure chacun sur les pays en développement, diffusée vers 1965 sous le titre *L'Humanité à l'épreuve*, à partir d'un document de langue anglaise. Mon rôle a consisté à recomposer les éléments du film, à choisir des spécialistes, à faire des commentaires et à monter les films.

FIN

Publications de l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

- 1954 La Population canadienne au début du XVIIIe siècle, Paris, Presses Universitaires de France, 129 p.
- « La fécondité des ménages canadiens au début du XVIIIe siècle », Population, janvier-mars, pp. 61-84.
- 1955 « Composition par âge et sécurité sociale », l'Actualité économique, avril-juin, pp. 146-153.
- 1956 Les Divisions de recensement au Canada, de 1871 à 1951: méthode permettant d'en uniformiser les territoires, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, 60 p.
- « Les besoins futurs de nouveaux logements au Canada, jusqu'en 1971 », l'Actualité économique, juillet-septembre, pp. 191-209.
- 1957 « From Acceptance of Nature to Control: the Demography of the French Canadians since the 17th Century », The Canadian Journal of Economics and Political Science, février, pp. 10-19.
- « Observations sur la situation démographique des Canadiens français », l'Actualité économique, janvier-mars, pp. 559-580.
- « Les Canadiens français et leurs institutions », Chronique sociale de France, septembre, pp. 413-422.
- 1960 « Aspects démographiques », dans Mason Wade et Jean-Charles Falardeau, édit., la Dualité canadienne / Canadian Dualism, Toronto,

University of Toronto Press, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 149-180.

- « Le problème démographique du Tiers-Monde », dans *l'Occident et le défi du Tiers-Monde*, Montréal, Institut canadien des affaires publiques, 8 p.

- « Les facteurs sociaux de la mortalité infantile à Montréal », *l'Union médicale du Canada*, février, pp. 3-11.

1961 L'Université dit non aux jésuites (en collaboration), publié par l'Association des professeurs de l'Université de Montréal, Éditions de l'Homme, pp. 28-40.

- Situation et perspectives de l'enseignement en Haute-Volta (en collaboration avec André Raynauld et Marcel Boulard), rapport présenté à l'Unesco et au Gouvernement de la Haute-Volta, publication miméographiée, Paris, Unesco, 153 p.

1961 « Population et main-d'œuvre », dans *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, pp. 159-188.

- « L'inégalité sociale devant la mort: la mortinatalité et la mortalité infantile à Montréal », *Recherches sociographiques*, no 4, janvier-mars, pp. 3-34.

1962 Perspectives d'accroissement de la population de la province de Québec et de ses régions et prévisions des effectifs scolaires, 1961-1981 (en collaboration avec Yves Martin), étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, publication miméographiée, 194 p.

- « Les facteurs sociaux de la mortalité infantile à Montréal », *l'Union médicale du Canada*, janvier, pp. 65-71.

- « Évolution de la composition ethnique et linguistique de la population canadienne », dans *la Population canadienne et la colonisation du Grand-Nord*, publié par la Société royale du Canada, Toronto, University of Toronto Press, pp. 27-32.

- « Les études démographiques », dans *Situation de la recherche sur le Canada français*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 133-134.

- 1963 « Main Trends in Canadian Population » (en collaboration avec Nathan Keyfitz), U.S.A. House of Representatives Committee on the Judiciary, Special Series no 5, Washington, pp. 13-27.
- 1964 Conferences on Statistics 1962 and 1963 (Édition des comptes rendus avec A. Asimakopoulos), Toronto, University of Toronto Press, 260 p.
- La Population du Québec et de ses régions, 1961-1981 (en collaboration avec Yves Martin), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 260 p. (Cet ouvrage a reçu une mention aux concours littéraires et scientifiques du Québec en 1965.)
- « L'exubérance démographique de l'Amérique latine », Socialisme 64, no 3 et 4. pp. 89-95.
- « Prévisions de population scolaire », annexe à la 2e partie du Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Québec, Gouvernement de la Province, pp. 381-396.
- 1965 « Vital Statistics, Health and Welfare », dans M.C. Urquhart et K.A.H. Buckley, édit., Historical Statistics of Canada, Cambridge, Cambridge University Press, et Toronto, Macmillan, pp. 30-54.
- 1965 « Ébauche d'un système de prestations familiales ». Socialisme 65, no 6, pp. 33-48.
- « Les tendances démographiques au Canada et aux États-Unis » (en collaboration avec Nathan Keyfitz), la Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie, mai, pp. 77-91.
- 1966 « Justice dans l'impôt pour les chargés de famille: éléments d'un système d'impôt sur le revenu personnel », Socialisme 66, mai, p. 49-58.
- 1967 Tendances et facteurs de la fécondité au Canada, Ottawa, Imprimeur de la Reine, xxxi-425 p.
- « Planification des naissances et démographie », communication présentée à un colloque organisé par l'Association des médecins de langue française, Montréal, 29 septembre (à paraître).